Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-158-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 47
Absents : 8
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 52
- dont pour : 52
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne
Absente non excusée :
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 158
Objet : AFFAIRES GENERALES – Installation d'un nouveau conseiller communautaire.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code électoral et notamment son article L.273-10 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération n°2020-31 en date du 9 juillet 2020 portant installation du conseil communautaire de LMV Agglomération ;*
- *Vu le courrier de démission de M. Jean-Baptiste BLANC de ses fonctions de membre du bureau et de conseiller communautaire de LMV Agglomération en date du 22 octobre 2020.*

Suite à son élection en qualité de sénateur, Monsieur Jean-Baptiste BLANC a démissionné de ses fonctions de conseiller de la commune de Cavaillon et par voie de conséquence, de conseiller communautaire et de conseiller délégué membre du bureau.

Conformément à l'article L.273-10 du Code Electoral qui prévoit les modalités de remplacement des conseillers communautaires des communes de plus de 1000 habitants dont le siège devient vacant, le remplacement de M. BLANC est pourvu par le candidat de même sexe élu conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le conseiller à remplacer est élu. Ainsi, Monsieur Eric VOURET succède-t-il à Jean-Baptiste BLANC en tant que conseiller communautaire de la commune de Cavaillon.

Par ailleurs, le poste de conseiller communautaire délégué occupé par Jean-Baptiste BLANC devient vacant.
Le conseil communautaire est désormais composé de la manière suivante :

Conseillers communautaires titulaires :

COMMUNES	ELUS COMMUNAUTAIRES TITULAIRES[1]	
CAVAILLON	Monsieur	Gérard DAUDET
	Madame	Fabienne BLANCHET
	Monsieur	Eric VOURET
	Madame	Elisabeth AMOROS
	Monsieur	Christian LEONARD
	Madame	Laurence PAIGNON
	Monsieur	Jean-Michel SELLES
	Madame	Magali BASSANELLI
	Monsieur	Fabrice LIBERATO
	Madame	Marie-Hélène CLEMENT

[1] Tableau établi selon le poids démographique des communes (par ordre décroissant)

	Monsieur	Gérard JUSTINESY
	Madame	Isabelle ROUX
	Monsieur	Eric DERRIVE
	Madame	Martine DECHER
	Monsieur	Jean-Philippe RIVET
	Madame	Julia PIERI
	Monsieur	Patrick COURTECUISSE
	Madame	Mathilde DAUPHIN
	Monsieur	Alain ATTARD
	Madame	Céline PALACIO
	Madame	Bénédicte AUZANOT
	Monsieur	Jean-Pierre PEYRARD
	Madame	Annie PONTET
	Monsieur	Etienne BOURSE
ROBION	Monsieur	Patrick SINTES
	Madame	Marie-José MONFRIN
	Monsieur	Michel NOUVEAU
	Madame	Christine NALLET
CHEVAL-BLANC	Monsieur	Christian MOUNIER
	Madame	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL
	Monsieur	Félix BOREL
	Madame	Gaétane CATALANO LLORDES
LAURIS	Monsieur	André ROUSSET
	Madame	Gwenola DESPLATS
	Monsieur	Didier SEBBAH

	Madame	Christine PESQUIES
MERINDOL	Monsieur	Philippe BATOUX
	Madame	Isabelle MELANCHON
MAUBEC	Monsieur	Frédéric MASSIP
	Madame	Aurore STELLA
TAILLADES (Les)	Madame	Nicole GIRARD
	Monsieur	Michel LE FAOU
CABRIERES D'AVIGNON	Madame	Delphine CRESP
	Monsieur	Pascal JUNIK
GORDES	Monsieur	Richard KITAEFF
	Madame	Marie-Thérèse MACK
LAGNES	Monsieur	Claude SILVESTRE
	Madame	Véronique MILESI
OPPEDE	Monsieur	Jean-Pierre GERAULT
	Madame	Martine PELLET
LOURMARIN	Monsieur	Jean-Pierre PETTAVINO
PUYVERT	Madame	Sylvie GREGOIRE
PUGET SUR DURANCE	Madame	Amélie JEAN
VAUGINES	Madame	Frédérique ANGELETTI
BEAUMETTES (Les)	Madame	Claire ARAGONES

Conseillers communautaires suppléants (lorsque la commune ne dispose que d'un conseiller communautaire titulaire) :

COMMUNES	ELUS COMMUNAUTAIRES SUPPLEANTS	
LOURMARIN	Madame	Isabelle BROUSSET
PUYVERT	Monsieur	Philippe BRITY
PUGET	Madame	Viviane ROSSI
VAUGINES	Monsieur	Serge NARDIN
LES BEAUMETTES	Monsieur	Jacques MACHEFER

Le nouveau membre du conseil communautaire est déclaré installé dans sa fonction.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-159-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 47
Absents : 8

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 52

- dont pour : 52
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne
Absente non excusée :
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 159

Objet : AFFAIRES GENERALES – Approbation du procès-verbal de la séance du 15 octobre 2020.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-26, L. 5211-1 & L. 5211-2 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020.*

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le procès-verbal de la séance du 15 octobre 2020 joint en annexe.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-159-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet 17/12/2020
Affichage 17/12/2020

ANNEXE N°1

Procès-verbal

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Jeudi 15 octobre 2020 – 18 h
Salle du Moulin Saint Julien à Cavaillon

Etaient présents :
Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain – Mme AUZANOT Bénédicte — M. BATOUX Philippe — M. BLANC Jean-Baptiste Mme BLANCHET Fabienne — M. BOURSE Etienne – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric – M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole — Mme JEAN Amélie (arrive à la question n°3) – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. KITAEFF Richard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine – Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline – Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André — Mme ROUX Isabelle– M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore .

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BASSANELLI Magali ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth à partir de la question 15
M. BOREL Félix ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre

Absents non excusés :
Mme GREGOIRE Sylvie
M. SEBBAH Didier

Secrétaire de séance : Mme Mathilde DAUPHIN est désignée secrétaire de séance

1. AFFAIRES GENERALES – APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 23 JUILLET 2020 (ANNEXE N°1).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-26, L. 5211-1 & L. 5211-2 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020.*

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le procès-verbal de la séance du 23 juillet 2020 joint en annexe.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

2. AFFAIRES GENERALES – APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LMV AGGLOMERATION (ANNEXE N°2).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-8 & L. 5211-1 ;*
- *Vu la loi n°2019/1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu le règlement intérieur approuvé par délibération du conseil communautaire n°2014/132 en date du 24 juillet 2014 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Dans un délai de six mois suivant son installation, le conseil communautaire doit élaborer son règlement intérieur.

Le règlement intérieur fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement des organes de la communauté d'agglomération. Il prévoit notamment les conditions d'organisation des séances du conseil et des commissions ainsi que les modalités d'expression des droits des élus.

Les dispositions de la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique sur la gouvernance des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) y sont intégrées, notamment :

- Le remplacement d'un membre d'une commission intercommunale.
- L'amélioration de l'information des conseillers municipaux.
- La possibilité de réunion par téléconférence.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- ABROGE le règlement intérieur approuvé par délibération du conseil communautaire n°2014/132 en date du 24 juillet 2014 ;

- ADOPTE le règlement intérieur de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse joint en annexe.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

3. AFFAIRES GENERALES – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LMV AGGLOMERATION AU SEIN DES ORGANISMES EXTERIEURS.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-33, L 2224-37-1 & L. 5211-1 ;*
- *Vu le Code du Commerce et notamment son article L.751-2 ;*
- *Vu le Code de la Santé Publique ;*
- *Vu le Code de l'Education et notamment son article L. 421-2 ;*
- *Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;*
- *Vu le décret n° 2014-1236 du 24 octobre 2014 relatif à la composition du conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Suite au renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, il convient de procéder à la désignation des représentants du groupement au sein de divers organismes extérieurs.

Le conseil communautaire est ainsi de nouveau invité à désigner des représentants dans les organismes suivants :

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)	Examiner les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale. → L'ouverture d'une surface de vente supérieure à 1000 m² nécessite l'obtention préalable d'une autorisation administrative délivrée par la CDAC.	Le Président de LMV est représentant de droit sauf en cas de multiples mandats.
→ Proposition : M. Patrick SINTES. Uniquement si le Président siège déjà en tant que maire.		

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Commission locale de l'eau du bassin versant du Calavon/Coulon	Elaborer de manière collective, réviser et suivre l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), Veiller à la bonne application des préconisations et des prescriptions inscrites dans le SAGE, ainsi qu'à la mise en place des actions.	21 membres dont 2 représentants pour LMV
→ Proposition : M Patrick SINTES & Mme Nicole GIRARD		

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Conseil de surveillance dans les établissements de santé	Le conseil de surveillance remplace le conseil d'administration. Ses missions sont recentrées sur les orientations stratégiques et le contrôle permanent de la gestion de l'établissement.	2 représentants pour le centre hospitalier intercommunal Cavaillon/Lauris 1 représentant pour le centre hospitalier de Gordes
Pour Cavaillon/Lauris : → Proposition : Mme Elisabeth AMOROS → Proposition : Mme Martine DECHER Pour Gordes : → Proposition : Mme Marie-Thérèse MACK		

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Conseil d'administration des collèges et lycées	Participer à la vie de l'établissement scolaire en votant certaines décisions (projet d'établissement, règlement intérieur, budget), mais peut également être consulté pour avis.	Pour les établ. de + de 600 élèves : 1 représentant Pour les établ. de - de 600 élèves : 1 représentant à titre consultatif
Pour le lycée Ismaël Dauphin → Proposition : Mme Mathilde DAUPHIN Pour le lycée Alexandre Dumas : → Proposition : Mme Magali BASSANELLI Pour le collège Paul Gauthier : → Proposition : Mme Mathilde DAUPHIN Pour le collège Clovis Hugues : → Proposition : Mme Magali BASSANELLI Pour le collège Rosa Parks : → Proposition : M. Eric DERRIVE Pour le collège privé St Charles : → Proposition : Mme Elisabeth AMOROS Pour le collège du Calavon : → Proposition : M Pascal JUNIK		

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Commission consultative paritaire du syndicat d'énergie vauclusien	Coordonner l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie. Mettre en cohérence leurs politiques d'investissement. Faciliter l'échange de données. Prendre en compte les initiatives des différentes collectivités relatives à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, les actions de maitrise de la demande d'énergie notamment celles en faveur du développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.	1 représentant
→ Proposition : M. Jean-Pierre PETTAVINO		

Organisme	Rôle	Nb de représentants
Commission consultative des déchets du SRADDET[1]	Assurer le suivi et l'évaluation de la partie « déchets et économie circulaire »	1 représentant pour le collège « élus »
→ Proposition : Mme Sylvie GREGOIRE		

Conformément à l'article L 2121-21 du CGCT, le conseil pourra décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour ces désignations.
Par ailleurs, si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en sera donné lecture par le Président.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- DESIGNE les représentants de LMV Agglomération au sein des différents organismes énoncés dans le présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

[1] Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

4. AFFAIRES GENERALES - DETERMINATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-21, L. 2121-33 & L 5211-1;*
- *Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1650 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

L'article 1650 A du code général des impôts (CGI) a rendu obligatoire la création, par les communautés levant la fiscalité professionnelle unique, d'une commission intercommunale des impôts directs (CIID), composée de 11 membres :

- le Président de l'EPCI (ou un vice-président délégué),
- et 10 commissaires titulaires.

La commission intercommunale, en lieu et place des commissions communales :

- participe à la désignation des locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux commerciaux et biens divers assimilés (art. 1504 du CGI),
- donne un avis sur les évaluations foncières de ces mêmes biens proposées par l'administration fiscale (art. 1505 du CGI).

Luberon Monts de Vaucluse (LMV) doit dresser une liste composée des noms :

- de 20 personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires.
- de 20 autres personnes susceptibles de devenir commissaires suppléants.

La liste des 20 propositions de commissaires titulaires et des 20 propositions de commissaires suppléants est à transmettre au Directeur Départemental des Finances Publiques, qui désigne 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

Conformément au 1 de l'article 1650 A du code général des impôts (CGI), les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- *être âgés de 18 ans au moins ;*
- *être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'union européenne ;*
- *jouir de leurs droits civils ;*
- *être inscrits aux rôles des impositions directes locales de l'EPCI ou des communes membres (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises) ;*
- *être familiarisés avec les circonstances locales ;*
- *posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission*.

La durée du mandat des commissaires est la même que celle de l'organe délibérant de la communauté.

Conformément à l'article L 2121-21 du CGCT, il est demandé au conseil communautaire de ne pas procéder au scrutin secret pour ces nominations. De plus, dans l'hypothèse ou une seule liste n'est présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste.

La liste des candidats pour devenir commissaires titulaires et suppléants sera présentée le jour du conseil afin de laisser aux communes le temps de désigner leurs représentants.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- ACCEPTE de ne pas procéder au scrutin secret pour ces désignations ;

- APPROUVE la liste suivante des personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires et commissaires suppléants au sein de la CIID.

COMMISSAIRES TITULAIRES		
1	DEPEYTE René	1114 chemin de la Beaume - 84220 CABRIERES D'AVIGNON
2	SELLES Jean-Michel	150 avenue du maréchal Joffre – 84300 CAVAILLON
3	AMOROS Elisabeth	La Plane - 781 première avenue – 84300 CAVAILLON
4	KITAEFF Richard	116 Chemin du Touron – 84220 GORDES
5	ROUSSET André	584 bis, chemin de la Marquette - 84360 LAURIS
6	ARAGONES Claire	2, allée des Cerisiers – 84220 LES BEAUMETTES
7	GIRARD Nicole	903, chemin du Luberon – 84300 LES TAILLADES
8	PETTAVINO Jean-Pierre	9 chemin des Vignes - 84160 LOURMARIN
9	MASSIP Frédéric	1, chemin du Pastre – 84660 MAUBEC
10	SINTES Patrick	82, rue Albert Camus – 84440 ROBION
11	BLANCHET Fabienne	606 chemin des puits neufs – 84300 CAVAILLON
12	VOURET Eric	1100 chemin d'Orgon à Robion - 84300 CAVAILLON
13	AMOROS Lucien	1001 avenue St Baldou – 84300 CAVAILLON
14	CYRILLE Christophe	Lotissement la Plane – 75 deuxième avenue - 84300 CAVAILLON
15	ZION Jacky	SOL INTER PEINTURE – 251 route du moulin de Losque – 84300 CAVAILLON
16	LAGET Céline	STERNE – Rue Jean Monet - 84300 CAVAILLON
17	NIBBIO Jérôme	GROUPE SYLVESTRE NIBBIO - Hameau de Coustellet - 84 220 CABRIERES D'AVIGNON
18	PAILLET Olivier	PAILLET COULEURS – ZAE de Bel Air - 84 300 LES TAILLADES
19	MARTIN Yannick	PORTES ANTIQUES - Le Plan des Amandiers - 84 220 LES BEAUMETTES
20	LESAGE Jean-Christophe	HYDROSOL INGENIERIE- 373 bis route de Cavaillon - 84 460 Cheval-Blanc

COMMISSAIRES NON TITULAIRES		
1	ATTARD Alain	Domaine de Vidauque – 57, lotissement Vidauque – 84300 CAVAILLON
2	COURTECUISSE Patrick	171, allée Romain Rolland – 84300 CAVAILLON
3	MOUNIER Christian	1105, chemin des Rayettes – 84460 CHEVAL-BLANC
4	SILVESTRE Claude	1575 Route de Robion – 84800 LAGNES
5	CASTINEIRA Sandrine	28 quai des Entreprises - 84660 MAUBEC
6	BATOUX Philippe	633, chemin du grand Caampeau – 84360 MERINDOL
7	GERAULT Jean-Pierre	521 rue des Poulivets – 84580 OPPEDE
8	JEAN Amélie	16 bis le Parc de Puget – 84360 PUGET
9	GREGOIRE Sylvie	14, rue Icard – 84160 PUYVERT
10	Guy HOAREAU	La Restanque Saint Joseph - 130, chemin de Boulon – 84440 ROBION
11	JAUME Yannick	ETOILE DU DELICE – 57, place Castil Blaze – 84300 CAVAILLON
12	LEONARD Daniel	MIDI TRAVAUX – 4900 chemin des châteaux - 84300 CAVAILLON
13	BOUTUR Fabrice	ATOL OPTICIEN - 18 cours Bournissac - 84300 CAVAILLON
14	PALOMBI Pierre	159 avenue de Provence – immeuble l'Ensoleillée - 84300 CAVAILLON
15	FLEURY Eric	ATELIER 315 – 315 Cours Bournissac – 84300 CAVAILLON
16	TRACCHINO Isabelle	IMPRIMERIE RIMBAUD – 888 Route d'Avignon – 84300 CAVAILLON
17	FIOLETTI Thomas	ABSOLUT BIKES- 2 Quai des Entreprises - 84 660 MAUBEC
18	BLATGE Marie	EXTERNALYS – 117 avenue du Centre Tertiaire - 84 800 LAGNES
19	GUILLEN Myriam	MG CONSULTIS – 266 avenue du Tourail - 84 580 OPPEDE
20	LOBREAU Pierre-Emmanuel	AGS TELESURVEILLANCE – Lotissement quai des Entreprises - 84 660 MAUBEC

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

5. AFFAIRES GENERALES – COMPOSITION DE LA COMMISSION ACCESSIBILITE.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-21, L 2121-33, L.2143-3 & L 5211-1 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-46 en date du 23 juillet 2020 portant composition des commissions thématiques intercommunales ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

L'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 5 000 habitants, qui exercent en plus la compétence "transports" ou "aménagement du territoire".

Son rôle est de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports, dans les limites de ses compétences. Elle établit un rapport annuel et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Cette commission est présidée par le Président. Elle est composée de représentants des différentes communes, d'associations d'usagers et d'associations se mobilisant pour les personnes handicapées.
Il est proposé de fixer la composition de la commission intercommunale pour l'accessibilité des personnes handicapées comme suit :

- Collège d'élus : membres de la commission travaux.
- Collège d'associations d'usagers et associations représentant les personnes handicapées :
  - Un représentant de l'Association des paralysés de France.
  - Un représentant de l'Association Rétina.
  - Un représentant de l'Association Valentin Haüy.
  - Un représentant de l'Association FNATH (accidentés de la vie).
  - Un représentant de l'Association Comtadine des Devenus Sourds et Malentendants (ACME).

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la création de la commission intercommunale pour l'accessibilité aux personnes handicapées dont la composition est fixée conformément au rapport ci-dessus ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

6. AFFAIRES GENERALES – AVIS DE LMV AGGLOMERATION SUR LA DEMANDE DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL POUR L'ANNEE 2021 DE LA COMMUNE DE CAVAILLON.

Rapporteur : Patrick SINTES – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code du travail et notamment son article L. 3132-26 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Dans les commerces de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé certains dimanches sur décision du Maire.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède 5, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre (cf. article L 3132-26 du code du travail).

La commune de Cavaillon a sollicité l'avis de LMV pour les huit dimanches suivants :
10 janvier – 27 juin – 1er août – 5 septembre – 5 décembre – 12 décembre – 19 décembre et 26 décembre 2021.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour, et 4 contre,

- APPROUVE les dérogations au repos dominical proposées par la commune de Cavaillon pour les huit dimanches de 2021 suivants : 10 janvier – 27 juin – 1er août – 5 septembre – 5 décembre – 12 décembre – 19 décembre et 26 décembre 2021.

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

7. AFFAIRES GENERALES – APPROBATION DE L'AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE VAUCLUSE ET LMV AGGLOMERATION DANS LE CADRE DU LABEL ECOPARC.

Rapporteur : Patrick SINTES – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la délibération n°2020-342 du 18 septembre 2020 du Conseil départemental de Vaucluse ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-18 en date du 27 février 2020 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Département de Vaucluse et LMV dans le cadre du label Eco Parc ;*
- *Vu la convention de partenariat signée le 20 juin 2016 et prolongé par avenant n°1.*

Dans le cadre de l'attribution d'une subvention de 90 000 euros du conseil départemental à Luberon Monts de Vaucluse pour la création du Parc d'activités Bel-Air aux Taillades, une convention de partenariat a été signée le 20 juin 2016, pour une durée de 3 ans.

Un premier avenant a été adopté par le conseil communautaire réuni le 27 février 2020 afin de proroger cette convention de 5 ans.

Par délibération n°2020-342 du 18 septembre 2020, le conseil départemental a approuvé l'avenant n°2 à la convention de partenariat afin de permettre la prise en charge de Totems et des Relais Information Service (RIS) au titre de l'ancien dispositif Ecoparc Vaucluse.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature de l'avenant n°2 afin de permettre la prise en charge de Totems et des Relais Information Service (RIS) au titre de l'ancien dispositif Ecoparc Vaucluse ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

8. AFFAIRES GENERALES – AVENANT AU CONTRAT REGIONAL D'EQUILIBRE TERRITORIAL LUBERON (2019/2021).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019-14 en date du 5 février 2019 portant approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2019-2021 entre la Région Sud PACA et le territoire Luberon ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

A travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial, la Région Sud entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales.
Le Contrat régional d'équilibre territorial permet de mieux articuler les politiques régionales, de leur donner plus de lisibilité en les mobilisant sur des opérations structurantes et de renforcer ainsi les effets leviers de l'intervention régionale. Conclus pour une durée de trois ans, les contrats comportent une clause de revoyure à mi-parcours soit à une échéance de 18 mois.

Les Contrats régionaux d'équilibre Territorial 2019-2022 constituent des déclinaisons opérationnelles des axes du Plan climat « Une COP d'avance » adopté par la Région en décembre 2017, eux-mêmes s'inscrivant dans les orientations du SRADDET et précisant certains objectifs de ce schéma. Ils reposent également sur une stratégie partagée de développement et d'aménagement durables et se déclinent en une série d'opérations prioritaires et structurantes selon les cinq axes suivants du Plan climat régional :

- Axe 1. Cap sur l'éco-mobilité
- Axe 2. Une Région neutre en Carbone
- Axe 3. Un moteur de croissance
- Axe 4. Un patrimoine Naturel préservé
- Axe 5. Bien vivre en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Suite au dernier comité de pilotage qui s'est réuni le 2 septembre dernier, un projet d'avenant N°1 au CRET LUBERON 2019-2021 a été proposé. Ce dernier prévoit une majoration de l'enveloppe initiale pour porter l'engagement régional à 7 270 314 €.

Pour mémoire, LMV avait déposé trois projets communautaires :

1. Requalification des espaces publics jouxtant la véloroute avec création d'une aire de covoiturage pour un montant HT de 1 030 000 € soutenu à hauteur de 286 595 €.
2. Equipement du pôle multimodal de Cavaillon pour un montant HT de 58 500 € soutenu à hauteur de 17 550 €.
3. Requalification du Chemin du Puits des Gavottes - voirie d'intérêt communautaire, pour un montant de 1 329 125 € HT soutenu à hauteur de 329 150 €.

L'avenant présenté permet un rééquilibrage des enveloppes précédemment actées. Ainsi, la troisième opération sous maitrise d'ouvrage communautaire sera davantage soutenue (+ 52 105 €).

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature de l'avenant n°1 au Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2019/2021 ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

9. AFFAIRES GENERALES – COMPLEMENT A LA DEFINITION DE L'INTERET COMMUNAUTAIRE – POLITIQUE DE L'HABITAT.

Rapporteur : Richard KITAEFF – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5216-5 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2018-140 en date du 5 décembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire de l'équilibre social de l'habitat ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-28 en date du 27 février 2020 portant approbation du Programme Local de l'Habitat ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Le 5 décembre 2018, Luberon Monts de Vaucluse Agglomération arrêtait l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat de la manière suivante :

1- Politique du logement d'intérêt communautaire :

- La création, la gestion et l'animation d'un « observatoire de l'habitat et du logement » ainsi que les études stratégiques préalables à la définition des politiques locales de l'habitat.

2- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire :

- Le suivi de la programmation annuelle du logement social sur le territoire communautaire en lien avec les communes membres et le SCOT.
- Participation aux études foncières menées dans le cadre des NPNRU ainsi que la participation aux instances de gouvernance de ces projets.
- L'animation avec les représentants de l'Etat de la Conférence Intercommunale du Logement ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Partenarial de la Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information des Demandeurs (PPGDLSID) et de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA).

3- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées :

- Le partenariat et/ou le conventionnement avec des organismes œuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées.

4- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire :

- Le partenariat et/ou le conventionnement avec des organismes dont l'objectif est l'amélioration du parc immobilier et la lutte contre la vacance de logements et l'habitat indigne.

Le Programme Local de l'Habitat 2020-2025 ayant été approuvé le 27 février 2020, il convient donc de réviser la définition de l'intérêt communautaire lié à cette compétence afin de prendre en compte également :

- la production de logements sociaux telle que prévue dans le programme d'actions ;
- les opérations d'amélioration de l'habitat suivantes : le Programme d'Intérêt Général (PIG) Départemental et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) de Cavaillon;
- le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC).

L'intérêt communautaire est défini à la majorité des deux tiers de l'effectif total du conseil communautaire.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le complément à la définition de l'intérêt communautaire tel que décrit dans le présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

10. POLITIQUE DE LA VILLE – REVISION DE L'AVENANT DE PROLONGATION DU CONTRAT DE VILLE DE CAVAILLON 2020-2022 (ANNEXE N°3).

Rapporteur : Elisabeth AMOROS – Conseillère communautaire déléguée

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;*
- *Vu la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2015-105 en date du 29 juillet 2015 portant adoption du contrat de ville de Cavaillon 2015-2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n° 2019-162 en date du 14 novembre 2019 portant approbation de l'avenant de prolongation au contrat de ville de Cavaillon 2020-2022 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire du 1er octobre 2020.*

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie des habitants en mobilisant toutes les politiques publiques.

L'intervention des pouvoirs publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville est formalisée dans un cadre partenarial, le contrat de ville. Chaque contrat de ville s'inscrit, pour la période 2014-2022, dans une démarche intégrée qui tient compte des enjeux de développement économique, de développement urbain et social.

- la cohésion sociale : le contrat de ville prévoit des mesures de soutien aux associations et aux équipements sociaux, culturels ou sportifs pour favoriser le lien social sur le territoire ;
- le renouvellement urbain et le cadre de vie et le renouvellement urbain: le contrat de ville programme la réhabilitation ou la reconstruction de logements sociaux, le soutien aux copropriétés et l'accession à la propriété, la réalisation d'équipements collectifs et le développement de l'attractivité des quartiers ;
- le développement économique et l'emploi : le contrat de ville mobilise les dispositifs du service public de l'emploi pour faciliter l'insertion professionnelle des habitants des quartiers.

Le contrat de ville de Cavaillon en 2020 recense 23 actions spécifiquement dédiées aux habitants des QPV, autour de 4 axes : cohésion sociale, cadre de vie, développement économique et emploi, valeurs de la République et citoyenneté.

Les fonds contrat de ville mobilisés pour cette programmation s'élèvent à 688 474 €. LMV y contribue à hauteur de 261 500 €, assurant ainsi 28 % des financements aux côtés de l'Etat 37 %, de la CAF 17 %, du Conseil Départemental 5 %.

Le conseil communautaire du 14 novembre 2019 a approuvé l'avenant de prolongation du contrat de ville de Cavaillon 2020-2022, validé en comité de pilotage politique de la ville le 24 septembre 2019.

Début 2020, l'assemblée départementale a adopté une contribution commune à tous les avenants des contrats de ville de Vaucluse.

L'avenant qui intègre cette contribution sera présenté et soumis à la validation du comité de pilotage du 15 octobre.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE l'avenant au contrat de ville de Cavaillon 2020/2022, ci-annexé ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

11. POLITIQUE DE LA VILLE – AVENANTS RELATIFS A LA CONVENTION D'UTILISATION DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES (TFPB) ENTRE GRAND DELTA HABITAT, VALLIS HABITAT ET LMV AGGLOMERATION (ANNEXES N°4A ET 4B).

Rapporteur : Elisabeth AMOROS – Conseillère communautaire déléguée

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code Général des Impôts ;*
- *Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;*
- *Vu la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015, art. 62 ;*
- *Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2015-105 en date du 29 juillet 2015 portant adoption du contrat de ville de Cavaillon 2015-2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire du 1er octobre 2020.*

L'article 1388 bis du code général des impôts prévoit l'abattement de 30% sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au profit des logements locatifs sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Cet abattement permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires. En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à déployer des actions d'amélioration du cadre de vie, de cohésion sociale et de développement social.
L'abattement permet également aux bailleurs sociaux de compenser les surcoûts de gestion liés aux besoins de ces quartiers qu'ils ne seraient pas en mesure d'absorber et qui pèseraient trop lourdement sur les charges des locataires.

Les conventions d'abattement TFPB sont des annexes du Contrat de Ville. En 2016 les conventions initiales ont été signées par la Ville de Cavaillon alors compétente en Politique de la Ville. Depuis le transfert de la compétence en 2017, LMV Agglomération est signataire des conventions.

La loi de finances 2019 a prorogé la durée des contrats de ville de deux ans, soit jusqu'à fin 2022. Cette mesure entraine la prorogation des mesures fiscales associées.

Le Contrat de Ville de Cavaillon est prolongé jusqu'au 31 décembre 2022. Il est donc proposé de prolonger pour la même durée les modalités d'application des conventions d'abattement de TFPB qui concernent les bailleurs sociaux Vallis Habitat et Grand Delta Habitat.

Ces avenants ont pour objet de réaffirmer, et d'actualiser les deux conventions d'abattement de TFPB. Ils font état des principales problématiques observées sur le patrimoine des bailleurs et précisent les modalités de gouvernance et d'évaluation du dispositif.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE les avenants relatifs à la convention d'utilisation de la taxe foncière sur les propriétés bâties, ci-annexés ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les avenants susvisés ainsi que tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

12. POLITIQUE DE LA VILLE – ADHESION A LA CHARTE DE PARTENARIAT DU RESEAU ACCUEIL (ANNEXE N°5).

Rapporteur : Elisabeth AMOROS – Conseillère communautaire déléguée

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2015-105 en date du 29 juillet 2015 portant adoption du contrat de ville de Cavaillon 2015-2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire du 1er octobre 2020.*

Le centre social municipal de Cavaillon « La Passerelle », partenaire du Contrat de Ville, remplit quatre missions principales :

- Un équipement de quartier à vocation sociale globale.
- Un équipement à vocation familiale et pluri générationnelle.
- Un lieu d'animation de la vie sociale.
- Un lieu d'interventions sociales concertées et novatrices.

Dans ce cadre, le centre social mène un important travail partenarial portant sur l'accueil des publics et l'accès aux droits.

Ce travail a abouti à la création d'un réseau composé d'agents d'accueil rattachés à différentes institutions (Pôle emploi, EDES, bailleurs sociaux, CAF, MSA, etc.)

Pour assurer la pérennité et l'efficience de ce réseau, il est proposé de formaliser l'engagement des parties prenantes par la signature d'une charte ayant les trois objectifs suivants :

- Recenser l'ensemble des acteurs et leur niveau d'engagement.
- Clarifier les rôles de chacun.
- Identifier les personnes ressources de chaque structure ou de chaque service membre.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE la charte de partenariat du réseau accueil ci-annexée ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

13. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – MISE EN ŒUVRE D'UNE OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACTION CŒUR DE VILLE DE CAVAILLON.

Rapporteur : Gérard DAUDET– Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le code de la construction et de l'habitat et notamment son article L.303.1 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2020-28 en date du 27 février 2020 portant approbation du PLH 2020-2025 ;*
- *Vu la délibération de la ville de Cavaillon du 28 septembre 2020 approuvant la convention OPAH-RU et ses annexes ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

La candidature de Cavaillon a été retenue dans le cadre du programme national «Action Cœur de Ville » dont l'objet est d'accompagner la revitalisation du centre ancien des communes.

Les éléments de diagnostic mené par la ville de Cavaillon sur son cœur de ville ont mis en évidence la nécessité de poursuivre les objectifs opérationnels suivants :

- La lutte contre l'habitat indigne et dégradé.
- La remise sur le marché des logements vacants.
- La lutte contre la précarité énergétique.
- L'adaptation des logements à la perte d'autonomie.
- L'accompagnement des petites copropriétés dégradées (aide à la structuration).

L'ensemble des objectifs poursuivis par l'OPAH-RU pilotée par la ville de Cavaillon sont en adéquation avec les orientations du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2025 de LMV.

Il est proposé de bonifier les aides prévues dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain de Cavaillon sur un périmètre clairement identifié en centre-ville. La durée du dispositif est de cinq ans.

Les enveloppes prévisionnelles des financeurs de l'opération sont les suivantes (sous réserve de la validation par leurs assemblées délibératives respectives) :

Part prévisionnelle de financement de l'OPAH-RU	Montant en euros
Ville de Cavaillon	671 930 €
ANAH	2 482 100 €
Région PACA	252 292 €
Conseil Départemental de Vaucluse	191 450 €
Luberon Monts de Vaucluse Agglomération	**371 865 €**
TOTAL	**3 969 637 €**

Les aides de LMV sont réparties entre propriétaires bailleurs de logements conventionnés social, très social et intermédiaire, et les propriétaires occupants, modestes et très modestes, et suivant la typologie de travaux engagés. Les modes de calcul des aides consenties sont détaillés dans la convention.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la convention OPAH-RU de Cavaillon, telle que décrite dans le présent rapport ;
- APPROUVE le principe de participation financière à l'OPAH-RU de Cavaillon, tel que défini dans la convention ;
- DEMANDE l'affichage du logo de LMV Agglomération ou l'apposition de la mention de la participation de LMV sur tous les documents de communication de l'OPAH-RU de Cavaillon ;
- AUTORISE Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

14. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – REGLEMENT RELATIF A L'OCTROI DE GARANTIES D'EMPRUNT POUR LA REALISATION D'OPERATIONS DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (ANNEXE N°6).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2020-28 en date du 27 février 2020 portant approbation du PLH 2020-2025 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire et de de la commission des finances en date du 01 octobre 2020.*

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) prévoit que l'agglomération *« assure la garantie d'emprunt pour la réalisation de logements sociaux neufs et dans le parc existant à hauteur de 30 %, en complément des autres garants, afin de concourir à l'atteinte des objectifs de production de logements ».*

Le règlement d'octroi a pour objet de préciser les modalités de garanties d'emprunt pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux sur le territoire.

Seuls les dossiers de demandes de garanties d'emprunt dont les taux, localisation et objets seraient acceptables et cohérents avec les orientations du PLH 2020-2025 pourront voir leurs garanties octroyées.

Les bénéficiaires sont des opérateurs privés ou publics habilités à réaliser des logements sociaux. Ils doivent être propriétaires du terrain assiette de l'opération, ou titulaires d'un bail emphytéotique d'une durée supérieure à celle de l'emprunt garanti.

Afin de cadrer et de protéger l'utilisation de ses finances, Luberon Monts de Vaucluse met en place les règles prudentielles cumulatives suivantes, visant à limiter et à partager le risque :

- Quotité de la garantie d'emprunt :

Sous réserve de l'examen des demandes, Luberon Monts de Vaucluse Agglomération accordera sa garantie dans la limite de 30 % des emprunts contractés par les opérateurs. La quotité garantie par Luberon Monts de Vaucluse ne pourra dépasser, pour chaque emprunt, la quotité garantie par la commune membre, directement concernée par l'opération.

- Limitation du montant garanti :

La garantie intercommunale est accordée sur le montant définitif du prêt au vu du contrat soumis à la signature.
A l'issue de la nouvelle garantie, le montant des annuités garanties, additionné du montant des annuités de la dette communautaire (dette propre), ne devra pas dépasser 50 % des recettes de fonctionnement du budget en cours, telles que votées au budget primitif.

- Nature des prêts garantissables :

Seront garantis les prêts PLAI, PLUS, PLS et PSLA pour la réalisation d'opérations de logements sociaux, contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ou des établissements de crédit habilités à distribuer les prêts réglementés à la date de la demande de garantie d'emprunt.
Seuls les prêts sur fonds d'épargne seront garantis.

Les prêts assortis de différés de plus de 12 mois, ou ne permettant pas de vérifier l'application des règles prudentielles pour toute la durée du prêt, ne seront pas garantis.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le règlement relatif à l'octroi de garanties d'emprunts pour la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux, ci-annexé ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

15. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – PARTICIPATION AU PROGRAMME D'INTERET GENERAL (PIG) DEPARTEMENTAL AU BENEFICE DES PROPRIETAIRES BAILLEURS ET DES PROPRIETAIRES OCCUPANTS.

Rapporteur : Richard KITAEFF – Vice-Président

- *Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2020-28 en date du 27 février 2020 portant approbation du PLH 2020-2025 ;*
- *Vu la délibération n°2019-555 du 20 septembre 2019 du conseil départemental de Vaucluse adoptant les conventions du 5ème programme d'intérêt général 2020-2023, l'une portant sur les propriétaires occupants et l'autre sur les propriétaires bailleurs ;*
- *Vu le comité de pilotage du PLH du 16 mai 2019 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Le Département de Vaucluse met en œuvre depuis 2007 avec l'Etat, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et la Région Sud PACA, un Programme d'Intérêt Général (PIG) visant les objectifs suivants :

- La lutte contre l'habitat indigne et dégradé.
- La lutte contre la précarité énergétique et pour la rénovation thermique.
- L'adaptation des logements liée à la perte d'autonomie des habitants.
- Le développement d'un parc locatif conventionné.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2020-2025, LMV Agglomération a décidé de contribuer au PIG, dans la limite de 50 000 € annuels, en abondant les aides existantes en faveur de l'amélioration de l'habitat privé.

Les projets concernant les propriétaires occupants modestes et très modestes seront aidés à hauteur de 10 %. Les projets concernant les propriétaires bailleurs de logements conventionnés sociaux et très sociaux, le seront à hauteur de 15%.

Le PIG s'applique aux communes du territoire de moins de 10 000 habitants.

Entre 2016 et 2019, les aides apportées aux propriétaires bailleurs pour la réhabilitation de 160 logements s'élevaient à 1 979 795 € (CD84- ANAH, Communes, EPCI,…). Celles apportées aux propriétaires occupants s'élevaient à 4 482 459 €. Le PIG 2016-2019 a permis de générer un montant de travaux de 9 761 000 € pour la réhabilitation de près de 470 logements. Ces chantiers bénéficient à 87 % aux entreprises vauclusiennes.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le principe d'abondement aux aides du Programme d'Intérêt Général (PIG) 2020-2023 du Département de Vaucluse ;

- APPROUVE les modalités d'attribution de subventions ci-annexées, et la participation financière au PIG dans la limite de 50 000€ annuels ;

- DEMANDE l'affichage du logo de LMV Agglomération ou l'apposition de la mention de la participation de LMV sur tous les documents de communication du programme PIG départemental diffusés sur le territoire de LMV.

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

16. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'ACCES AUX DONNEES DE LA CARTOGRAPHIE NATIONALE DE L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL DU GIP SNE.

Rapporteur : Richard KITAEFF – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L.441-1-5 ;*
- *Vu La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;*
- *Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;*
- *Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-159 en date du 14 novembre 2019 portant approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Le Groupement d'Intérêt Public du Système National d'Enregistrement (GIP SNE) et l'Union Régionale HLM PACA Corse, ont souhaité mettre à disposition des EPCI compétents en matière d'équilibre social de l'habitat, différents indicateurs sur l'occupation sociale et sur les caractéristiques des logements (issus du répertoire du parc locatif social - RPLS).

Ces données sont nécessaires à la conduite des politiques publiques de LMV en matière d'habitat et de logement, et plus spécifiquement aux futurs travaux d'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attribution.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature d'une convention tripartite « LMV Agglomération, GIP SNE, UR HLM » relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

17. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – REVISION DE LA COMPOSITION DE LA CONFERENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT (CIL).

Rapporteur : Elisabeth AMOROS – Conseillère communautaire déléguée

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L.441-1-5 ;*
- *Vu La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;*
- *Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;*
- *Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-159 en date du 14 novembre 2019 portant approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-160 en date du 14 novembre 2019 portant approbation du règlement intérieur de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*
- *Vu la Conférence Intercommunale du Logement plénière du 7 octobre 2020.*

Depuis plusieurs années, les politiques d'attribution de logements sociaux font l'objet de profondes réformes.
La loi ALUR de 2014, renforcée par les lois Egalité et Citoyenneté et Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) de 2017 et 2018, confient aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'un Programme Local de l'Habitat et de Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville, un rôle de pilotage dans l'élaboration d'une politique d'attribution intercommunale.

L'enjeu est d'assurer un meilleur équilibre territorial de l'occupation du parc locatif social à travers une politique d'attribution des logements sociaux, en articulation avec le PLH et les politiques locales et départementales.

Cette politique intercommunale d'attribution est définie dans un cadre concerté avec l'ensemble des acteurs de la Conférence Intercommunale du Logement. Co-présidée par le Président de l'intercommunalité et le Préfet du Département, la CIL est composée notamment des maires des communes membres de l'EPCI, de représentants des bailleurs sociaux, des associations d'insertion ou de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement et de représentants des personnes défavorisées.

Les élections des 15 mars et 28 juin ont amené des changements dans la composition des exécutifs locaux. Les bailleurs sociaux membres de la conférence connaissent parallèlement des mouvements de personnel.

La Conférence Intercommunale du Logement du 7 octobre dernier, a validé la composition suivante pour les 6 prochaines années :

Composition des Membres de la Conférence Intercommunale du Logement				
			Titulaires	Suppléants
1er COLLEGE COLLECTIVITES	LMV	Président	DAUDET Gérard	COURTECUISSE Patrick
	DEPARTEMENT	Président	CHABERT Maurice	TESTUD-ROBERT Corinne
	COMMUNES	Beaumettes	ARAGONES Claire	PAGUET Eric
		Cabrières-d'Avignon	CRESP Delphine	QUEYTAN Christiane
		Cavaillon	AMOROS Elisabeth	COURTECUISSE Patrick
		Cheval-Blanc	MOUNIER Christian	NEMROD BONNAL MT
		Gordes	KITAEFF Richard	PONCE Ondine
		Lagnes	SYLVESTRE Claude	GRANGIER Jacques
		Lauris	ROUSSET André	SEBAAH Didier
		Lourmarin	PETTAVINO Jean-Pierre	BROUSSET Isabelle
		Maubec	Frédéric MASSIP	STELLA Aurore
		Mérindol	BATOUX Philippe	KERMARREC Sandro
		Oppède	GERAULT Jean-Pierre	MARTIN Pascal
		Puget	JEAN Amélie	ROSSI Viviane
		Puyvert	GREGOIRE Sylvie	PARRAUD Elodie
		Robion	SINTES Patrick	MARROU Danièle
		Taillades	GIRARD Nicole	LE FAOU Michel
		Vaugines	ANGELETTI Frédérique	PELLEGRIN Nadia
2ème COLLEGE PROFESSIONNELS SECTEUR LOCATIF SOCIAL	Vallis Habitat		SABALCAGARAY Laurence	PIRO Sylvie
	Grand Delta Habitat	Président	GONTARD Michel	HAVOT Frédéric
	ERILIA	Directeur	VINCENT Hervé	GOURSEAUD Samia
	Action logement	Directrice	SCOTTO Véronique	FILIPPI Virginie
3ème COLLEGE REP. DES USAGERS ET DES PERSONNES EN INSERTION	CNL 84	Président	MUS Michel	EL ALAOUI Habida
	Soligone	Directrice	Aurore PESENTI	Nathalie CORA
	Cap Habitat	Directrice	Antonia ITALIANO	Elodie HUILLET
	Le Village	Directeur	Vincent DELAHAYE	Serge MAZOUE

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE la nouvelle composition de la Conférence Intercommunale du Logement de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

18. EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT – DOCUMENT CADRE DE LA CONFERENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT – PROTOCOLE DE RELOGEMENT INTER-BAILLEURS ET INTER-RESERVATAIRES DANS LE CADRE DU NPNRU DE CAVAILLON (ANNEXES N°7A ET 7B).

Rapporteur : Elisabeth AMOROS – Conseillère communautaire déléguée

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L.441-1-5 ;*
- *Vu La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;*
- *Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;*
- *Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-159 en date du 14 novembre 2019 portant approbation de la composition de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-160 en date du 14 novembre 2019 portant approbation du règlement intérieur de la Conférence Intercommunale du Logement ;*
- *Vu le diagnostic de peuplement de la Conférence Intercommunale du Logement validé en réunion plénière de la CIL le 17 octobre 2019 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*
- *Vu la Conférence Intercommunale du Logement plénière du 7 octobre 2020.*

La Conférence Intercommunale du Logement a notamment pour missions de fixer les orientations suivantes :

- Les objectifs en matière d'attributions et de mutations du parc de logement social.
- Le relogement des personnes relevant des accords collectifs départementaux, déclarées prioritaires DALO, concernées par les programmes de renouvellement urbain et celles définies comme prioritaires en application de l'article L 441-1 du CCH.



Les politiques de peuplement élaborées dans le cadre de cette conférence, s'inscrivent dans un champ plus large de politiques « logement » et « habitat » menées sur le territoire.

Les partenaires de la conférence, au vu du diagnostic de peuplement du parc social, présenté en plénière le 17 octobre 2019, ont élaboré son document-cadre.

Ce document précise, conformément aux dispositions de l'article L 441-1-5 du Code de la Construction de l'Habitation (CCH) :

- Les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les secteurs à l'échelle de l'Agglomération à prendre en compte pour les attributions de logements sociaux, dont les mutations, en tenant compte de la situation des quartiers en politique de la ville et dans le respect du principe du droit au logement. Dans les quartiers en politique de la ville, un objectif quantifié d'attributions à des demandeurs autres que ceux à bas revenu est défini.
- Le taux minimal des attributions annuelles à réaliser, suivies de baux signés, de logements en dehors des quartiers en politique de la ville à des ménages du premier quartile des demandeurs.
- Les objectifs de relogement des personnes définies comme prioritaires (au sens de l'article L.441-1 du CCH) ou déclarées prioritaires au titre du DALO ou relevant des opérations de renouvellement urbain.

Les objectifs proposés à l'échelle communautaire sont les suivants :

- Consacrer 25 % des attributions de logements HLM dans les quartiers hors politique de la ville aux 25 % des ménages demandeurs les plus pauvres ou à des personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain.
- Définir dans les QPV un objectif quantifié d'attributions à des demandeurs autres que ceux du 1er quartile, au moins égal à 50%.
- Consacrer au moins 25% des attributions de logements locatifs des organismes HLM et des réservataires (collectivités territoriales et Action Logement Services) aux ménages prioritaires.

En parallèle de l'élaboration du document cadre de la conférence, la ville de Cavaillon, porteur du projet de renouvellement urbain des quartiers du Docteur Ayme, des Condamines I et III et de Saint-Martin, LMV, les services de l'Etat, le Département de Vaucluse, Action Logement Services et les trois principaux bailleurs du territoire (Vallis Habitat, Grand Delta Habitat et Erilia) ont précisé les modalités de relogement des ménages dont les logements seront détruits dans le cadre du programme de rénovation urbaine, et ce, dans le respect des orientations fixées par la Conférence Intercommunale du Logement.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE le document cadre de la Conférence Intercommunale du Logement, ci-annexé ;
- APPROUVE le protocole de relogement inter bailleurs et inter réservataires du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de Cavaillon, ci-annexé ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

19. FINANCES – BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N°1.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'instruction comptable M14 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-65 du 23 juillet 2020 portant adoption du budget principal de LMV ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire et de de la commission des finances en date du 01 octobre 2020.*

Le budget principal de LMV Agglomération a été voté le 23 juillet 2020. Afin de tenir compte de l'exécution budgétaire, des modifications doivent être apportées.

En fonctionnement, la décision modificative n°1 retrace notamment :

- En dépenses, l'inscription du reversement de la subvention d'Etat pour l'acquisition des masques aux communes du groupement de commandes.
- En recettes, les revenus de l'aire d'accueil des gens du voyage et la comptabilisation de rôles supplémentaires.

En investissement, elle retrace :

- En dépenses, essentiellement celles de l'Espace Naturel Sensible (ENS) « La Garrigue » et des modifications d'imputations relatives aux travaux gémapiens.
- En recettes, un supplément d'emprunt d'équilibre.

La décision modificative n°1 s'équilibre comme suit :

Section de fonctionnement
Dépenses de fonctionnement : + 36 000 €
Recettes de fonctionnement : + 36 000 €

Section d'investissement
Dépenses d'investissement : + 236 000 €
Recettes d'investissement : + 236 000 €

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 49 voix pour et 4 abstentions,

- APPROUVE, par chapitre, la décision modificative n°1 du budget principal ci-annexée et qui s'équilibre, comme suit :

Section de fonctionnement
Dépenses de fonctionnement : + 36 000 €
Recettes de fonctionnement : + 36 000 €

Section d'investissement
Dépenses d'investissement : + 236 000 €
Recettes d'investissement : + 236 000 €

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

20. FINANCES – REFACTURATION PARTIELLE A LA VILLE DE CAVAILLON D'UNE COMMANDE DE SOLUTIONS HYDROALCOOLIQUES ETABLIE LORS DE LA PERIODE DE CONFINEMENT.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'instruction comptable M14 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire et de la commission des finances en date du 01 octobre 2020.*

Au mois de mars, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, LMV Agglomération et la commune de Cavaillon ont souhaité se doter d'un stock conséquent de solutions hydroalcooliques pour protéger leurs agents et le public accueilli au sein des différents services et équipements. Pour cela, LMV a effectué un achat groupé de 6000 flacons de 100 ml auprès du fournisseur EURENCO. Le montant de l'achat s'est élevé à 8 218,45 € TTC (tva à 5,5%), totalement pris en charge par LMV sur son budget de fonctionnement et devant se répartir à 50/50 entre les deux collectivités.

Il convient donc de se prononcer sur la refacturation à 50 %, par LMV agglomération, à la commune de Cavaillon, du coût de la commande de solutions hydroalcooliques effectuée auprès de la société EURENCO, soit un montant de 4 109,23 €.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la refacturation à la commune de Cavaillon d'une partie de la commande de solutions hydroalcooliques dans les conditions du présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

21. CAMPINGS - TARIFICATION 2021 (ANNEXES N°8A ET 8B).

Rapporteur : Nicole GIRARD – Vice-Présidente

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n° 2020/26 du 27 février 2020 relative aux tarifications ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n° 2020/58 du 23 juillet 2020 relative portant approbation d'une tarification spécifique « logement d'urgence » ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Luberon Monts de Vaucluse Agglomération gère deux campings intercommunaux : La Durance à Cavaillon et les Royères du Prieuré à Maubec.

Dans ce cadre, le conseil communautaire est compétent pour voter les grilles tarifaires appliquées aux campeurs. Ces dernières sont ajustées annuellement en fonction de différents paramètres dont le classement de nos équipements.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la grille tarifaire du camping « La Durance », ci-annexée applicable au 1er janvier 2021 ;

- APPROUVE la grille tarifaire du camping « Les Royères du Prieuré », ci-annexée, applicable au 1er janvier 2021 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

22. MEDIATHEQUES – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DES MEDIATHEQUES INTERCOMMUNALES.

Rapporteur : Claire ARAGONES – Vice-Présidente

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2014/55 en date du 27 février 2014 approuvant le règlement intérieur des médiathèques ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2015/29 en date du 26 février 2015 approuvant un amendement au règlement intérieur des médiathèques relatif à l'utilisation des tablettes numériques ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2015/119 en date du 12 octobre 2015 approuvant un amendement au règlement intérieur des médiathèques relatif à l'utilisation et aux conditions de prêt des liseuses ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2017/197 en date du 14 décembre 2017 approuvant des modifications apportées au règlement intérieur des médiathèques ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2019/155 en date du 26 septembre 2019 approuvant la modification du règlement intérieur des médiathèques ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 01 octobre 2020.*

Le règlement intérieur du réseau des médiathèques actuellement en vigueur a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 27 février 2014.
Ce règlement intérieur donne lieu régulièrement à différents ajustements pour tenir compte de l'élargissement du territoire, du panel de l'offre de services proposée aux usagers du réseau notamment en matière de ressources numériques et donc de l'évolution des pratiques des lecteurs au sein de ce même réseau.

Le règlement intérieur des médiathèques intercommunales doit être modifié comme suit :

- Suppression de la mention de PIB (prêt inter bibliothèques), auquel LMV ne participe plus car il est réservé au secteur universitaire à travers le SUDOC (Système universitaire de documentation).
- Charte de prêt de liseuses : modification liée aux livres numériques. En effet, aujourd'hui, l'adhérent a la possibilité d'emprunter une liseuse et de télécharger des livres numériques qu'il peut emprunter via le site des médiathèques.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE l'actualisation du règlement intérieur dans les conditions indiquées au présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

23. ENVIRONNEMENT – SUPPRESSION DE L'EXONERATION DE TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR LES LOCAUX NON DESSERVIS PAR LE SERVICE D'ENLEVEMENT DES DECHETS.

Rapporteur : Christian MOUNIER – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1521 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 0 1octobre 2020.*

L'article 1521 du Code Général des Impôts (CGI) stipule : « Sauf délibération contraire des communes ou des organes délibérants de leurs groupements, les locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures sont exonérés de taxe ».

Le service de collecte des ordures ménagères fonctionne sur l'ensemble du territoire de LMV. Toutefois, dans les zones rurales, la collecte est assurée en bacs de regroupement et/ou conteneurs enterrés ou semi-enterrés.

Certains usagers, prétextant un éloignement du point de collecte par rapport à leur domicile, sollicitent une exonération de TEOM.

Considérant que le service de collecte fonctionne bien sur l'ensemble du territoire et afin de sécuriser la perception de la TEOM, il est proposé au conseil communautaire de supprimer l'exonération de la TEOM pour les locaux non desservis par le service d'enlèvement des ordures ménagères.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- SUPPRIME l'exonération de la TEOM pour les locaux non desservis par le service d'enlèvement des ordures ménagères ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

M Rousset demande comment les personnes qui revendiquent de ne pas payer la taxe le justifient-elles, car leurs déchets sont bien collectés et valorisés quelque part.
Monsieur le Président confirme que ces déchets sont bien collectés et traités.

24. ENVIRONNEMENT – TARIFS DE LA REDEVANCE SPECIALE 2020.

Rapporteur : Christian MOUNIER – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-14 et L.2333-78 ;*
- *Vu la loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 01 octobre 2020.*

La redevance spéciale rémunère les prestations de collecte et d'élimination des déchets assurées par la collectivité, sans sujétions techniques particulières, pour les déchets assimilables aux ordures ménagères issus de producteurs autres que les ménages.

Pour les producteurs de déchets non ménagers (entreprises ou administrations), la redevance spéciale correspond à une rémunération du service public rendu par la collectivité (collecte et traitement). La redevance spéciale est destinée à couvrir les charges supportées par la collectivité pour l'élimination de ces déchets.
Chaque année, le tarif de la redevance doit être voté par l'assemblée délibérante.
Il est rappelé qu'aucune exonération n'est admise, et que la redevance concerne donc l'ensemble des producteurs de déchets non ménagers, soumis ou non à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, et signataires ou non de la « convention de redevance spéciale ».
Le montant que l'entreprise paie au titre de la TEOM sera déduit de la redevance spéciale.
Si un établissement ne paie pas de TEOM, la redevance sera calculée dès le premier litre de déchets produit.

Les tarifs de redevance spéciale sont actuellement appliqués de façon différenciée en fonction des secteurs des anciennes communautés de communes avant leur adhésion à LMV.
Les périodes d'arrêt d'activité des entreprises pendant le confinement feront l'objet d'une réfaction sur le montant de la redevance au prorata de l'arrêt d'activité.

Une étude d'harmonisation des modes de financement du service des déchets est actuellement en cours de réalisation, portant notamment sur l'harmonisation de la redevance spéciale appliquée aux professionnels. La restitution des conclusions de cette étude est prévue au cours du 4ème trimestre 2020.

Tout changement de tarif doit être adopté en année N-1 pour une application au 1er janvier N.

Dans l'attente de la présentation des propositions d'harmonisation de la redevance spéciale qui pourraient entrer en vigueur à compter du 1er janvier 2021, il est proposé aux membres du conseil de conserver pour l'exercice 2020 les règles de calcul fixées en 2019 et de reconduire les tarifs qui étaient en vigueur l'année dernière sur chaque secteur :

Territoire 1 : CCPLD (Cavaillon, Cheval-Blanc, Mérindol et les Taillades).
Coût de collecte à 0,018 €/litre.
Coût de traitement à 0,012 €/litre.

Territoire 2 : CCC (Cabrières d'Avignon, Lagnes, Maubec, Oppède, Robion).
Redevance spéciale pour les ordures ménagères :
Coût de collecte non pris en compte.
Coût de traitement à 0,022€/litre.
Frais de gestion de 35,68 € par facture.

Territoire 3 : Gordes.
La redevance spéciale est perçue auprès de l'hôpital (100 lits), sur la base d'un forfait de 23 € par lit, et auprès du camping des Sources (100 emplacements), sur la base d'un forfait de 23 € par emplacement.

Territoire 4 : Lauris, Lourmarin, Puget, Puyvert et Vaugines.
La redevance spéciale est perçue auprès des campings sur la base d'un forfait de 24 € par emplacement.
Pour les autres établissements, un tarif à la tonne est calculé à partir des dépenses relatives aux Déchets Ménagers et Assimilés sur l'année N-1 divisé par le tonnage total de l'année N-1.
Le coût du service est de 187 € la tonne.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- VOTE les tarifs 2020 de la redevance spéciale tels que proposés ci-dessus ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

25. DEVELOPPEMENT – DETERMINATION DU TARIF DE VENTE AU M2 DE LA PARCELLE CADASTREE BO N°665 – COMMUNE DE CAVAILLON.

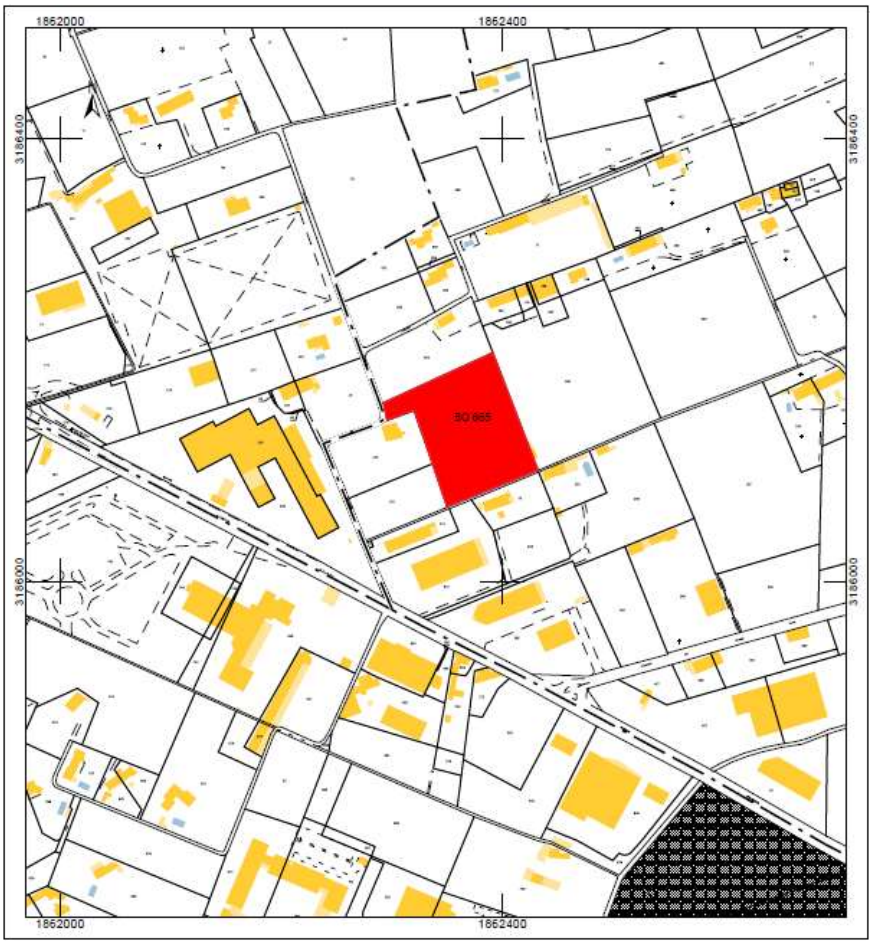
Rapporteur : Patrick SINTES – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu les mesures de publicité concernant la commercialisation de la parcelle cadastrée BO n°665 ;*
- *Vu l'avis des domaines en date du 20 novembre 2019 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Dans le cadre de ses projets d'aménagement du territoire et de développement économique, l'Agglomération met en vente un terrain non viabilisé d'une surface de 9996 m² (parcelle BO 665).
Situé à proximité immédiate de la route d'Avignon, rue Moricelly, ce terrain profite d'une situation privilégiée à proximité immédiate du centre-ville de Cavaillon et des liaisons autoroutières.

Les dossiers de candidature peuvent d'ores et déjà être retirés auprès de la Direction du Développement économique de LMV.

Le prix de cession proposé est de 30 €/m² HT.



Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- VOTE un tarif de 30 € HT par mètre carré pour la parcelle cadastrée BO n°665 d'une surface de 9 996m², située chemin de Moricelly à Cavaillon ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à engager les démarches de commercialisation et de communication listées ci-dessus et à signer tout document et acte se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

26. DEVELOPPEMENT – SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ENGAGEMENT « TERRITOIRES D'INDUSTRIE AVIGNON - SORGUES – CAVAILLON - VENTOUX », UNE DEMARCHE DE RECONQUETE INDUSTRIELLE ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (ANNEXE N°9).

Rapporteur : Patrick SINTES – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'initiative « Territoires d'Industrie » présentée par le premier Ministre lors du Conseil national de l'industrie du 22 novembre 2018 ;*
- *Vu la proposition de labellisation « Territoires d'Industrie » par le conseil national de l'industrie du 22 novembre 2018 du territoire Avignon, Sorgues, Cavaillon élargi au secteur du Ventoux lors du comité de pilotage du 21 mars 2019 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

L'initiative « Territoires d'industrie » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de reconquête industrielle et de développement des territoires initiée par l'Etat lors du conseil national de l'industrie le 22 novembre 2018. Elle vise à mobiliser de manière coordonnée les leviers d'intervention qui relèvent de l'État et de ses opérateurs, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ou des entreprises, au service de l'industrie et de leur territoire.

Cette nouvelle approche repose sur plusieurs principes :

- un principe de ciblage visant plus spécifiquement à soutenir les entreprises sur chacun des territoires à forts enjeux industriels identifiés dans le cadre de cette initiative ;
- un principe de gestion décentralisée, qui s'inscrit dans le cadre des compétences économiques des régions et des intercommunalités. Les projets devront d'abord être proposés, construits et animés par les acteurs locaux : industriels, maires, présidents d'intercommunalités au service d'une approche « du bas vers le haut ».

La région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur considère l'industrie comme un secteur clé de l'économie régionale et s'est engagée à soutenir les 8 Territoires d'industrie labellisés par l'Etat en région en 2019, dont celui d'«Avignon-Sorgues-Cavaillon-Ventoux ».

Ce dernier regroupe 4 EPCI :

- La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (Cavaillon)
- La Communauté d'Agglomération du Grand Avignon (Avignon)
- La Communauté de Communes Les Sorgues du Comtat (Sorgues)
- La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (Carpentras)

En 2018, 774 établissements industriels sont recensés sur le périmètre du territoire d'Industrie « Avignon-Sorgues-Cavaillon-Carpentras », représentant entre 5 et 9 % du tissu économique des 4 EPCI. 9 550 emplois sont totalisés représentant entre 7,7 et 20,6 % de l'emploi total. Malgré cette richesse et la présence de filières structurées, les entreprises industrielles sont confrontées à des défis d'importance stratégique qui nécessite un accompagnement en matière de modernisation, de compétitivité et d'attractivité.

Les 4 EPCI ont travaillé en étroite collaboration avec la Région et l'Etat sur un protocole d'engagement, assorti d'un plan d'actions (10 actions) articulé autour des 4 axes RECRUTER - INNOVER - ATTIRER SIMPLIFIER.

Chaque entité composant le « Territoire d'Industrie » a son rôle à jouer.

En effet,

➢ Le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé du pilotage de l'initiative Territoires d'industrie à l'échelle régionale.

➢ L'État s'engage à cibler et à apporter une réponse coordonnée et adaptée de son action et celle de ses opérateurs en faveur du Territoire d'industrie.

➢ Les 4 EPCI du Grand Avignon, des Sorgues du Comtat, de Luberon Monts de Vaucluse et de Ventoux Comtat Venaissin assurent le pilotage et l'animation de proximité de la démarche en lien avec les industriels ;

➢ Les industriels contribuent à l'animation de proximité de la démarche en lien avec les élus.

➢ Les opérateurs publics et autres partenaires apportent des réponses adaptées et évolutives tout au long de la durée du protocole et accompagnent les projets du Territoire d'industrie.

Cet engagement se traduit à travers une gouvernance composée de :

➢ Un comité de pilotage chargé d'assurer le suivi de l'ensemble du contrat, co-présidé par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Préfet du Vaucluse et par les binômes référents du Territoire d'industrie : Présidents des intercommunalités et représentants des industriels.

➢ Un comité de projet, chargé d'assurer localement le pilotage de l'avancée de chacune des actions du plan d'actions, co-présidé par les binômes référents. Il associera la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ensemble des opérateurs de l'Etat identifiés et tout autre signataire du contrat ou partie prenante de sa réalisation.

➢ Une équipe projet regroupant notamment les services techniques de chacune des institutions engagées dans le contrat, y compris les opérateurs de l'Etat.

Le protocole, en annexe, constitue la base commune à l'établissement du contrat Territoires d'industrie « Avignon-Sorgues-Cavaillon-Carpentras » 2019-2022, qu'il convient d'adopter pour permettre sa mise en œuvre.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le présent protocole d'engagement du « Territoires d'industrie Avignon-Sorgues-Cavaillon-Ventoux » et son plan d'action annexé à la présente délibération ;

- AUTORISE Monsieur Le Président ou son représentant, à signer ledit protocole d'engagement et tout acte y afférent.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

27. RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS (ANNEXE N°10).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du comité technique en date du 26 juin 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Il est nécessaire d'actualiser le tableau des emplois et des effectifs de LMV pour tenir compte des mouvements de personnel, des mobilités internes, des créations de postes.
Par dérogation, en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et sous réserve du caractère infructueux du recrutement d'un fonctionnaire, l'ensemble des postes permanents indiqués au tableau des emplois en annexe pourront être occupés de manière permanente par des agents contractuels lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient. Le cas échéant, les agents contractuels pourront être recrutés en contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse dans la limite de six ans, sur le ou les grades prévus par le tableau des emplois. Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Les modifications relatives aux créations et suppressions de poste sont les suivantes :

Création d'emploi				
Pôle	Motif	Intitulé du poste	Différence ETP	Grade
Ressources Humaines	Evolution des besoins du service	**Assistant de prévention**	+ 1	Rédacteur
	TOTAL		**+ 1**	

Suppression d'emploi				
Pôle	Motif	Intitulé du poste	Différence ETP	Grade
Pôle Technique	Evolution des besoins du service	**Référent juridique et contractualisation**	- 1	Rédacteur
	TOTAL		**- 1**	

Le tableau des emplois recense les métiers et les fonctions occupées. Il apporte une cohérence globale et une lisibilité de l'organisation, une gestion simplifiée, mais aussi du sens et de la reconnaissance aux agents.
L'emploi appartient à la collectivité qui le crée et le « calibre » en grades (Exemple d'emploi : assistante de direction).
Ainsi, un emploi peut être occupé par des fonctionnaires de grades différents et un grade permet au fonctionnaire d'exercer des emplois différents.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- ADOPTE le tableau des emplois et des effectifs, ci-annexé, avec effectivité au 16/10/2020 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

28. RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS POUR DES BESOINS TEMPORAIRES.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3 ;*
- *Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Il est rappelé que le recrutement d'agents contractuels de droit public est autorisé pour faire face à des besoins liés à l'activité des services, selon les modalités suivantes :

- Accroissements temporaires d'activité :

Tous services			
Agent de collecte	Adjoint technique - 1er échelon – IM 327	Du 16/10/2020 au 31/12/2020	1 agent à temps complet
Service DECHETTERIES			
Agent d'accueil en déchetterie	Adjoint technique - 1er échelon – IM 327	Du 16/10/2020 au 31/12/2020	1,5 agent à temps complet
Service PETITE ENFANCE			
Référent sanitaire	Infirmier en soins généraux de classe normale ou Puéricultrice de classe normale	Du 16/10/2020 au 31/12/2020	1 agent à temps non complet 50 %
Educateur de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants	Du 16/10/2020 au 31/12/2020	1 agent à temps non complet 60 %

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la modification du tableau des effectifs, en autorisant la création d'emplois à temps complet et non complet, aux grades et sur les bases cités, en application de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux accroissements saisonniers et temporaires ;

- DIT que ces agents peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire alloué par arrêté individuel ;

- DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents non titulaires seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement au chapitre 012 « Charges de personnel » au budget principal 2020 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les contrats de recrutement correspondants ainsi que les avenants éventuels.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

29. RESSOURCES HUMAINES – FORMATION DES ELUS POUR LA DUREE DU MANDAT.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2123-12 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1re octobre 2020.*

Afin de garantir le bon exercice des fonctions d'élu local, la loi a instauré un droit à la formation par mandat au profit de chaque élu. Les crédits alloués sont plafonnés à 20 % du montant maximum des indemnités de fonction votées.

La prise en charge comprend :

- les frais d'enseignement (si l'organisme est agréé par le ministère de l'intérieur),
- les frais de déplacement et de séjour,
- et éventuellement les frais de perte de revenus, dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, il est à noter qu'un tableau des actions suivies financées par la collectivité devra être annexé au compte administratif et donnera lieu à un débat annuel.

Il est proposé les dispositions suivantes :

- Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation selon ses souhaits, à la condition que l'organisme soit agréé par le ministère de l'intérieur.

- Les thèmes privilégiés de ces formations seront :
- les fondamentaux de l'action publique locale,
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions.

Le montant annuel des dépenses sera plafonné à 5000 €.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 52 voix pour et 1 abstention,

- ADOPTE la proposition de Monsieur le Président telle qu'énoncée ci-dessus ;

- FIXE à 5 000 € le plafond annuel des dépenses liées à la formation des élus locaux ;

- AUTORISE Monsieur le Président à signer tous documents se rapportant à ces formations et à inscrire au budget les crédits correspondants ;

Question de Mme Nallet : ces 5 000 € annuels représentent un peu moins de 91 € par an et par élu et lorsque l'on connait le coût moyen de deux jours de formation réalisés dans les organismes agréés par le conseil national de la formation des élus locaux à savoir près de 600 € HT, on se demande à qui pourront profiter ces 5 000 € et par ailleurs quelles seront les conditions pour en bénéficier.
Monsieur le Président précise que certaines formations sont gratuites et peuvent être menées collectivement.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

30. RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE D'UNE COUVERTURE DE PREVOYANCE COLLECTIVE.

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;*
- *Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;*
- *Vu décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*
- *Vu la circulaire ministérielle n°RDFB1220789C du 25 mai 2012 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du comité technique du 29 septembre 2020 ;*
- *Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire risque prévoyance des agents de la collectivité ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1re octobre 2020.*

Les collectivités peuvent participer financièrement, à hauteur du montant qu'elles décident, à la prévoyance (incapacité, invalidité, décès) de leurs agents.

C'est un véritable outil d'attractivité et de fidélisation des agents territoriaux.

Cette faculté est prévue par l'article 88-2, II de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui stipule que « pour l'un ou l'autre ou pour l'ensemble des risques en matière de santé et prévoyance, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la faculté de conclure avec un des organismes mentionnés au I, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire permettant de vérifier que la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est satisfaite, une convention de participation au titre d'un contrat ou règlement à adhésion individuelle et facultative réservée à leurs agents. Dans ce cas, les collectivités et leurs établissements publics ne peuvent verser d'aide qu'au bénéfice des agents ayant adhéré à ce contrat ou règlement ».

Pour le choix des prestataires, deux solutions sont offertes aux employeurs publics territoriaux :

- Aider les agents qui auront souscrit un contrat ou adhéré à une mutuelle ou à une institution de prévoyance dont le caractère solidaire aura été préalablement vérifié au niveau national, dans le cadre d'une procédure spécifique de labellisation.

- Conclure une convention de participation avec une mutuelle ou une institution de prévoyance après avis d'appel public à la concurrence pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la loi et le règlement.

Actuellement la procédure de labellisation est celle déployée à LMV Agglomération. L'employeur participe à hauteur de 5, 8 ou 10 € en fonction des revenus.

Les agents de la collectivité et les représentants du personnel demandent le passage à une convention de participation au travers d'un contrat de groupe.
De son côté, depuis le 1er janvier 2014, la commune de Cavaillon fonctionne en convention de participation, véritable contrat collectif prévoyance permettant aux agents, sur la base du volontariat de s'assurer à des prix attractifs au vu de l'assiette importante d'agents.

Le contrat prenant fin au 31 décembre 2020, la ville de Cavaillon, LMV Agglomération et le CCAS de Cavaillon ont décidé :

- d'établir un groupement de commandes afin d'élargir l'assiette des bénéficiaires ;
- d'intégrer le régime indemnitaire des agents dans l'assiette de cotisation obligatoire, afin de permettre aux agents d'être mieux couverts ;
- de maintenir en options, l'invalidité, la perte de retraite, le décès ;
- d'indemniser les agents sur la base d'au plus 95 % du traitement de référence mensuel diminué des cotisations et prélèvements sociaux obligatoires à compter de la fin de la période à plein traitement prévue par le statut de la Fonction Publique Territoriale ou le régime de la Sécurité sociale.

Cette convention de participation démarrera au 1er janvier 2021. Elle concrétise un nouvel axe déployé au titre de la santé au travail, axe fort de la politique RH des trois collectivités depuis 2018.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la participation financière de la collectivité dans le cadre de la procédure dite de « convention de participation » à la couverture de prévoyance souscrite de manière facultative par ses agents telle que décrite dans le présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

31. PETITE ENFANCE – CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LMV ET DES ENTREPRISES POUR LA GESTION ET LE FINANCEMENT DE PLACES DE CRECHES.

Rapporteur : Delphine CRESP – Vice-Présidente

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1re octobre 2020.*

LMV a ouvert en janvier 2016 un établissement d'accueil du jeune enfant nommé « La Pépinière », d'une capacité d'accueil, qui est actuellement de 35 places, à Cavaillon.

Au sein de celle-ci un partenariat avec les entreprises locales est proposé.

Les entreprises qui le souhaitent réservent et financent des places pour leurs salariés à hauteur de 6 000 euros/place réservée pour une durée d'un an. Ce tarif tient compte du coût moyen annuel de fonctionnement d'une place déduction faite de la PSU (Prestation de Service Unique). Cet engagement financier s'inscrit dans un dispositif fiscal leur permettant de bénéficier du crédit d'impôt et de déductions au titre de l'impôt sur les sociétés.

Avec l'aval de la PMI et de la CAF, cette proposition de « places entreprises » pourrait être mise en place au sein du multi-accueil **« Li Pichots » à Lagnes** dont l'agrément est désormais de 30 places (+ 5 en 2019). Cette structure est idéalement située, proche du centre tertiaire de Lagnes et du secteur de Coustellet.

Les conditions d'accueil des familles admises dans le cadre des « places entreprises » sont identiques à celles des autres familles et sont soumises au règlement de fonctionnement applicable dans les établissements de la collectivité y compris pour la tarification.

Le choix des familles bénéficiaires des places réservées relève de la responsabilité de l'entreprise réservataire qui s'engage à communiquer dans les meilleurs délais à l'établissement les éléments constitutifs du dossier au moyen d'une fiche « réservation ». Par ailleurs, une convention devra être signée entre LMV et chaque entreprise partenaire.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- **FIXE** le montant de la cotisation annuelle due par les entreprises par place réservée à 6 000€ ;
- **APPROUVE** la signature de convention de réservation de places avec les entreprises ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les conventions de réservation de place avec les entreprises concernées.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

32. EAU ET ASSAINISSEMENT– APPROBATION DES AVENANTS AUX CONTRATS DE DSP AVEC SUEZ EAU FRANCE – COMPLEMENT A LA DELIBERATION EN DATE DU 23 JUILLET 2020 (ANNEXE N°11).

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2226-1, L.5215-27, L.5216-5, L.5216-7-1 et R.2226-1 ;*
- *Vu la réglementation en vigueur relative aux délégations de service public ;*
- *Vu le décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 relatif au transfert du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-173 en date du 12 décembre 2019 relative à l'autorisation donnée au Président pour signer les avenants de transfert aux contrats liés à l'extension de compétences de LMV au 01/01/2020 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 30/10/2007 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Cabrières d'Avignon, parvenue en Préfecture le 30/10/2007 et ses avenants n°1 du 13/07/2011, n°2 du 04/04/2015 et n°3 du 30/11/2017 ;*
- *Vu le contrat de concession avec SUEZ du 21/02/1994 du service assainissement collectif (station d'épuration) de la commune de Cavaillon, parvenue en Préfecture le 28/03/1994 et ses avenants n°1 du 12/05/1997, n°2 du 16/10/2000, n°3 du 29/06/2006, n°4 du 27/12/2012 et n°5 du 10/10/2015 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 21/12/2016 du service assainissement collectif (collecte) de la commune de Cavaillon, parvenue en Préfecture le 23/12/2016 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 28/11/2011 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Cheval-Blanc, parvenue en Préfecture le 13/12/2011 et ses avenants n°1 du 26/09/2013, n°2 du 08/07/2015 et n°3 du 28/12/2016 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 30/12/2014 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Gordes, parvenue en Préfecture le 30/12/2014 et son avenant n°1 du 20/03/2018 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 27/11/2017 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Lagnes, parvenue en Préfecture le 04/12/2017 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 22/12/2006 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Les Beaumettes, parvenue en Préfecture le 22/12/2006 et ses avenants n°1 du 18/11/2008, n°2 du 21/05/2013, n°3 du 30/10/2013 et n°4 du 11/02/2014 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 23/12/2004 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Les Taillades, parvenue en Préfecture le 22/12/2004 et ses avenants n°1 du 20/05/2009, n°2 du 14/11/2011, n°3 du 27/12/2013, n°4 du 14/11/2014 et n°5 du 27/12/2016 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 31/10/2011 des services assainissement collectif et non collectif de la commune de Maubec, parvenue en Préfecture le 10/11/2011 et son avenant n°1 de juillet 2013 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 22/06/2006 des services assainissement collectif et non collectif de la commune d'Oppède, parvenue en Préfecture le 07/07/2006 et ses avenants n°1 du 12/07/2011, n°2 de février 2014 et n°3 d'octobre 2014 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ du 10/12/2014 du service assainissement collectif de la commune de Robion, parvenue en Préfecture le 10/12/2014 et son avenant n°1 du 28/11/2017 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec SUEZ d'octobre 2012 du service assainissement non collectif de la commune de Robion, parvenue en Préfecture le 19/10/2012 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-59 en date du 23 juillet 2020 portant approbation des avenants aux contrats de délégation de service public ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Suite au transfert des compétences assainissement collectif et non collectif à Luberon Monts de Vaucluse au 1er janvier 2020, l'ensemble des contrats de délégation de service public et leurs annexes lui ont été transférés de plein droit.

Par délibération en date du 23 juillet 2020, le conseil communautaire a approuvé la signature de plusieurs avenants aux contrats de délégation de service public conclus initialement par les communes avec la société SUEZ EAU FRANCE.

Ces avenants avaient pour objectif d'uniformiser sur le territoire intercommunal certaines conditions administratives et contractuelles de ces services d'Assainissement, et notamment :

- Gestion du régime de TVA sur les investissements de la Collectivité (Décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015) ;
- Régime Assurantiel des ouvrages délégués d'Assainissement ;
- Règlement Général des Services (RGS) d'Assainissement Collectif et Non Collectif ;
- Election de domicile du Délégataire ;
- Prorogation des conventions de rejet intercommunal intégrant le transfert de compétence ;
- Prolongation de 6 mois pour le contrat d'ANC de Robion.

Les projets d'avenants approuvés ne mentionnaient pas le Règlement Général du Service de l'Assainissement Non Collectif (RGS ANC) de chaque commune. L'objectif étant également d'uniformiser l'ensemble des RGS de l'ANC pour les communes ayant délégué le service à SUEZ, il est donc proposé un nouveau projet d'avenant type intégrant l'ensemble des clauses ci-dessous présentées.

Désignation	Modification de la maîtrise d'ouvrage (transfert compétence)	Prorogation des conventions de rejet	Modification du régime de TVA	Clause assurantielle	Homogénéisation des RGS sur les communes	Prolongation de contrat
CABRIERES D'AVIGNON	X	X	X	X	X	
CAVAILLON (collecte)	X			X	X	
CAVAILLON (concession)	X		X	X	X	
CHEVAL-BLANC	X		X	X	X	
GORDES	X			X	X	
LAGNES	X		X	X	X	
LES BEAUMETTES	X		X	X	X	
LES TAILLADES	X		X	X	X	
MAUBEC	X	X	X	X	X	
OPPEDE	X		X	X	X	
ROBION	X			X	X	
ROBION ANC	X			X	X	6 mois

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le projet d'avenant type et ses annexes à l'ensemble des contrats de délégation de service public conclus avec SUEZ pour l'assainissement (collectif et/ou non collectif) des communes de Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Lagnes, Les Beaumettes, Les Taillades, Maubec, Oppède, Robion et qui ont été transférés à LMV Agglomération au 1er janvier 2020 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer, avec l'entreprise SUEZ, les avenants détaillés dans le présent rapport ainsi que tout document utile à la mise en œuvre de cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

33. EAU ET ASSAINISSEMENT– APPROBATION DES CONVENTIONS AVEC SUEZ EAU FRANCE FIXANT LES MODALITES DE DEVERSEMENT ET TRAITEMENT DES MATIERES DE VIDANGE DOMESTIQUE SUR LA STATION D'EPURATION DE CAVAILLON « LES ISCLES ».

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par arrêté du 3 décembre 2010, définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;*
- *Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, précisant notamment les modalités d'autosurveillance à mettre en place sur les apports extérieurs ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 août 2015 concernant l'exploitation du système d'assainissement de Cavaillon ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

La commune de Cavaillon a confié la construction et l'exploitation de la station d'épuration des Iscles à la Société de Distribution d'Eaux Intercommunales (SDEI), société intégrée depuis le 1er juillet 2010 dans le groupe Lyonnaise des Eaux, désormais Suez Eau France. Un contrat de concession a été établi en 1994 pour une durée de 30 ans.

La station d'épuration des Iscles est équipée d'une aire de dépotage pour le déversement des matières de vidanges des installations d'assainissement autonome.

La convention type détermine les conditions techniques, administratives et financières dans lesquelles les entreprises spécialisées pourront déverser les matières de vidanges issues des installations d'assainissement individuel sur le territoire du Parc Naturel Régional du Luberon.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature de convention fixant les modalités de déversement et traitement des matières de vidange domestiques sur la station d'épuration de Cavaillon Les Iscles ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les conventions susvisées ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

34. EAU ET ASSAINISSEMENT – APPROBATION DES AVENANTS AUX CONTRATS DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CONCLUS AVEC LA SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE POUR LA COMMUNE DE LOURMARIN.

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2226-1, L.5215-27, L.5216-5, L. 5216-7-1 et R.2226-1 ;*
- *Vu la réglementation en vigueur relative aux délégations de service public ;*
- *Vu le décret n° 2015-1763 du 24 décembre 2015 relatif au transfert du droit à déduction en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2019-173 en date du 12 décembre 2019 relative à l'autorisation donnée au Président pour signer les avenants de transfert aux contrats liés à l'extension de compétences de LMV au 01/01/2020 ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec la SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE du 1er avril 2013, parvenu en Préfecture le 11 mars 2013, et son avenant du 27 août 2019, relatif au service public de l'assainissement collectif ;*
- *Vu le contrat d'affermage avec la SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE du 1er avril 2013, parvenu en Préfecture le 11 mars 2013, et son avenant du 27 août 2019, relatif au service public de l'eau potable ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*

Par suite du transfert de la compétence assainissement collectif et eau potable à Luberon Monts de Vaucluse au 1er janvier 2020, les contrats de délégation de service public conclus entre la commune de Lourmarin et la Société des Eaux de Marseille lui ont été transférés de plein droit.

Au même titre que les contrats conclus avec Suez Eau France, LMV Agglomération souhaite uniformiser sur son territoire certaines conditions administratives et contractuelles avec la Société des Eaux de Marseille pour les compétences eau et assainissement collectif, et notamment :

- Gestion du régime de TVA sur les investissements de la Collectivité (Décret n°2015-1763 du 24 décembre 2015).
- Régime Assurantiel des ouvrages délégués d'Assainissement.
- Règlement Général du Service d'Assainissement Collectif (RGS).

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature des avenants décrits dans le présent rapport et concernant la commune de Lourmarin ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les avenants susvisés ainsi que tout document utile à la mise en œuvre de cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

35. ASSAINISSEMENT – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'EXERCICE DE LA COMPETENCE « ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF » ENTRE LMV ET LA COMMUNE DE LOURMARIN (ANNEXE N°12).

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment et notamment ses articles L 2226-1, L. 5215-27, L. 5216-5, L. 5216-7-1 et R 2226-1 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*

Depuis le 1er janvier 2020, les compétences assainissement collectif et non collectif ont été transférées à Luberon Monts de Vaucluse.

Avant le transfert des compétences, la commune de Lourmarin assurait la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) en régie directe, contrairement aux compétences assainissement collectif et eau potable, faisant l'objet de contrats de délégation de service public avec la Société des Eaux de Marseille.

Considérant la volonté de la commune de Lourmarin de continuer à exercer la mission du SPANC, il est proposé de signer une convention de prestation de service au titre de laquelle, pendant 1 an prolongeable tacitement à deux reprises, soit une durée totale maximale de trois ans, la commune de Lourmarin exercera, pour le compte de LMV, les missions obligatoires de contrôle des installations d'assainissement autonome suivantes :

- Diagnostic initial, diagnostic périodique de bon fonctionnement et diagnostic vente.
- Vérification de conception.
- Vérification d'exécution des travaux.

Les rapports rédigés dans le cadre de ces missions seront signés par le maire de la commune ou son représentant.
Il s'agit de permettre au service de maintenir la réactivité nécessaire à la qualité d'un service public, étant précisé que cette convention n'entraîne pas un transfert de compétence.
Pour mémoire, des conventions similaires ont été également proposées pour les compétences eau et assainissement collectif, notamment pour la commune de Vaugines, qui gère en régie ces deux compétences. En effet, aucun contrat de marché public, ni de délégation de service public n'ont été souscrits par la commune. C'est le personnel municipal qui intervient au quotidien.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le projet de convention, ci-annexé, de prestation de service relative à l'exercice de la compétence « assainissement non collectif » entre LMV et la commune de Lourmarin ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cette convention et son annexe et tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

36. EAU ET ASSAINISSEMENT – APPROBATION DE LA CONVENTION FINANCIERE AVEC LE SYNDICAT DES EAUX DURANCE VENTOUX POUR LA PARTICIPATION FINANCIERE A LA REFECTION D'UNE VOIE.

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 portant constatation, au 1er janvier 2020, de l'exercice des compétences eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines par la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse ;*
- *Vu les statuts en vigueur du syndicat des eaux Durance Ventoux ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*

La commune de Cavaillon a lancé avant le transfert de la compétence assainissement collectif la réalisation de la tranche 2 des travaux de suppression des rejets directs dans le milieu naturel, avec notamment l'extension du réseau d'eaux usées entre les avenues Follereau et Triolet, au niveau du chemin desservant les habitations situées au n° 168 avenue Follereau.

Ces travaux ont permis la suppression des branchements directs de plusieurs habitations dans l'exutoire pluvial dit « Vidauque » se rejetant au Coulon.

Dans le cadre de la coordination des travaux avec le Syndicat des Eaux Durance Ventoux, ayant permis l'extension du réseau d'eau potable sur le même chemin, il avait été convenu que la collectivité réaliserait les travaux de réfection de la chaussée (18 710 € HT), le Syndicat reversant alors la quote-part des sommes affectées à cette réfection (1445 € HT).

Les travaux de réfection de la chaussée ayant été réalisés après le transfert des compétences, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse, il revient alors à celle-ci de percevoir la somme due par le Syndicat, telle que présentée dans la convention de participation financière à la réfection de la voie.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la convention financière fixant les modalités du financement des travaux de réfection définitive de la chaussée tels que décrits au présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

37. EAU ET ASSAINISSEMENT – APPROBATION DE LA CONVENTION AVEC DOLCE Ô SERVICE POUR LA POSE D'UNE ANTENNE DE TELERELEVE SUR LA STATION D'EPURATION DE GORDES.

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 portant constatation, au 1er janvier 2020, de l'exercice des compétences eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines par la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Dans le cadre de la modernisation du système de relève des compteurs d'eau, le Syndicat des Eaux Durance Ventoux a confié à Suez Eau France la mise au point et le déploiement d'un système de relève automatique des compteurs d'eau à distance. Ce dispositif permettra la transmission automatique des index de consommation des abonnés vers un système informatique centralisé.

Il permettra également :
- D'effectuer un suivi régulier et précis des consommations.
- D'assurer une meilleure gestion du réseau.
- D'alerter rapidement les abonnés en cas de fuite après compteur.

En effet, il est important de rappeler que les propriétaires sont responsables de leurs installations après compteur, ce qui peut engendrer un surcoût important en cas de fuite non détectée et réparée rapidement.

Ce système utilise des récepteurs, reliés par câbles à des antennes réceptrices, qui sont installés sur des lieux stratégiques, tels que la station d'épuration de Gordes Village, couvrant un large territoire.
La convention précise les modalités dans lesquelles les appareils seront installés et maintenus en service par Dolce Ô Service, filiale de SUEZ.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la convention fixant les conditions d'installation et de maintenance des appareils de télérelève sur le local technique de la station d'épuration de Gordes « Village » ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

38. EAU ET ASSAINISSEMENT – DEMANDE DE SUBVENTION A L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE ET CORSE POUR L'ETUDE DIAGNOSTIC DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE GORDES « VILLAGE ».

Rapporteur : Frédéric MASSIP – Vice-Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 portant constatation, au 1er janvier 2020, de l'exercice des compétences eau, assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines par la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Par arrêté préfectoral du 4 août 2020, Luberon Monts de Vaucluse a reçu une mise en demeure relative à la mise en conformité du système d'assainissement de Gordes « Village », avec obligation de démarrer une étude diagnostic avant le 1er janvier 2021 et de réaliser des travaux de mise en conformité avant le 1er janvier 2025.
La mise en conformité a été déclenchée en raison des nombreux déversements constatés dans le milieu naturel dus aux eaux parasites reçues à la station d'épuration.

Dans ce cadre, LMV va lancer prochainement une étude diagnostic de l'ensemble du système d'assainissement de la commune (hors systèmes d'assainissement de Gordes Les Imberts et Gordes hameaux sud) visant à améliorer le fonctionnement et la gestion du réseau d'assainissement collectif. De plus, cette étude permettra d'établir un bilan patrimonial du réseau, d'identifier les points structurels défaillants et de définir le programme de travaux pour l'amélioration du réseau.

Une subvention auprès de l'Agence de l'Eau est donc sollicitée, pour un montant prévisionnel d'étude de 120 000 € HT, selon le plan de financement ci-dessous :

FINANCEURS	TAUX DE PARTICIPATION	MONTANT HT
Agence de l'Eau RMC	50 %	60 000 €
CA LMV	50 %	60 000 €

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la demande de subvention auprès de l'Agence de l'eau pour la mise en conformité du système d'assainissement de Gordes « Village » et son plan de financement prévisionnel ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

39. GEMAPI – APPROBATION DU CONTRAT DE RIVIERE CALAVON COULON PHASE 2.

Rapporteur : Christian LEONARD – Conseiller communautaire

- *Vu la directive n° 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;*
- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.212-3 et suivants ;*
- *Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale définissant la compétence GEMPI et la loi NOTRE du 7 août 2015 attribuant cette compétence à la Communauté d'Agglomération LMV à partir du 1er janvier 2018 ;*
- *Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée (https://rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion-de-leau/sdage-2016-2021-en-vigueur/les-documents-officiels-du-sdage-2016-2021);*
- *Vu l'avis favorable de la Commission Locale de l'Eau du 8 octobre 2019 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu le débat d'orientation budgétaire mené en séance du Conseil communautaire du 27 février 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Le contrat de rivière du Calavon-Coulon (http://www.sircc.fr/le-contrat-de-riviere), porté et animé par le Syndicat Intercommunal de Rivière du Calavon-Coulon (SIRCC), a été signé le 8 octobre 2015 pour une période de 6 ans (2015-2020).

La démarche de contrat de rivière est motivée par les problèmes récurrents de qualité des eaux et d'inondation sur le bassin versant du Calavon-Coulon. Il a pour but de planifier un ensemble d'actions visant à améliorer la sécurité des riverains et la qualité des milieux tout en conservant les usages. Enfin, il fait l'objet régulièrement d'un bilan technique et financier présentant les principales actions réalisées et les dépenses engagées.

Après examen du bilan à mi-parcours lors de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du 7 décembre 2018, il a été convenu de prolonger le contrat de rivière d'un an.
La seconde phase du contrat 2019-2021 a été soumise à l'avis de la Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) le 4 juillet 2019, avant sa validation définitive par la CLE d'octobre 2019. Il comprend un total de 67 actions pour un montant de plus de 23 millions d'euros HT.

Considérant que la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse participe en tant que maître d'ouvrage à la programmation de la phase 2 du contrat de rivière, il est proposé d'en approuver les documents s'y rapportant :

- Rapport d'avenant – bilan 1ère phase 2015-2018 et présentation 2ème phase 2019-2021 ;
- Rapport d'avenant – fiches actions 2ème phase 2019-2021 ;
- Rapport d'avenant – document contractuel 2ème phase 2019-2021.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les termes de la phase 2 du contrat de rivière du Calavon-Coulon pour la période 2019-2021 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

40. GEMAPI – AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE : INTEGRATION DES TRAVAUX POST-CRUE.

Rapporteur : Christian LEONARD – Conseiller communautaire

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de l'environnement ;*
- *Vu la loi 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;*
- *Vu la loi 2019/1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 69 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de Luberon Monts de Vaucluse n°2019-181 en date du 12 décembre 2019 relative à la signature d'une convention de délégation de compétences avec le Syndicat Intercommunal de Rivière Calavon Coulon (SIRCC) ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-11 en date du 27 février 2020 relative à l'approbation de la convention de délégation de compétence au syndicat de rivière Calavon-Coulon (SIRCC) ;*
- *Vu la convention de délégation de compétences signée par LMV Agglomération avec le Syndicat Intercommunal de Rivière Calavon Coulon (SIRCC).*

Par délibération en date du 27 février 2020, le conseil communautaire a approuvé la signature d'une convention de délégation de compétence au syndicat de rivière intercommunautaire Calavon – Coulon.

Luberon Monts de Vaucluse a confié par délégation l'item 5 « défense contre les inondations ».

Les travaux d'urgence post-crue font partie des missions déléguées au SIRCC et font l'objet d'un financement spécifique, prévu à l'article 4.1.3 de la convention de délégation.

Dans ce cadre, il convient de formaliser un avenant fixant les modalités spécifiques de financement de ces travaux réalisés sur le territoire communautaire.

Le montant des travaux sur le territoire de LMV est arrêté à 532 007 € HT, soit 638 408,4 € TTC.

A titre prévisionnel, le financement sera assuré de la manière suivante :

Financeur	*Montant (sur base TTC)*
Etat * (40 % HT)	212 802,80 €
Conseil Départemental 84 (20% HT)	106 401,40 €
Autofinancement SIRCC **	160 000,00 €
Part autofinancement LMV***	52 802,80 €

Part TVA LMV	106 401,40 €
TOTAL	638 408,40 €

** : Taux définitif non communiqué à ce jour.*
*** : Montant correspondant à une provision antérieure versée par la collectivité*
**** : Participation dépendant de la subvention ETAT*

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature de l'avenant N°1 à la convention de délégation avec le SIRCC ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer à tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

41. MOBILITE – MISE A JOUR DU REGLEMENT INTERIEUR (ANNEXE N°13).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/146 en date du 14 septembre 2017 portant approbation du règlement d'accès au service ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n° 2018/124 en date du 27 septembre 2018 portant modification du règlement d'accès au service et des conditions générales de vente ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019/58 en date du 28 février 2019 portant modification du règlement d'accès au service et des conditions générales de vente ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019/163 en date du 14 novembre 2019 portant actualisation du règlement d'accès au service et des conditions générales de vente ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*

Le nouveau marché relatif à l'exploitation du transport urbain a été notifié le 27 août 2020. Il convient donc de mettre à jour le règlement intérieur spécifique à chaque ligne, qui faisait apparaître les coordonnées de l'ancien prestataire. Le corps du règlement demeure inchangé.

Les conditions générales de vente, également mises à jour, sont annexées à chacun des règlements.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les règlements intérieurs des lignes de transport urbain ci-annexés ;
- FIXE avec effet rétroactif au 1er septembre 2020 l'entrée en vigueur de ces règlements ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

42. SERVICES TECHNIQUES – CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE AVEC LA COMMUNE DE CAVAILLON (ANNEXE N°14).

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5216-7 ;*
- *Vu la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJCE 9/06/2009 Commission c/ Allemagne) excluant du champ d'application du droit de la commande publique certains contrats entre entités appartenant au secteur public ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-20 en date du 27 février 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020 ;*

LMV Agglomération mène actuellement un programme ambitieux de requalification de ses voiries communautaires : l'avenue des Banquets à Cavaillon en 2018 et le secteur de Coustellet en 2019/2020.

Dans la continuité de ces travaux et en lien avec la future prolongation de la véloroute du Calavon prévue à cet endroit, l'agglomération souhaite entreprendre en 2020 une requalification du chemin Puits des Gavottes à Cavaillon, depuis le croisement avec l'avenue de Cheval-Blanc jusqu'au carrefour situé au niveau de la déchetterie intercommunale.
Le projet prévoit une remise en état de la voirie très dégradée, l'amélioration de la gestion des eaux pluviales, la sécurisation des espaces de circulation, la reprise de l'éclairage public. Le tout sera agrémenté d'espaces verts sur l'ensemble du tronçon en fonction du gabarit disponible et la présence de réseaux.

N'ayant pas les compétences au sein de ses services pour réaliser ces études, LMV a souhaité mutualiser ses moyens avec ceux de la ville centre. Pour cela, une convention de prestation de service temporaire ayant pour objet la réalisation d'une étude de réaménagement sur une portion du chemin Puits des Gavottes a été adoptée lors du conseil communautaire de février.

Néanmoins, des modifications doivent être apportées sur la convention adoptée initialement par le conseil communautaire sur :
- Le montant forfaitaire brut.
- L'ajout d'un paragraphe sur les heures de travail de l'agent pendant le confinement.
- La durée de la convention.

Pour information, la prestation est évaluée à 7000 €.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- RETIRE la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2020-20 en date du 27 février 2020 ;

- APPROUVE la signature de la convention de prestation de services avec la commune de Cavaillon ci-annexée ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer à tout document se rapportant à cette délibération.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

43. AFFAIRES GENERALES – INFORMATION SUR LES DECISIONS DU PRESIDENT

Rapporteur : Gérard DAUDET – Président

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-1, L5211-2, L5211- 9 et L5211-10 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse, modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er octobre 2020.*

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

a) Décisions du Président.

Décision 2020/38 en date du 27/07/2020 portant mise en place d'une ligne de trésorerie d'un montant de 2 000 000 € utilisable par tirages, auprès de la Banque Postale.
La présente décision a pour objet de souscrire une ligne de trésorerie de 2 000 000 € pour couvrir les besoins en trésorerie du budget principal 2020 auprès de la Banque Postale.

Décision 2020/39 en date du 27/07/2020 portant approbation de la convention de mise à disposition de locaux avec la SAS Rabbits Labbs.
La présente décision a pour objet d'approuver une convention de mise à disposition de locaux situés au centre tertiaire de Lagnes auprès de la SAS Rabbits Labbs, dont l'activité est la recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles.

Décision 2020/40 en date du 28/07/2020 portant approbation de la convention de mise à disposition de locaux avec Monsieur Karim RIMAN.
La présente décision a pour objet de renouveler la convention de mise à disposition de locaux situés au centre tertiaire de Lagnes auprès de Monsieur Karim RIMAN qui exerce l'activité de consultant en agriculture écologique.

Décision 2020/41 en date du 26/08/2020 portant déclaration sans suite de la consultation relative à la Réalisation d'une nouvelle station d'épuration des eaux usées sur la commune de CABRIERES D'AVIGNON.
La présente décision a pour objet de déclarer sans suite la consultation relative à la réalisation d'une nouvelle station d'épuration des eaux usées sur la commune de CABRIERES D'AVIGNON, pour motif d'intérêt général.

Décision 2020/42 en date du 13/08/2020 portant approbation de la modification de marché n°2 au marché 16AFFS01 – lot 3 conclu avec la société ORAPI HYGIENE SUD EST pour l'acquisition de consommables et de produits d'entretien.
La présente décision a pour objet de rajouter au bordereau des prix, un prix unitaire non prévu dans le bordereau initial concernant la fourniture de détergent désinfectant sans rinçage.

Décision 2020/43 en date du 13/08/2020 portant approbation de la modification de marché à bons de commandes n° 17PEFS01 – Lot 1 – Acquisition de linge.
La présente décision a pour objet de modifier le bordereau des prix unitaires afin d'intégrer de nouveaux prix et fournitures.

Décision 2020/44 en date du 13/08/2020 d'ester en justice devant le tribunal administratif de Nîmes.
Suite au référé précontractuel engagé par la société Voyages Arnaud au sujet de l'attribution au groupement UTP du marché n°20TEFS02 relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain, la présente décision a pour objet de désigner Maître Jacques TARTANSON, avocat au Barreau d'Avignon, pour défendre les intérêts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse devant le tribunal administratif de Nîmes dans ce dossier.

Décision 2020/45 en date du 17/08/2020 portant approbation du versement au profit de LMV d'une indemnité de sinistre.
Suite au sinistre survenu le 9 avril 2019 portant détérioration d'un pilier au camping Les Royères du Prieuré à Maubec, des démarches ont été engagées par les services communautaires auprès du responsable identifié et de l'assurance de celui-ci.
La présente décision a pour objet d'approuver la proposition d'indemnisation de l'assureur qui s'élève à 1 080.00 € TTC.

Décision 2020/46 en date du 19/08/2020 portant approbation d'une convention précaire de mise à disposition de locaux auprès du CCAS de Cavaillon.
La présente décision a pour objet d'approuver la signature d'une convention précaire de mise à disposition de locaux auprès du CCAS de Cavaillon dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) du 24 au 28 août 2020.

Décision 2020/47 en date du 27/08/2020 portant approbation de l'avenant n°10 au marché relatif à l'exploitation des transports urbains conclu avec la société Voyages Arnaud.
La présente décision a pour objet d'approuver la signature de l'avenant n°10 au marché susvisé afin de chiffrer les obligations réciproques nées de la suspension et des conditions de la reprise d'exécution du marché d'exploitation du réseau de transport urbain de Cavaillon durant l'état d'urgence sanitaire.
La moins-value liée à la période COVID-19 de l'année 2020 s'élève à 40 342,51€ HT.

Décision 2020/48 en date du 8/09/2020 d'ester en justice devant la Cour administrative d'appel.
La présente décision a pour objet de confirmer la décision 2020/23 en date du 7/05/20 d'ester en justice devant la cour administrative d'appel de Marseille dans le cadre du dossier Schiano.
Pour mémoire, M. Schiano a demandé à la cour d'annuler le jugement du 10 décembre 2019 par lequel le tribunal administratif de Nîmes a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse rejetant sa demande du 30 août 2017 de délivrance d'une autorisation permettant le raccordement de son habitation à la canalisation publique d'eau potable situé sous la voie publique.

Décision 2020/49 en date du 14/09/2020 portant approbation de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à l'acquisition de consommables et de produits d'entretien avec les communes de Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Mérindol et Robion).

La présente décision a pour objet d'approuver la convention portant sur la constitution d'un groupement de commandes entre LMV et les communes de Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Mérindol et Robion, pour l'acquisition de consommables et de produits d'entretien.

Décision 2020/50 en date du 14/09/2020 portant de la convention de mise à disposition de locaux avec la SAS AZURAIL.

La présente décision a pour objet d'approuver la convention de mise à disposition de locaux situés au centre tertiaire de Lagnes auprès de SAS AZURAIL, dont l'activité est l'entretien et le renouvellement de réseaux ferroviaires.

b) Décisions de reconduction de marchés publics

Objet	Date de notification	Date de reconduction	Montant annuel HT	Attributaire
Prestations de transport pour les structures intercommunales d'accueil de jeunes enfants	24/10/2017	24/10/2020	Maxi : 12 000.00	Voyages Raoux Caumont sur Durance (84)
Travaux et entretien des infrastructures communales pour les interventions liées aux réseaux d'assainissement (Eaux usées – Pluvial)	19/02/2018 (Ville de Cavaillon)	31/12/2020		Midi Travaux Cavaillon (84)
Exploitation de la plateforme de déchets verts (DV)				
Lot 1 : Broyage et chargement des DV	31/10/2017	31/10/2020	Estimatif / an 241 000.00	Centre de Valorisation Alcyon Orange (84)
Lot 2 : Mise à disposition de bennes et transport des DV	10/11/2017	10/11/2020	Estimatif / an 223 780.00	Cavaillon MT Plan d'Orgon (13)
Lot 3 : Valorisation des DV broyés	31/10/2017	31/10/2020	Estimatif / an 100 800.00	Centre de Valorisation Alcyon Orange (84)
Prestations d'entretien et de maintenance mécanique des véhicules de la communauté d'agglomération LMV				
Lot 1 : Contrôle de sécurité de tout le parc des BOM – Réparation des bennes de 14 à 20 m3	16/10/2018	16/10/2020	Estimatif / an 76 690.92	BMV Avignon (84)
Lot 2 : Réparation des mini-bennes à ordures ménagères	16/10/2018	16/10/2020	Estimatif / an 19 788.06	FAUN Environnement Guilherand Granges (07)

Lot 3 : Prestations d'entretien, de dépannage, de réparation et de gestion administrative pour les châssis PL et gros utilitaires	16/10/2018	16/10/2020	Estimatif / an 85 067.29	RENAULT TRUCKS MARSEILLE Saint Priest (69)
Lot 4 : Prestations d'entretien, de dépannage, de réparation pour les petits utilitaires et les véhicules légers	17/10/2018	17/10/2020	Estimatif / an 27324.55	CHABAS AVIGNON Le Pontet (84)
Collecte des OM du centre-ville de Cavaillon le dimanche	30/01/2020	1/01/2021	Estimatif / an 23 400.00	SAROM Cheval-Blanc (84)
Contrôles réglementaires des bâtiments et équipements Lot 1 : Contrôle règlementaire des bâtiments	15/11/2017	15/11/2018	Mini : 5 000.00 Maxi : 25 000.00	Dekra Montfavet (84)
Entretien et surveillance du réseau d'assainissement pluvial communautaire	09/05/2019	1/01/2021	Maxi : 52 000.00	SAS MAURIN Montfavet (84)
Fourniture, vérification et maintenance d'extincteurs, des R.I.A., des trappes de désenfumage pour les bâtiments et les véhicules terrestres à moteur de LMV	29/04/2019	1/01/2021	Maxi : 16 000.00	EUROFEU SERVICES Senonches (28)
Acquisition de documents et prestations de service associées pour les services de LMV agglomération				
Lot 1 : Livres adultes : fictions et documentaires et livres musicaux : fonds et nouveautés	03/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 36 040.00	Librairie le Lézard Amoureux Cavaillon (84)
Lot 2 : Livres jeunesse : fictions et documentaires : fonds et nouveautés	02/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 25 000.00	L'Eau Vive Avignon (84)
Lot 5 : DVD adultes	02/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 25 000.00	ADAV Paris (75)
Lot 6 : DVD jeunesse	02/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 13 000.00	COLACO Dardilly (69)
Lot 7 : CD musicaux	02/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 12 000.00	GAM Annecy (74)
Lot 8 : Partitions	08/01/2019	08/01/2021	Estimatif / an 1 000.00	LMI Marseille (13)
Lot 9 : Livres adultes tous éditeurs pour les autres services de LMV	03/01/2019	02/01/2021	Estimatif / an 1 300.00	Librairie le Lézard Amoureux Cavaillon (84)
Lot 10 : Livres langues étrangères jeunesse et adultes	10/01/2019	10/01/2021	Estimatif / an 5 000.00	ABRAKADABRA Voiron (38)

c) Décisions d'attribution

Objet	Mode de consultation	Notification	Montant estimatif en € HT	Attributaire
Fourniture et pose de pneumatiques	MAPA	01/04/2020	Maxi annuel : 50 000 €	AYME & FILS Carpentras (84)
Marché subséquent n° 1 à l'accord cadre lot 1 portant acquisition d'une mini-benne à ordures ménagères de 9 m3	Remise en concurrence	06/08/2020	105 680 €	PB Environnement Lambesc (13)
Travaux d'entretien et de réparations tous corps d'état dans les bâtiments communautaires				
Lot 1 : Gros oeuvre – maçonnerie - carrelage - faïence	MAPA	02/07/2020	Maxi annuel : 350 000 €	NEOTRAVAUX Le Thor (84)
Lot 3 : Peinture - revêtements de sols souples - cloisons souples	MAPA	02/07/2020	Maxi annuel : 240 000 €	SOL INTER PEINTURE Cavaillon (84)
Lot 4 : Menuiserie extérieure bois et menuiserie intérieure, quincaillerie	MAPA	02/07/2020	Maxi annuel : 100 000 €	SPTMI Marseille (13)
Lot 5 : Electricité	MAPA	02/07/2020	Maxi annuel : 150 000 €	BRES ELECTRICITE Venasque (84)
Lot 7 : Serrurerie, métallerie	MAPA	02/07/2020	Maxi annuel : 120 000 €	SPTMI Marseille (13)
Marché subséquent n° 1 à l'accord cadre lot 2 portant acquisition d'une benne à ordures ménagères de 14m3	Remise en concurrence	24/08/2020	167 000 €	Renault Trucks Cavaillon (84)

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Prend acte des décisions susvisées prises par délégation.

Monsieur le Président rappelle que suite aux élections sénatoriales nous avons eu le grand plaisir d'avoir l'un des nôtres, en l'occurrence Jean-Baptiste Blanc, élu sénateur du Vaucluse qui était conseiller communautaire délégué au sein du conseil communautaire et 1er adjoint au maire de Cavaillon. Monsieur le Président donne la parole à M Jean-Baptiste Blanc.
Ce dernier remercie le Président et les élus et annonce à la veille de la tenue d'une conférence de presse, qu'il s'en va. Il le fera avec émotion car il aime Cavaillon et l'agglomération avec toutes ses communes. La loi est dure et sèche et il a fait le choix de garder le mandat départemental aux côtés d'Elisabeth Amoros. Mais c'est un crève-cœur. Mais il suivra dans le public les travaux et il défendra avec passion toutes les causes qui lui seront soumises à l'agglomération et dans les communes qui la composent afin de défendre ce territoire qu'il aime par-dessus tout.
Monsieur le Président ajoute que Jean-Baptiste Blanc l'a accompagné aux municipales avec beaucoup de constance et il l'en remercie.
Il ajoute que l'on est tous heureux pour lui et que nous savons tous que pour une fois nous avons un sénateur de Cavaillon qui va continuer à travailler avec nous. Le Président lui souhaite une longue vie politique car c'est une personne constante dans ses idées.

∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞∞

Information

« BL.cabinet numérique » : la nouvelle application des élus de l'intercommunalité
→ Convocation électronique, agenda, dématérialisation des documents…

LMV AGGLOMERATION se dote d'une solution mobile afin de transmettre, de manière sécurisée et horodatée, l'ensemble de ses communications aux élus.



- Vous recevrez rapidement un Guide Utilisateur.
- Pour les appareils mobiles : L'application se trouve sur les Stores d'Apple et d'Androïde (BL.cab).
- Lors de la création de votre compte, un e-mail de notification vous demandera de créer votre mot de passe.
- En cas de difficulté, vous pouvez contacter le Service Informatique de LMV Agglomération : 04 90 78 72 10 / 04 90 20 53 09.





Une solution simple, intuitive et accessible depuis tout type d'appareil connecté (PC, Tablette, Smartphone)

1- <u>Je suis convoqué (e) à une assemblée</u>

Je suis alerté (e) par un e-mail et par notification (sur appareil mobile)


Objet : TR: [BL-cab] Convocation : Conseil Communautaire du 15/10/2020

Conseil Communautaire du 15102020.ics
4 KB

Bonjour ,
Vous avez reçu une nouvelle convocation à une assemblée dans votre Cabinet numérique :

Conseil Communautaire du 15/10/2020
le 15/10/2020 à 18:00
Salle du Moulin Cavaillon

Pour accéder aux documents de séance, aux modalités pratiques et indiquer votre participation ou votre procuration, connectez-vous à votre espace personnel (application smartphone ou PC).

Cliquez ici ou sur l'image ci-dessous.
(Navigateurs conseillés : Google Chrome et Mozilla Firefox).

Cordialement,
le cabinet numérique.

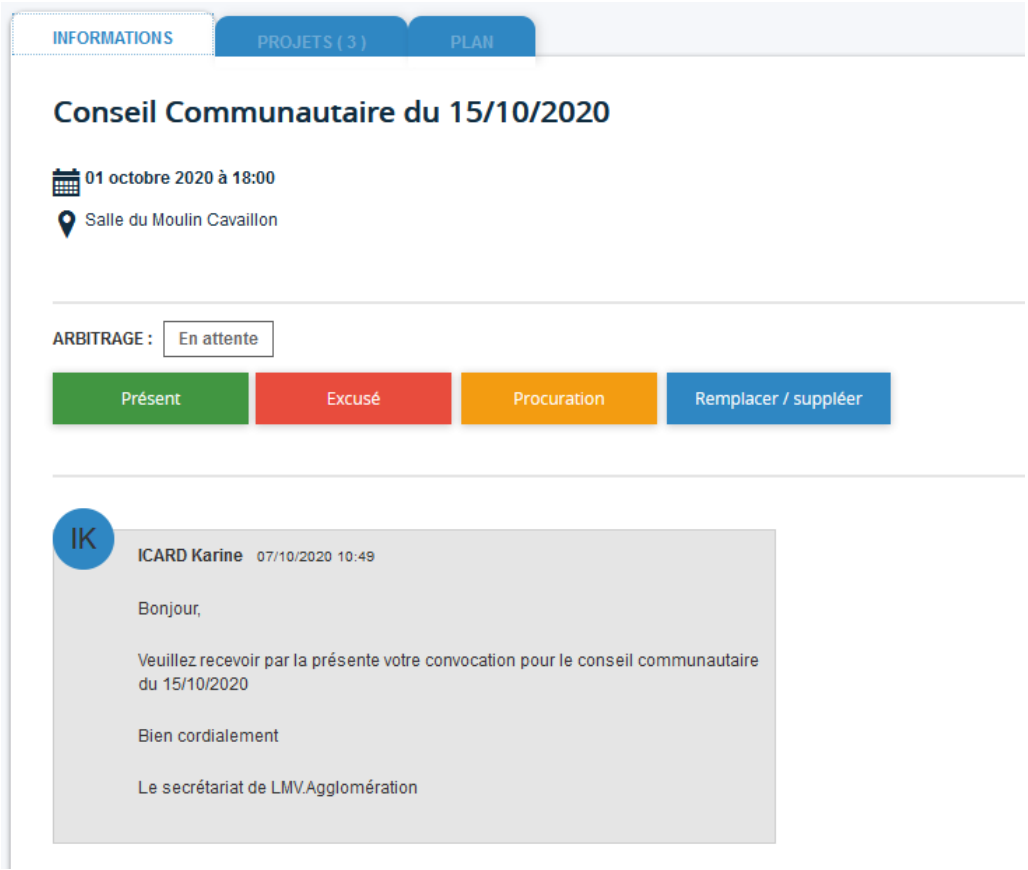
2- <u>J'accède à l'application pour accuser réception, consulter les détails de la convocation et les documents de séance</u>

L'accès à l'application se fait via le lien contenu dans l'e-mail ou via l'icône de l'application (sur appareil mobile)

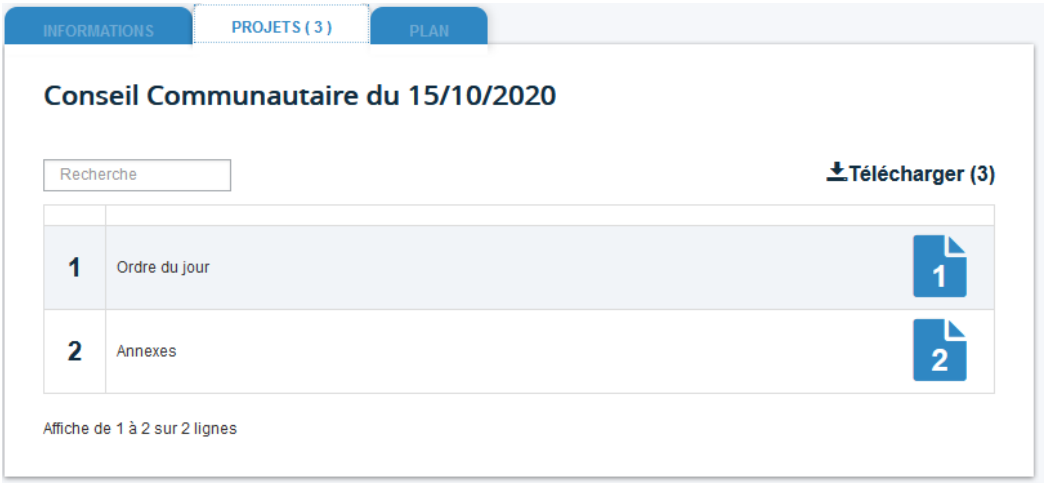
J'accuse réception



Je consulte les détails de la convocation



Je consulte les documents de séance



****

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-160-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 47
Absents : 8
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 52
- dont pour : 52
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne
Absente non excusée :
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 160

Objet : AFFAIRES GENERALES – MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS THEMATIQUES.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-22, L 5211-1 et L 5211-40-1 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération n°2020-46 en date du 23 juillet 2020 portant constitution et composition des commissions thématiques ;*
- *Vu le courrier de démission de M. Jean-Baptiste BLANC de ses fonctions de membre du bureau et de conseiller communautaire de LMV Agglomération en date du 22 octobre 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

L'installation de Monsieur Eric VOURET, en qualité de conseiller communautaire implique de revoir la composition des commissions thématiques, telle qu'adoptée par le conseil communautaire le 23 juillet 2020.

La modification concerne la participation des conseillers de Cavaillon aux différentes commissions.

Commission		Composition adoptée le 23 juillet 2020 :	Proposition pour le conseil du 10 décembre 2020 :
FINANCES	Finances, mutualisation, contractualisation	Jean-Baptiste BLANC Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD	Eric VOURET Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	Développement économique	Fabienne BLANCHET Magali BASSANELLI Etienne BOURSE	inchangé
	Développement numérique	Laurence PAIGNON Mathilde DAUPHIN	inchangé
	Innovation entrepreneuriale et prospection d'entreprises exogènes	Fabrice LIBERATO Julia PIERI Jean-Pierre PEYRARD	inchangé
	Emploi et formation	Mathilde DAUPHIN Céline PALACIO	inchangé
ENVIRONNEMENT	Gestion et valorisation des déchets	Christian LEONARD Marie-Hélène CLEMENT Jean-Pierre PEYRARD	inchangé
	Environnement	Isabelle ROUX Jean-Philippe RIVET Annie PONTET	inchangé

	ENS	Patrick COURTECUISSE Gérard JUSTINESY	inchangé
PETITE ENFANCE		Marie-Hélène CLEMENT Alain ATTARD	inchangé
EAU & TRAVAUX	Travaux	Jean-Baptiste BLANC Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD	Christian LEONARD Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD
	Eau et assainissement	Jean-Michel SELLES Gérard JUSTINESY	inchangé
	GEMAPI et pluvial	Christian LEONARD Magali BASSANELLI Jean-Pierre PEYRARD	inchangé
CULTURE	Médiathèques et musiques actuelles	Elisabeth AMOROS Laurence PAIGNON	inchangé
AGRICULTURE ET RURALITE		Christian LEONARD Martine DECHER Jean-Pierre PEYRARD	inchangé
TOURISME ET EQUIPEMENTS DE LOISIRS	Tourisme et campings	Fabienne BLANCHET Julia PIERI Etienne BOURSE	inchangé
	Piscines	Magali BASSANELLI Mathilde DAUPHIN	inchangé
MOBILITES	Transports	Laurence PAIGNON Eric DERRIVE	inchangé
	Mobilités douces	Isabelle ROUX Martine DECHER Jean-Pierre PEYRARD	inchangé
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE &	Aménagement du territoire et politique de l'habitat	Fabrice LIBERATO Patrick COURTECUISSE Annie PONTET	inchangé

POLITIQUE DE LA VILLE	ANRU et cœur de ville	Jean-Baptiste BLANC Eric DERRIVE Bénédicte AUZANOT	Alain ATTARD Eric DERRIVE Bénédicte AUZANOT
	Politique de la ville	Elisabeth AMOROS Céline PALACIO Bénédicte AUZANOT	inchangé

L'assemblée délibérante pourra décider « à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret » en vertu des dispositions de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans la mesure où aucune disposition législative ou réglementaire ne s'y oppose.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- **APPROUVER** la modification de la composition de ces commissions telle que précisée dans le présent rapport ;

- **AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-160-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

	1	2				3			4	5	
	FINANCES	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE				ENVIRONNEMENT			PETITE ENFANCE	EAU & TRAVAUX	
	Finances, mutualisation, contractualisation	Dvpt économique	Dvpt numérique	Innovation entrepreneuriale et prospection d'entreprises exogènes	Emploi et formation	Gestion et valorisation des déchets	Environnement	ENS		Travaux	Eau et assainissement
Cavaillon	Eric VOURET Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD	Fabienne BLANCHET Magali BASSANELLI Etienne BOURSE	Laurence PAIGNON Mathilde DAUPHIN	Fabrice LIBERATO Julia PIERI Jean-Pierre PEYRARD	Mathilde DAUPHIN Céline PALACIO	Christian LEONARD Marie-Hélène CLEMENT Jean-Pierre PEYRARD	Isabelle ROUX Jean-Philippe RIVET Annie PONTET	Patrick COURTECUISSE Gérard JUSTINESY	Marie-Hélène CLEMENT Alain ATTARD	Christian LEONARD Jean-Michel SELLES Jean-Pierre PEYRARD	Jean-Michel SELLES Gérard JUSTINESY
Robion	Patrick SINTES	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Michel NOUVEAU ChristIne NALLET	Michel NOUVEAU ChristIne NALLET	Michel NOUVEAU ChristIne NALLET	Marie-José MONFRIN	Patrick SINTES	Patrick SINTES
Cheval-Blanc	Christian MOUNIER	Gaétane CATALANO	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Christian MOUNIER	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Christian MOUNIER	Félix BOREL	Christian MOUNIER	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Gaétane CATALANO	Félix BOREL
Lauris	Christine PESQUIES	Christine PESQUIES	Didier SEBBAH	Gwenola DESPLATS	Didier SEBBAH	Didier SEBBAH	Didier SEBBAH	Didier SEBBAH	André ROUSSET	Didier SEBBAH	Didier SEBBAH
Mérindol	Philippe BATOUX	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX	Isabelle MELANCHON	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX
Maubec	Frédéric MASSIP	Frédéric MASSIP	Aurore STELLA	Aurore STELLA	Aurore STELLA	Frédéric MASSIP	Frédéric MASSIP	Frédéric MASSIP	Aurore STELLA	Frédéric MASSIP	Frédéric MASSIP
Les Taillades	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU
Cabrières d'A	Delphine CRESP	Pascal JUNIK	Pascal JUNIK	Pascal JUNIK	Pascal JUNIK	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Delphine CRESP
Gordes	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK	Richard KITAEFF	Richard KITAEFF	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK
Lagnes	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Véronique MILESI	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE
Oppede	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT	Martine PELLET	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT	Martine PELLET	Martine PELLET	Jean-Pierre GERAULT
Lourmarin	Jean-Pierre PETTAVINO		Jean-Pierre PETTAVINO				Jean-Pierre PETTAVINO			Jean-Pierre PETTAVINO	Jean-Pierre PETTAVINO
Puyvert	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE
Puget	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN
Vaugines	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI		Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI
Les Beaumettes	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES

	6	7	8		9		10		
	CULTURE	AGRICULTURE ET RURALITE	TOURISME ET EQUIPEMENTS DE LOISIRS		MOBILITES		AMENAGEMENT DU TERRITOIRE & POLITIQUE DE LA VILLE		
	GEMAPI et pluvial	Médiathèques et musiques actuelles	Tourisme et campings	Piscines	Transports	Mobilités douces	Aménagement du territoire et politique de l'habitat	ANRU et cœur de ville	Politique de la ville
Cavaillon	Christian LEONARD Magali BASSANELLI Jean-Pierre PEYRARD	Elisabeth AMOROS Laurence PAIGNON	Christian LEONARD Martine DECHER Jean-Pierre PEYRARD	Fabienne BLANCHET Julia PIERI Etienne BOURSE	Magali BASSANELLI Mathilde DAUPHIN	Laurence PAIGNON Eric DERRIVE	Isabelle ROUX Martine DECHER Jean-Pierre PEYRARD	Fabrice LIBERATO Patrick COURTECUISSE Annie PONTET	Alain ATTARD Eric DERRIVE Bénédicte AUZANOT	Elisabeth AMOROS Céline PALACIO Bénédicte AUZANOT
Robion	Patrick SINTES	Marie-José MONFRIN Christine NALLET	Michel NOUVEAU	Marie-José MONFRIN	Marie-José MONFRIN	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET	Patrick SINTES Christine NALLET
Cheval-Blanc	Christian MOUNIER	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Christian MOUNIER	Félix BOREL	Christian MOUNIER	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Marie-Thérèse NEMROD BONNAL	Félix BOREL	Marie-Thérèse NEMROD BONAL	Gaétane CATALANO
Lauris	Didier SEBBAH	Didier SEBBAH	André ROUSSET	Gwenola DESPLATS	Gwenola DESPLATS	André ROUSSET	André ROUSSET	Christine PESQUIES	Christine PESQUIES	Christine PESQUIES
Mérindol	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON	Philippe BATOUX	Philippe BATOUX	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON	Isabelle MELANCHON
Maubec	Frédéric MASSIP	Aurore STELLA	Frédéric MASSIP	Frédéric MASSIP	Aurore STELLA	Frédéric MASSIP	Aurore STELLA	Frédéric MASSIP		
Les Taillades	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Nicole GIRARD	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU	Michel LE FAOU
Cabrières d'A	Delphine CRESP	Pascal JUNIK	Delphine CRESP	Pascal JUNIK	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Delphine CRESP	Pascal JUNIK	Pascal JUNIK	Pascal JUNIK
Gordes	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK	Richard KITAEFF	Marie-Thérèse MACK	Marie-Thérèse MACK
Lagnes	Claude SILVESTRE	Véronique MILESI	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE	Claude SILVESTRE
Oppede	Jean-Pierre GERAULT	Martine PELLET	Jean-Pierre GERAULT	Jean-Pierre GERAULT		Jean-Pierre GERAULT	Martine PELLET	Martine PELLET		
Lourmarin	Jean-Pierre PETTAVINO	Jean-Pierre PETTAVINO	Jean-Pierre PETTAVINO	Jean-Pierre PETTAVINO						
Puyvert	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE	Sylvie GREGOIRE
Puget	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN	Amélie JEAN
Vaugines	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI	Frédérique ANGELETTI		
Les Beaumettes	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES	Claire ARAGONES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-161-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 161
Objet : AFFAIRES GENERALES – MODIFICATION DU COMITE DE DIRECTION DE L'OFFICE DE TOURISME LUBERON CŒUR DE PROVENCE

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-21, L 2121-33, L 5211-1;*

- *Vu le Code du tourisme et plus particulièrement ses articles L. 133-11, L. 133-13, L. 133-4, L. 133-5, L. 133-6, L. 134-3 et L. 134-4 et L. 134-5, ainsi que ses articles R. 133-1 à R. 133-18 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV n°2014-152 du 16 octobre 2014 approuvant la création d'un office de tourisme communautaire sous la forme d'un EPIC (Établissement public industriel et commercial) ;*
- *Vu la délibération n°2020-54 en date du 23 juillet 2020 portant composition du comité de direction de l'EPIC Office de Tourisme et désignation des représentants de LMV au sein de ce comité ;*
- *Vu le courrier de démission de M. Jean-Baptiste BLANC de ses fonctions de membre du bureau et de conseiller communautaire de LMV Agglomération en date du 22 octobre 2020.*

Suite à la démission de Jean-Baptiste BLANC, la composition du comité de direction de l'EPIC Luberon Cœur de Provence doit être modifiée.

Il est proposé la candidature de Monsieur Eric VOURET, conseiller municipal de Cavaillon et conseiller communautaire.

La composition du comité de direction serait donc la suivante :

Noms	Collèges
Gérard DAUDET	Collège des élus 1
Eric VOURET	Collège des élus 2
Elisabeth AMOROS	Collège des élus 3
Magali BASSANELLI	Collège des élus 4
Mathilde DAUPHIN	Collège des élus 5
Fabienne BLANCHET	Collège des élus 6
Patrick SINTES	Collège des élus 7
André ROUSSET	Collège des élus 8
Jean-Pierre GERAULT	Collège des élus 9
Nicole GIRARD	Collège des élus 10
Richard KITAEFF	Collège des élus 11

Claude SILVESTRE	Collège des élus 12
Jean-Pierre PETTAVINO	Collège des élus 13
Delphine CRESP PIROLA	Collège des élus 14
Hôtel du Parc Cavaillon	Collège des professionnels 1
La Maison Magnarelles Maubec	Collège des professionnels 2
Hôtel La Bastide de Gordes	Collège des professionnels 3
Vélo Loisirs Provence	Collège des professionnels 4
Musée de la Lavande Coustellet	Collège des professionnels 5
« Château la Verrerie » Puget	Collège des professionnels 6
Château de Lourmarin	Collège des professionnels 7
Parc Naturel Régional du Luberon	Collège des organismes qualifiés 1
Vaucluse Provence Attractivité	Collège des organismes qualifiés 2

Conformément à l'article L 2121-21 du CGCT, le conseil communautaire a décidé de ne pas procéder au scrutin secret pour ces nominations.
De plus, si aucune autre candidature n'est déposée après appel de candidatures, la nomination prendra effet immédiatement et il en sera donné lecture par le Président.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- ACCEPTE de ne pas procéder au scrutin secret pour ces désignations ;

- DESIGNE Monsieur Eric VOURET en qualité de représentant de LMV Agglomération au sein du comité de Direction de l'EPIC Office de tourisme Luberon Cœur de Provence ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-162-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/12/2020
Affichage : 15/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 162

Objet : AFFAIRES GENERALES – VENTE AUX ENCHERES D'ELEMENTS DE LA CUISINE CENTRALE DES CRECHES DEMANTELEES « SUCRE D'ORGE & MAISON DES LUTINS ».

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;*
- *Vu le Code du Commerce et notamment ses articles L320-1 et suivants ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Les collectivités locales ont la possibilité de bénéficier du service des domaines de l'Etat afin de procéder à la vente de leurs biens dont elles n'ont plus l'usage.

Les ventes mobilières sont ainsi réalisées par les commissariats aux ventes du Domaine qui sont au nombre de 10 en Province dont une à Marseille.
Les ventes sont réalisées avec publicité, mises en concurrence et publiées sur le site internet www.ventes-domaniales.fr accessible à tous les acheteurs potentiels.
Le mode de vente le plus courant est l'enchère publique des biens à la personne qui en offre le meilleur prix, par offre en salle ou par soumission.

Il est donc proposé de recourir à ce service afin de pouvoir vendre les biens composant la cuisine centrale des crèches Maison des Lutins et Sucre d'Orge[1] qui ont été démantelées.
La valeur de ces biens à l'achat s'élevait à 20 251 €.

La vente aux enchères publiques devrait avoir lieu au mois de janvier. Aucun prix plancher n'est fixé pour ces ventes car l'objectif premier est de se libérer de ces matériels obsolètes ou inutilisés.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le recours au service des domaines de l'Etat afin de procéder à la vente aux enchères publiques des biens décrits dans le présent rapport ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

[1] 1 four mixte 6 niveaux avec support, 2 banques réfrigérées + 1 groupe extérieur, 1 piano 4 feu gaz, 1 plaque coup de feu gaz, 1 sauteuse gaz, 1 plonge multi services inox, 1 table inox avec TVO 1400 mm.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-163-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstentions : 3
Suffrages exprimés : 50

- dont pour : 50
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 163

Objet : RESSOURCES HUMAINES – RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION DU DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES DE LMV AUPRES DE LA VILLE DE CAVAILLON & RENOUVELLEMENT DES MISES A DISPOSITION DES DIRECTRICES DES FINANCES ET DES RESSOURCES HUMAINES VILLE AUPRES DE LMV.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*

- *Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération n° 2015-89 du 29 juillet 2015 de la CCLMV adoptant son schéma de mutualisation ;*
- *Vu les délibérations du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019-198 et 2019-199 en date du 12 décembre 2019 ;*
- *Vu les courriers des intéressés acceptant cette mise à disposition ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis des comités techniques de LMV et de la commune de Cavaillon en date du 3 décembre 2020.*

Depuis le 1er janvier 2018, Luberon Monts de Vaucluse Agglomération et la commune de Cavaillon ont initié un projet de mutualisation des cadres des services supports.
Ce projet constitue la deuxième étape du processus, déjà engagé avec la mutualisation complète et aboutie du service commun d'Autorisation du Droit des Sols (ADS).

Il est proposé de renouveler pour une année, du 1er janvier au 31 décembre 2021, les trois mises à disposition suivantes :

- La mise à disposition sortante du Directeur des Services Techniques de LMV auprès de la commune de Cavaillon, à hauteur de 50 % de son temps de travail.
- Les mises à disposition entrantes des directrices des Finances et des Ressources Humaines de la commune de Cavaillon auprès de LMV, à hauteur de 50 % de leur temps de travail.

Conformément à la réglementation, ces mises à disposition seront opérées à titre onéreux. Les modalités de remboursement seront précisées dans une convention établie entre l'Agglomération et la commune de Cavaillon.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 50 voix pour et 3 abstentions

- APPROUVE le renouvellement de la mise à disposition sortante du Directeur Général des Services Techniques auprès de la Ville de Cavaillon dans les conditions citées ci-dessus, du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;

- APPROUVE le renouvellement des mises à disposition entrantes des Directrices des Finances et des Ressources Humaines auprès de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse dans les conditions citées ci-dessus, du 1er janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les conventions correspondantes et tout document se rapportant à cette décision.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nimes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-163-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL (sur une partie du temps de travail de l'agent)

Entre

La **Commune de Cavaillon** dont le siège est situé à 84300 CAVAILLON, Place Joseph Guis, représentée par sa 1ère Adjointe**, Mme Elisabeth AMOROS** dûment habilitée par délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2020,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse dont le siège est situé à 84300 CAVAILLON, 315 C avenue St Baldou, représentée par son Président, **Monsieur Gérard DAUDET**, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du 10 décembre 2020,

ci-après dénommé(e) l'organisme d'accueil,
d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Conformément au courrier de l'agent acceptant cette mise à disposition,
Conformément à l'avis des CT Ville et LMV du 3 décembre 2020,
Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2020,
Conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 10 décembre 2020

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La commune de Cavaillon met à disposition de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse **Madame XXXXXXX**, agent communal titulaire, pour exercer les fonctions de XXXXXXX à hauteur de **XXXX** % d'un temps complet.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

Madame XXXXXX est mise à disposition auprès de l'organisme d'accueil pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EMPLOI DE L'AGENT

L'agent mis à disposition exerce ses missions sous l'autorité et la responsabilité de l'organisme d'accueil pendant sa mise à disposition.

En cas de faute ou de tout manquement, l'organisme d'accueil saisit l'employeur d'origine pour engager toute procédure disciplinaire.

Si, pour une raison quelconque (vacances scolaires ou autres arrêts d'activité), l'activité pour laquelle l'agent a été mis à disposition ne peut avoir lieu, l'agent devra informer son employeur d'origine dans les meilleurs délais.

A titre exceptionnel et pour des nécessités de service public, l'employeur d'origine se réserve le droit de suspendre provisoirement la mise à disposition de l'agent.

ARTICLE 4 : REMUNERATION DE L'AGENT

L'employeur d'origine versera à l'agent mis à disposition la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

L'agent mis à disposition ne peut recevoir de rémunération directe de la part de la collectivité d'accueil, sauf le remboursement des frais de déplacement en cas d'utilisation de son véhicule personnel.

Le montant de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes ainsi que les charges correspondant au 2e alinéa du III de l'article 6 du décret du 18 juin 2008 versées par l'employeur d'origine sont remboursés par l'organisme d'accueil au prorata des heures effectuées au titre de la mise à disposition. **Un titre de recette sera donc adressé à l'organisme d'accueil tous les semestres.**

ARTICLE 5 : **ASSURANCE ET RESPONSABILITE**

L'organisme d'accueil et l'agent mis à disposition devront informer l'employeur d'origine dans un délai de 48 heures de tout incident survenu dans l'exercice des fonctions de l'agent.

Dans le cadre de ses missions, l'agent bénéficie, en matière d'assurance, des mêmes garanties statutaires que le personnel de la commune de Cavaillon.

La responsabilité civile et pénale de la commune de Cavaillon ne pourra être engagée en cas de faute grave de l'agent mis à disposition.

ARTICLE 6 : **FORMATION**

Concernant la formation, l'organisme d'accueil ne prend que les décisions qui concernent les formations dont il souhaite faire bénéficier l'agent et en supporte les dépenses. Il doit en informer l'employeur d'origine et lui transmettre une attestation de suivi de formation, à verser au dossier individuel de l'agent.

ARTICLE 7 : **MODALITES DE CONTROLE ET D'EVALUATION DES ACTIVITES DE L'AGENT**

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel chaque année à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir de l'agent est établi par l'organisme d'accueil et transmis à l'employeur d'origine.

ARTICLE 8 : **FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 2 de la présente convention, à l'initiative de l'employeur d'origine, de l'organisme d'accueil ou de l'agent mis à disposition moyennant un préavis de deux mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre l'employeur d'origine et l'organisme d'accueil.

La présente convention peut être renouvelée sur demande expresse de l'organisme d'accueil et après accord de l'employeur d'origine et de l'agent mis à disposition.

ARTICLE 9 : TRANSMISSION DE LA CONVENTION A L'AGENT

Cette mise à disposition sera prononcée par arrêté individuel, après accord écrit de l'agent.

La présente convention et, le cas échéant, ses avenants, seront transmis pour information à l'agent. Ils seront annexés à l'arrêté de mise à disposition individuel.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Cavaillon, le

Pour le Maire et par délégation,
La 1ère Adjointe,

Elisabeth AMOROS

Le Président de la CALMV,

Gérard DAUDET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-163-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION 2020

Entre,

La **Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse,** représentée par son Président en exercice Monsieur Gérard DAUDET, conformément à la délibération du conseil communautaire du 10 décembre 2020, désignée ci-après par l'appellation LMV Agglomération,

D'une part,

ET

La **Commune de Cavaillon,** représentée par sa première adjointe Mme Elisabeth AMOROS, conformément à la délibération du conseil municipal du 14 décembre 2020, désignée ci-après par l'appellation« l'organisme d'accueil»,

D'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 61 à 63,
Vu le Décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
Conformément à l'avis des CT LMV et Ville du 3 décembre 2020,
Conformément au courrier d'acceptation de l'agent,
Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2020,
Conformément à la délibération du Conseil Communautaire du 10 décembre 2020,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article 1 : Objet et durée de la convention

La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse met **Monsieur Eddy IACONA,** Directeur Général des Services Technique, à disposition de la Commune de Cavaillon, à hauteur de 50% de son temps complet (soit 17,5 heures hebdomadaires), à compter du 1er janvier 2021 pour une durée d'un an.

Article 2 : Nature des fonctions exercées par le fonctionnaire mis à disposition

Monsieur Eddy IACONA est mis à disposition en vue d'assurer la fonction de Directeur Général des services techniques mutualisé.

Article 3: Conditions d'emploi du fonctionnaire mis à disposition

L'organisation et les horaires de travail durant le temps de mise à disposition sont gérés par l'organisme d'accueil.
La situation administrative de Monsieur Eddy IACONA continue à être gérée par LMV (congés annuels, congés maladie, congé de paternité, avancements, autorisation de travail à temps partiel, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline...).

Article 4 : Rémunération du fonctionnaire mis à disposition

LMV Agglomération verse à Monsieur Eddy IACONA la rémunération correspondant à son grade (traitement de base, supplément familial de traitement, indemnités et primes le cas échéant).

Il pourra être versé directement à Monsieur Eddy IACONA des éventuels remboursements de frais professionnels.
Le montant de la rémunération et des contributions afférentes sera reversé par la Commune de Cavaillon à LMV Agglomération à la fin de chaque semestre.

Article 5 : Assurance et responsabilité

L'organisme d'accueil et l'agent mis à disposition devront informer LMV dans un délai de 48 heures de tout incident survenu dans l'exercice des fonctions de l'agent.
Dans le cadre de ses missions, l'agent bénéficie, en matière d'assurance, des garanties statutaires de LMV

Article 6 : Formation

Concernant la formation, l'organisme d'accueil ne prend que les décisions qui concernent les formations dont il souhaite faire bénéficier l'agent et en supporte les dépenses. Il doit en informer LMV Agglomération et lui transmettre une attestation de suivi de formation, à verser au dossier individuel de l'agent.

Article 7 : Contrôle et évaluation de l'activité

La Commune de Cavaillon transmet un rapport annuel à LMV Agglomération sur l'activité de Monsieur Eddy IACONA.
En cas de faute disciplinaire, LMV Agglomération est saisie par l'organisme d'accueil.

Article 8 : Fin de mise à disposition

La fin anticipée de la mise à disposition peut intervenir à la demande de :

- La Commune de Cavaillon
- LMV Agglomération
- L'agent

Dans les trois hypothèses ci-dessus un délai d'un mois devra être respecté entre la demande de fin de mise à disposition et la date d'effet.
En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité territoriale d'origine et l'organisme d'accueil.

Si au terme de la mise à disposition, l'agent ne peut être réaffecté dans les fonctions exercées à LMV Agglomération, il sera placé, après avis de la commission administrative paritaire dans les fonctions d'un niveau hiérarchique comparable.

Article 9 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Nîmes.

Article 10 : Transmission préalable au fonctionnaire

La présente convention et le cas échéant ses avenants, sont transmis à l'intéressé pour accord avant signature.

Le Président de LMV Agglomération

Gérard DAUDET

La Première Adjointe de Cavaillon

Elisabeth AMOROS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-164-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstentions : 3
Suffrages exprimés : 50

- dont pour : 50
- dont contre : 0

Etaient présents :
Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 164

Objet : RESSOURCES HUMAINES – APPROBATION DU RENOUVELLEMENT DE LA MISE A DISPOSITION D'AGENTS COMMUNAUX DU SERVICE URBANISME AUPRES DE LUBERON MONTS DE VAUCLUSE DANS LE CADRE DU SERVICE COMMUN « APPLICATION DU DROIT DES SOLS » (ADS) A COMPTER DU 1er JANVIER 2021.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

- *Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT ;*
- *Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales (dite « loi RCT ») ;*
- *Vu l'article 67 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « loi MAPTAM ») ;*
- *Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil municipal n° 28 du 8 décembre 2014 approuvant les conventions types de mise à disposition d'agents communaux ;*
- *Vu la délibération n° 2015-63 de LMV portant création d'un pôle d'instruction des autorisations d'urbanisme sous la forme d'un service mutualisé ;*
- *Vu la délibération du conseil municipal du 6 juillet 2015 ayant pour objet l'adhésion de la ville de Cavaillon au service commun ADS créé par la communauté de communes Luberon Monts de Vaucluse ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019-200 en date du 12 décembre 2019 portant approbation du renouvellement de la mise à disposition d'agents communaux du service urbanisme auprès de Luberon Monts de Vaucluse dans le cadre du service commun « Application du Droit des Sols » (ADS), à compter du 1er janvier 2020 ;*
- *Vu l'acceptation des agents pour ces mises à disposition dont les modalités leurs seront notifiées par un arrêté municipal individuel ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis des comités techniques de LMV et de la commune de Cavaillon en date du 3 décembre 2020.*

En juin 2015, la Ville de Cavaillon et la communauté d'Agglomération Luberon monts de Vaucluse ont initié un projet de mutualisation par la création du service « ADS » en charge des instructions des autorisations d'urbanisme.

L'adhésion des communes à ce service est facultative et soumise à l'approbation d'une convention. Cette convention a pour objectif de définir les activités du service, la répartition des missions & responsabilités entre ce dernier et les communes adhérentes, les modalités d'organisation ainsi que les conditions de facturation du service aux communes.
A ce jour, 11 communes adhèrent à ce service composé de 7 agents municipaux et de 3 agents communautaires.

Afin d'assurer la continuité du service commun il est proposé de renouveler la mise à disposition des agents du service urbanisme auprès de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse, pour l'année 2021 comme suit :

Qualité	Temps de Mise à Disposition des agents municipaux
Responsable urbanisme	40 %
Agent instructeur	20 %
Agent instructeur	80 %
Agent instructeur	50 %
Agent instructeur	90 %
Agent administratif	30 %
Agent administratif	20 %

Conformément à la réglementation, ces mises à dispositions seront opérées à titre onéreux. Les modalités de remboursement seront précisées dans une convention de mise à disposition établie entre LMV et la commune de Cavaillon.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 50 voix pour et 3 abstentions,

- APPROUVE le renouvellement des mises à disposition d'agents communaux de Cavaillon auprès de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse dans le cadre du service commun « application du droit des sols » (ADS) dans les conditions citées ci-dessus, du 1er janvier au 31 décembre 2021 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, à signer les conventions et tous documents s'y rapportant.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-165-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

2020/ ....

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstentions : 3
Suffrages exprimés : 50

- dont pour : 50
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 165

Objet : RESSOURCES HUMAINES – MISE A DISPOSITION D'UN AGENT 'CHARGE DE MISSION RH' AUPRES DE LA VILLE DE CAVAILLON POUR 50 % DE SON TEMPS DE TRAVAIL.

- *Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;*
- *Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la FPT ;*
- *Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis des comités techniques LMV du 29 septembre 2020, Ville du 3 décembre 2020 ;*
- *Vu le courrier de l'intéressé acceptant cette mise à disposition ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Ponctuellement, l'agent « chargé de mission ressources humaines » de LMV travaille aux côtés des gestionnaires RH de la commune de Cavaillon sur le système d'information de gestion des ressources humaines (SIRH).

Ainsi, il est proposé à l'agent communautaire doté d'une expertise RH avérée, une mise à disposition à hauteur de 50 % de son temps de travail auprès de la Ville centre. L'agent aura la responsabilité du pilotage de la masse salariale, et de la construction d'outils RH permettant une efficacité accrue dans le traitement des dossiers du service.
La finalité est de faire évoluer les pratiques RH par une professionnalisation accrue des gestionnaires et la fiabilisation des données sortantes.

Conformément à la réglementation, cette mise à disposition sera opérée à titre onéreux. Les modalités de remboursement seront précisées dans la convention de mise à disposition qui sera établie, entre LMV et la Mairie de Cavaillon, pour une durée d'une année, à compter du 1er janvier 2021.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
Par 50 voix pour et 3 abstentions,

- APPROUVE la mise à disposition de l'agent « chargé de mission RH » de LMV Agglomération auprès de la Ville de Cavaillon dans les conditions citées ci-dessus, du 1er janvier au 31 décembre 2021 ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention correspondante ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMÉRATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-166-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 166

Objet : RESSOURCES HUMAINES – TABLEAU DES EFFECTIFS – RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS POUR DES BESOINS TEMPORAIRES.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 3 ;*

- *Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire du 1er décembre 2020.*

Monsieur le Président rappelle que le recrutement d'agents contractuels de droit public est autorisé pour faire face à des besoins liés à l'activité des services.

Il est proposé les accroissements temporaires d'activité suivants :

Service COLLECTE			
Agents de collecte	Adjoint technique 1er échelon – IM 330	Du 01/01/2021 au 31/03/2021	2 agents pour 0,5 ETP maximum
Service MEDIATHEQUES			
Auxiliaire de vie professionnelle	Adjoint du patrimoine 1er échelon – IM 330	Du 01/01/2021 au 31/12/2021	1 agent à temps non complet sur la période
TOUS SERVICES			
Assistant.e.s administratifs	Adjoint administratif 1er échelon – IM 330	Du 01/01/2021 au 31/03/2021	1 agent à temps complet sur la période
Agents techniques polyvalents	Adjoint technique 1er échelon – IM 330	Du 01/01/2021 au 31/03/2021	1 agent à temps complet sur la période
Service PETITE ENFANCE			
Référent.e sanitaire	Infirmier en soins généraux de classe normale ou Puéricultrice de classe normale	Du 01/01/2021 au 31/03/2021	1 agent à temps non complet 50 % sur la période
Educateur.trice de jeunes enfants	Educateur de jeunes enfants	Du 01/01/2021 au 31/03/2021	1 agent à temps non complet 60 % sur la période
Budget annexe CAMPINGS			
Agent d'entretien	Adjoint technique 1er échelon – IM 330	Du 01/03/2021 au 31/03/2021	1 agent à temps complet sur la période

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la modification du tableau des effectifs, en autorisant la création d'emplois à temps complet et non complet, aux grades et sur les bases cités, en application de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux accroissements temporaires ;

- DIT que ces agents peuvent bénéficier d'un régime indemnitaire alloué par arrêté individuel ;

- DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents non titulaires seront inscrits en dépenses de la section de fonctionnement au chapitre 012 « Charges de personnel » au budget principal 2021 ;

- AUTORISE Monsieur le Président à signer le contrat de recrutement correspondant ainsi que les avenants éventuels.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-167-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53
- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 167

Objet : PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE-RISQUE PREVOYANCE : APPROBATION ET SIGNATURE DE LA CONVENTION.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de la Commande Publique ;*
- *Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

- *Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;*
- *Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*
- *Vu la circulaire N° RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la décision du Président n°2020-52 du 24 septembre 2020 portant approbation de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la conclusion de convention de participation pour le risque « prévoyance » des agents ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du comité technique du 3 décembre 2020.*

Par décision en date du 24 septembre 2020, le Président de LMV a approuvé le principe d'adhésion de la communauté d'agglomération à un groupement de commande avec le Centre Communal d'Action Social et la commune de Cavaillon pour le lancement d'une consultation relative à une convention de participation pour le risque « prévoyance des agents ».

Afin d'assister le Pouvoir Adjudicateur dans le déroulement de cette consultation, une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage a été signée le 2 juin 2020 avec la société AFC CONSULTANTS - Le Concorde - 345 rue Pierre Seghers - 84000 AVIGNON pour un montant total de 11 500 €HT réparti entre les membres du groupement de commandes : Ville de Cavaillon / Communauté d'agglomération LMV / CCAS de Cavaillon.

Un appel d'offres ouvert selon les articles L.2124-1 et R.2124-1 du Code de la commande publique a été lancé le 29 septembre et publié au JOUE. A la date de réception des offres fixée au 16 novembre, 4 candidatures ont été reçues. L'analyse des offres a été réalisée par le cabinet AFC CONSULTANTS et présentée aux comités techniques de chaque entité participant au groupement de commandes le 3 décembre 2020.

Le contrat sera conclu pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2021.

Il est proposé de retenir le groupement COLLECTEAM, courtier en assurance installé à la Chapelle Saint MESMIN (45) et ALLIANZ VIE sise à PARIS LA DEFENSE qui a fait la meilleure proposition et de conclure une convention de participation avec ladite société.

La participation sera versée directement au prestataire. Elle ne pourra excéder le montant total de la cotisation mensuelle par l'agent.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les termes de la convention à passer avec le groupement COLLECTEAM/ALLIANZ Vie ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention et tout document s'y rapportant ;
- INSCRIT au budget 2021 les crédits correspondants ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-167-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Cavaillon
La ville du Luberon

APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE passé en application du Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents

DOSSIER D'OFFRE LOT UNIQUE

Groupement de commande porté par la Ville de Cavaillon
Place Joseph Guis
BP 80037
84301 CAVAILLON CEDEX

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande Ville de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon porté par la Ville de Cavaillon.

Signataire de la convention :	**Le représentant du pouvoir adjudicateur**

Article 1 : Engagement du candidat

Nom ***(Signataire)***

Nom : **VIALA**
Prénom : **Xavier**
Qualité : **Directeur Général**

☐ Signant pour mon propre compte ;

☒ Signant pour le compte de la société prestataire individuel ou mandataire du groupement ci-dessous ;

et

☐ Agissant en tant que prestataire unique

☒ Agissant en tant que membre du groupement défini ci-après

☐ Solidaire ☒ Conjoint

Prestataire individuel ou mandataire du groupement

Raison sociale : **Collecteam**
Adresse : **13 rue Croquechâtaigne**
Code postal : **45380**
Bureau distributeur : **La Chapelle Saint Mesmin**
Téléphone : **02.36.56.00.00**
Fax : **02.36.56.00.01**
Courriel : **marches@Collecteam.fr**
Numéro SIRET : **422 092 817 00028**
Numéro au registre du commerce : **Orléans 422 092 817 – N° de Gestion 1999 B 190**

En cas de groupement, cotraitant n°1		***En cas de groupement, cotraitant n°2***
Raison sociale :	**ALLIANZ VIE**	.....
Adresse :	**1 Cours Michelet – CS 30051**	.....
Code postal :	**92076**	.....
Bureau distributeur :	**Paris La Défense Cedex 2**	.....
Téléphone :	.....	.....
Fax :	.....	.....
Courriel :	.....	.....
Numéro SIRET :	**340 234 962 07046**	.....
N° Reg. com. :	**Nanterre 340 234 962**	.....
N° rép. Métiers :	.....	.....
Code NAF/APE :	**6511Z**	.....

après avoir pris connaissance du cahier des charges (réglement de consultation, cahier des clauses particulière, dossier d'offre) afférent à la conclusion de la convention de participation et des documents qui y sont mentionnés,

- et après avoir fourni les pièces prévues à **l'article 4** du règlement de la consultation.

je m' ENGAGE ou j' ENGAGE le groupement / l'entreprise dont je suis mandataire[1], conformément aux conditions, clauses et prescriptions mentionnées au Cahier des charges assorties, si elles existent, des réserves et/ou observations formulées à l'appui de mon offre, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée nous lie si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Article 2 : Durée des Conventions de participation

Les conventions sont conclues à **compter du 1er janvier 2021 à 00 h** pour une durée **de 6 années.**

En application du décret 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, celles-ci peuvent être prorogée sur demande de la Collectivité par voie d'avenant pour des motifs d'intérêt général, pour une durée ne pouvant excéder **un an**.

Article 3 : Prix

L'ensemble des services à exécuter concerné par ce dossier d'offre sera rémunéré selon les modalités définies sur la fiche de tarification constituant **l'annexe n°1** au présent dossier d'offre.

Les taux de cotisations s'entendent tout compris : taxes, frais de gestion, commissions.

Les taux de cotisations, éventuellement à l'issue d'une période de stabilité / plafonnement des cotisations, pourront être révisés dans les cas suivants et si le changement revêt un caractère significatif :

- Aggravation de la sinistralité ;
- Variation du nombre d'agents ;
- Evolution de la démographie ;
- Modification de la réglementation.

Dans tous les cas, l'engagement tarifaire figurant à la fiche de tarification est ferme.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent de s'informer, dès qu'ils en ont connaissance, de tout fait ou de tout acte juridique susceptible de modifier les conditions de la convention de participation.

Lorsqu'une décision législative ou réglementaire vient à modifier les conditions de la convention de participation ou la portée des engagements du titulaire, ce dernier procède, en concertation avec le pouvoir adjudicateur, à effet au 1er de la date d'effet des modifications en cause, à la révision des conditions de la convention de participation.

Les modifications de cotisations ne sont pas considérées comme une décision législative ou réglementaire.

Déclaration de sous-traitance :

L'annexe n° 3 au présent dossier de consultation indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (ou nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification de la convention de participation ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

[1] Rayer la mention inutile

Le montant total des prestations que j'envisage (ou nous envisageons) de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors taxe : ..... Euros
TAXES (taux de ..... %) : ..... Euros
Montant TTC : ..... Euros
Soit en lettres : .....

Dans le cadre d'une sous-traitance déclarée en cours d'exécution de la convention de participation , le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (ou nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé leur acceptation au maître de l'ouvrage ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder :

Nature de la prestation	Montant HT	Montant TAXES	Montant TTC
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement ou céder est ainsi de ..... Euros T.T.C. soit en lettres : .....
.....

Article 4 : Paiement

L'organisme contractant se libèrera des sommes de la façon suivante :

- Mise en place d'un précompte sur salaire,

Ces sommes seront versées au crédit du ou des comptes suivants :

Désignation du compte à créditer : Joindre un RIB ou RIP original.

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, prélèvements, etc.).
This statement is intended to be delivered to those of your creditors or debitors who have transactions posted to your account (credit transferts, invoice payments, etc.).

IDENTIFICATION NATIONALE / DOMESTIC IDENTIFICATION

Code Banque	Indicatif	Numéro de compte	Clé RIB	Domiciliation
30002	07620	0000466221K	89	EPGO SDC BDI ORLEANS N40

IDENTIFICATION INTERNATIONALE / INTERNATIONAL IDENTIFICATION

IBAN	BIC / Adresse Swift
FR72 3000 2076 2000 0046 6221 K89	CRLYFRPPXXX

TITULAIRE DU COMPTE : **COLLECTEAM**

Désignation compte co-traitance

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :

L'organisme contractant se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes ou les actes spéciaux.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

En contrepartie des versements effectués par les services de la collectivité, l'organisme assureur adressera les factures afférentes à la convention établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro et la date de la convention ;
- le montant hors taxes et le montant total des sommes versées.

Les factures (précompte sur salaire) seront adressées à chaque membre du groupement de commande aux adresses suivantes :

Ville de Cavaillon
Place Joseph Guis
BP 80037
84301 CAVAILLON CEDEX

Agglomération Luberon Monts de Vaucluse
315 Avenue Saint Baldou
84300 Cavaillon

CCAS de Cavaillon
Centre Actipole Bât B
74 rue du Comtat
BP 62
84302 CAVAILLON CEDEX

Article 5 : Mandat

Le (les) organisme(s) qui porte(nt) et provisionne(nt) le risque, peut(vent) mandater un prestataire pour présenter l'offre dans la cadre de la consultation et / ou gérer tout ou partie du contrat.

Ce prestataire devra disposer de l'agrément ORIAS lorsque les prestations effectuées entrent dans la cadre de cette réglementation.

Présence d'un mandataire : ☒ **OUI** / ☐ ~~**NON.**~~

Identité du (des) mandataire si non indiqué à l'article 1 [2] :

Les candidats sont invités à utiliser le modèle de mandat joint au règlement de consultation. Dans tous les cas la preuve de la qualité de mandataire sera exigée avant notification de la convention de participation .
Toute modification du mandat en cours d'exécution devra être notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé réception par l'organisme qui porte et provisionne le risque. La modification prendra effet 2 mois après réception (sauf accord du maître d'ouvrage pour une prise d'effet avant ce délai). Dans tous les cas la modification ne peut réduire l'étendue des engagements du titulaire résultant du convention de participation (notamment procédure de gestion…).
Si la modification consiste en un remplacement, le nouveau mandataire devra transmettre les pièces administratives prévues à l'article 4.1 du règlement de consultation.

Si l'intermédiaire est membre du groupement, la modification du mandat :
- n'entraine pas de modification sur les membres du groupement ;
- modifiera la qualité de mandataire du groupement au profit de l'organisme qui porte et provisionne le risque ;
- entrainera une modification de la répartition des missions des membres du groupement selon les missions qui faisaient l'objet du mandat (encaissement des cotisation / gestion du contrat / gestion des sinistres)…

Lorsque le maître d'ouvrage acte ces modifications par avenant, les membres du groupement s'engagent à l'accepter et le signer.

Tout organisme qui porte / provisionne le risques ainsi que tout intermédiaire / gestionnaire déclare avoir pris connaissance des présentent dispositions et les acceptent. Il renonce à tous recours à l'encontre du maître d'ouvrage du fait des conséquences d'une modification ou d'un retrait du mandat.

Dans le cas où la modification du mandat affecte l'étendue des obligations à la charge du titulaire / groupement, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification de la modification du mandat pour la refuser (LAR à l'attention de l'organisme qui porte et provisionne le risque – copie par recommandée avec AR au mandataire). L'assureur disposera alors d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la position du maître d'ouvrage pour lui transmettre sa décision par LAR.
En l'absence d'accord entre le maître d'ouvrage et l'organisme assureur / mutuelle, le contrat sera résilié de plein droit 4 mois après la date de réception par l'assureur de la notification du refus définitif de la modification / retrait du mandat par le maître d'ouvrage (cette notification devant intrevenir dans les deux mois suivant la date de réception de la notification initiale de la modification du mandat par l'assureur). Durant cette pèriode les parties s'engagent à exécuter le convention de participation conformément aux obligations initalies.

Article 6 : Ordre de priorité des pièces contractuelles

Les documents contractuels du Pouvoir Adjudicateur énumérés ci-dessous sont classés par ordre de priorité décroissante :

- Le cahier des clauses particulières.
  Le dossier d'offre et ses annexes, modifié ou non par la note de réserves, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi.
  L'ensemble des dispositions du cahier des charges constitue les conventions particulières au contrat. Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales…) émises par l'assureur dans le cadre de la présente convention de participation et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions de l'assureur comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

- Les textes de l'assureur (conditions générales, conditions particulières…).
- Le Code des assurances, le code de la Mutualité et le code de la Sécurité sociale.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de la convention de participation à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions de soummissionner.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Je soussigné, **VIALA Xavier** (Nom / prénom)

de la Société / cabinet : **Collecteam**

agissant en qualité *(préciser : assureur …)* **d'intermédiaire mandaté**

accepte de mettre en place 3 conventions de participation liée à protection sociale prévoyance pour les agents du groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon adhérents selon les garanties retenues à compter du :

1er janvier 2021 à 00H00

En outre, je m'engage (nous nous engageons) :

- à délivrer dans les dix jours de l'accord qui me (nous) sera notifié une note de couverture selon les dispositions de l'article L112.2 du code des assurances confirmant la Mise en place de 3 conventions de participation à effet du **1er janvier 2021 à 0H00.**
- à délivrer les pièces contractuelles (voir ci-dessus) dans un délai maximum de **trois mois** suivant la date d'effet de la convention.

☒ **(*) 1/ J'accepte toutes les conditions** définies au dossier d'offre et ses annexes et au cahier des clauses particulières dont j'ai pris connaissance et qui prévaudront, le cas échéant sur toutes dispositions contraires à la convention de participation émise.

Ou

□ **(*) 2/ Je n'accepte que partiellement** les conditions définies au dossier d'offre et ses annexes et au cahier des clauses particulières et je liste les points de divergences sur une note (*sur papier à entête)* en annexe (impérativement).

Je confirme avoir opté pour la position : ☒ **1** □ **2 (*)** aux conditions financières figurant à la fiche de tarification qui se trouve en annexe n°1 du présent dossier d'offre (à joindre impérativement).

(*) (*Cocher la case correspondante*)

Fait en un seul original, à **La Chapelle Saint Mesmin** le **10/11/2020**

Le candidat

Signature et cachet de l'entreprise

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir engagement du candidat

Signature de la personne habilitée par la délibération en date du .....

A .....

Le .....

Détail des garanties souscrites / options / taux de cotisation TTC :

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°1 AU DOSSIER D'OFFRE (2 PAGES)

Fiches de tarification

Tous les agents bénéficiant de la présente convention percevront, en regard de la solution CHOISIE la participation fixée FORFAITAIREMENT par l'employeur.

Pérennité tarifaire de la convention (sauf en cas de non-paiement des primes ou de retrait d'agrément) (l'engagement est ferme, l'opérateur ne pourra se prévaloir d'une augmentation en fonction des résultats techniques) –				
		Article concerné	**Position**	**NOTE**
ENGAGEMENT 1	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime unitaire et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant **2 ans**	1.4	oui () non (X)	**2**
	Au-delà des deux ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à **2%** au-delà de la période de stabilité **(*)**	1.4	oui () non (X)	**5**
OU				
ENGAGEMENT 2	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime unitaire et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant **3 ans**	1.4	oui (X) non ()	**6**
	Au-delà des trois ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à **3%** au-delà de la période de stabilité (*)	1.4	oui (X) non ()	**5**
OU				
ENGAGEMENT 3	L'organisme d'assurance accepte de ne pas majorer le taux de prime unitaire et parallèlement de ne pas résilier le contrat durant **4 ans**	1.4	oui ( ) non (X)	**10**
	Au-delà des quatre ans de la période de stabilité, l'organisme d'assurance accepte de plafonner une éventuelle majoration annuelle du taux de cotisation à **5%** au-delà de la période de stabilité (*)	1.4	oui ( ) non (X)	**5**

(*) Précisions : Si l'assureur s'engage à bloquer et ne pas résilier durant une période, il retrouvera cette faculté à compter de l'année suivante (dans le respect du décret 1474 du 8 novembre 2011 et des conditions de résiliation telles que défini à l'article 1.2 du CCP).

<u>Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse</u> :

		TAUX DE COTISATION (TTC)
INCAPACITE		
OBLIGATOIRE POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	**0,95 %**
INVALIDITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	**+ 0,60 %**
PERTE DE RETRAITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % de la perte nette de la retraite	**+ 0,60 %**
DECES/PTIA		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % du traitement ou salaire de référence annuel net	**+ 0,35 %**

<u>Ville de Cavaillon :</u>

		TAUX DE COTISATION (TTC)
INCAPACITE		
OBLIGATOIRE POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	**0,95 %**
INVALIDITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	**+ 0,60 %**
PERTE DE RETRAITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % de la perte nette de la retraite	**+ 0,60 %**
DECES/PTIA		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % du traitement ou salaire de référence annuel net	**+ 0,35 %**

Centre Communal d'action Sociale de Cavaillon :

		TAUX DE COTISATION (TTC)
INCAPACITE		
OBLIGATOIRE POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage à demi-traitement	**0,95 %**
INVALIDITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	95 % du traitement ou salaire de référence mensuel net à compter du passage en invalidité	**+ 0,60 %**
PERTE DE RETRAITE		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % de la perte nette de la retraite	**+ 0,60 %**
DECES/PTIA		
FACULTATIF POUR L'AGENT	100 % du traitement ou salaire de référence annuel net	**+ 0,35 %**

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2 (A ; B ; C ; D et E) AU DOSSIER D'OFFRE

Le candidat :

Complètera les tableaux de précisions d'ordre technique et d'ordre administratif qui sont joints à la présente annexe, en annexes A, B, C, D et E, qui font partie intégrante du dossier d'offre.

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2A - AU DOSSIER D'OFFRE

Adéquation des garanties / respect du cahier des charges rapportées au niveau de tarif proposé

1/ J'accepte toutes les conditions définies au cahier des charges, dont j'ai pris connaissance et qui prévaudront, le cas échéant sur toutes dispositions contraires de la convention de participation émise.

ou

2/ Je n'accepte que partiellement les conditions définies au cahier des charges et je liste les points de divergences sur une note en annexe (impérativement).

Je confirme avoir opté pour l'une des positions ci-dessus : ☒1 □2 (*cocher la case correspondante*) aux conditions financières figurant à la fiche de tarification figurant en annexe 1.

Fait en un seul original, à **La Chapelle Saint Mesmin** le **10/11/2020**

Le candidat
Signature et cachet de l'entreprise

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2 B - AU DOSSIER D'OFFRE

Degré effectif de solidarité entre les adhérents

Le candidat joindra impérativement :

Sur la base des deux hypothèses d'adhésions (adhésion totale et adhésion partielle**)**, **sous forme de tableau**, le calcul des prévisions de :

- Sur la base des deux hypothèses d'adhésions (adhésion totale et adhésion partielle **selon prévisions établies par le candidat**, **une note (concrétisée par un tableau)** consignant les montants prévisionnels de transfert intergénérationnel égal à la somme des écarts constatés, pour chacun des adhérents d'un âge supérieur à 50 ans, entre les prestations versées et les cotisations correspondantes.

Le principe de solidarité, encouragé par les dispositions du décret du 8 novembre 2011, constitue l'essence d'un contrat collectif de prévoyance. Notre offre en reprend les principes fondamentaux.

SOLIDARITE FACE A LA MALADIE

L'absence de questionnaire médical

Les agents peuvent adhérer à tout moment pendant toute la durée de la convention sans qu'ils soient soumis à un questionnaire médical.

Une adhésion sans délai de carence

L'agent adhérent peut bénéficier des prestations garanties par le contrat dès sa souscription, sans délai de carence. Collecteam indemnise l'agent adhérent dès le 1er jour du passage à demi-traitement en relais des obligations statutaires et conventionnelles.

Des conditions d'adhésion favorables

Les agents peuvent adhérer au contrat sans condition à la date de prise d'effet de celui-ci et pendant toute la durée de la convention, sous réserve de ne pas être en arrêt de travail.

Les agents en arrêt de travail pourront adhérer :

- Immédiatement pour les agents déjà adhérents à la convention de participation Collecteam/Mairie et CCAS de Cavaillon 2014/2020,
- Dès leur reprise effective d'activité pour les agents déjà couverts par un contrat collectif de même nature antérieurement à la date de leur demande d'adhésion.
- Après une reprise effective de leur activité de 30 jours minimum pour les agents en arrêt de travail non couverts précédemment par un contrat de prévoyance.

Les agents embauchés après la date de prise d'effet de la convention de participation disposeront d'un délai de six mois à compter de leur date d'embauche pour adhérer au contrat dans ses conditions.

Les agents en congé parental d'éducation ou placés en disponibilité de droit ou pour convenances personnelles, pourront adhérer dans les six mois suivant le premier jour du mois civil qui suit la reprise de leur activité.

Après la mise en place de la convention de participation, les agents peuvent adhérer **sans questionnaire médical ni majoration tarifaire**, sous réserve qu'ils soient en activité normale de service pendant les 30 jours précédant la date d'adhésion.

Les agents à temps partiel pour raison thérapeutique à la date de prise d'effet du contrat pourront y adhérer sans condition. Toutefois, les garanties s'appliqueront sous réserve que la maladie ou l'accident à l'origine du sinistre soit différent de la maladie ou de l'accident qui est à l'origine de la situation d'incapacité à temps partiel pour raison thérapeutique ou invalidité existant antérieurement à la date d'effet du contrat. Les conséquences de la maladie ou de l'accident en cours à cette date ne seront pas prises en charge au titre du présent contrat.

SOLIDARITE INTERGENERATIONNELLE

Un taux unique quel que soit l'âge

Le taux de cotisation proposé est le même pour tous. Ce taux n'évoluera pas en fonction de l'âge de l'agent adhérent.

Notre offre ne prévoit aucune limite d'âge pour adhérer au régime.

Ces dispositions permettent de n'exclure aucun agent et empêchent toute sélection du risque, consistant à n'assurer que les agents les moins exposés aux risques.

La mutualisation du risque

Un contrat groupe encourage naturellement l'adhésion des agents les plus exposés aux risques, notamment les agents âgés de plus de 50 ans, dont le risque maladie est plus important, souvent exclus des contrats individuels en raison de leur âge ou leur état de santé.

Les études en matière d'absentéisme montrent que cette population est plus exposée au risque de maladie. Nos prévisions de transferts de solidarité intergénérationnelle, reportées ci-dessous, montrent l'écart attendu entre les prestations versées aux agents adhérents de plus de 50 ans et les cotisations correspondantes.

La pérennité d'un contrat de prévoyance réside donc dans la mutualisation du risque. Tout l'enjeu d'un contrat groupe facultatif consiste donc à attirer également les jeunes, peu couverts face à ce risque, mais qui jouent un rôle primordial dans la mutualisation. Une mutualisation réussie permettra de pérenniser l'équilibre du contrat sur toute la durée de la convention.

↘ Adhésion totale

	COMPTE DE RESULTAT SOLIDAIRE / HYPOTHESE 1 (ADHESION TOTALE)						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Cotisations brutes des agents de + de 50 ans	135 414 €	138 122 €	140 884 €	143 702 €	146 576 €	149 508 €	854 206 €
frais de gestion forfaitaire (10%)	13 541 €	13 812 €	14 088 €	14 370 €	14 658 €	14 951 €	85 421 €
cotisations nettes	115 198 €	117 502 €	119 852 €	122 249 €	124 694 €	127 188 €	726 685 €
prestations et provisions des + de 50 ans	149 120 €	148 829 €	154 416 €	161 195 €	160 819 €	165 179 €	939 556 €
transfert de solidarité	33 922 €	31 326 €	34 563 €	38 945 €	36 124 €	37 990 €	212 871 €
	1.29	**1.27**	**1.29**	**1.32**	**1.29**	**1.30**	**1.29**

↘ Adhésion partielle

	COMPTE DE RESULTAT SOLIDAIRE / HYPOTHESE 2 (ADHESION PARTIELLE)						
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Cotisations brutes des agents de + de 50 ans	108 331 €	111 879 €	115 525 €	119 273 €	123 124 €	127 082 €	705 213 €
frais de gestion forfaitaire (10%)	10 833 €	11 188 €	11 553 €	11 927 €	12 312 €	12 708 €	70 521 €
cotisations nettes	92 159 €	95 177 €	98 279 €	101 467 €	104 743 €	108 110 €	599 935 €
prestations et provisions des + de 50 ans	131 405 €	133 434 €	140 720 €	146 128 €	149 126 €	154 576 €	855 388 €
transfert de solidarité	39 246 €	38 257 €	42 441 €	44 661 €	44 382 €	46 466 €	208 987 €
	1.43	**1.40**	**1.43**	**1.44**	**1.42**	**1.43**	**1.43**

Dans le cadre d'un contrat collectif, mais facultatif, les agents les plus exposés aux risques adhéreront proportionnellement plus que les autres, bénéficiant de conditions d'adhésions favorables, inexistantes au sein d'un contrat individuel, lequel prévoit au contraire : questionnaire médical, délai de carence, tarif majoré en fonction des tranches d'âge…

Il est donc primordial de **mettre en place un contrat collectif attractif pour l'ensemble des agents de la collectivité**, notamment à travers la tarification, mais également **grâce à une participation financière de l'employeur significative**.

7 SOLIDARITE EN FONCTION DES REVENUS

Tout agent actif, quels que soient son statut (stagiaire, titulaire, non titulaire…) et sa rémunération a droit aux mêmes garanties et bénéficie du même taux de cotisation. **La cotisation de chacun sera proportionnelle à sa rémunération, ce qui favorise l'adhésion des agents disposant de faibles revenus**.

Un taux exprimé en fonction de la rémunération

Les études montrent que les agents aux revenus les plus élevés (Catégorie A), dans la Fonction Publique Territoriale, sont statistiquement moins absents pour des raisons de santé que les agents aux revenus plus modestes (Catégorie C), notamment en raison de conditions de travail plus pénibles pour ces derniers. Un taux unique permet ainsi un transfert de solidarité entre ces catégories d'emploi.

SOLIDARITE EN FAVEUR DES POPULATIONS LES PLUS FRAGILES

Nous mettons à disposition de nos adhérents les plus exposés aux risques les avantages suivants :

- Une exonération de la totalité de la cotisation pour les personnes bénéficiant de la garantie invalidité et minoration de retraite.
- Une exonération partielle de la cotisation pour les personnes dont la rémunération est minorée en raison de son état de santé (Demi-traitement, Temps Partiel Thérapeutique en ce qui concerne le régime indemnitaire, etc…).
- Une commission ad hoc statuera de l'exonération totale exceptionnelle de la cotisation pour les personnes en situation de précarité financière ou sociale.
- Un maintien à titre d'avance des prestations de demi-traitement à l'épuisement des droits statutaires et dans l'attente de la décision du comité médical.

Un fonds à destination des agents les plus en difficulté, en situation de dépendance, à la suite d'un accident ou d'une maladie. Tout agent adhérent dépendant d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie peut se voir allouer un **capital de 3 400 €**, en plus des garanties de prévoyance souscrites et prévues au cahier des charges afin de permettre une autonomie maximale au regard de sa situation.

Fait en un seul original, à **La Chapelle Saint Mesmin** le **06/11/2020**

Le candidat
Signature et cachet de l'entreprise

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2 C - AU DOSSIER D'OFFRE

Maîtrise financière du dispositif

Le candidat joindra impérativement :

- **Une note** décrivant la politique de développement et les prévisions d'adhésions envisagées sur la durée totale de la convention.

- Pour les 5 premiers exercices comptables de la convention, **les comptes de résultats** prévisionnels des opérations concernées sur la base de 2 hypothèses comparées :
  - L'ensemble de la population éligible adhère au dispositif ;
  - Seuls les agents envisagés selon les prévisions d'adhésion, adhèrent au dispositif.

- **Une projection sur la durée totale de la convention de l'équilibre technique** des opérations concernées, sur la base des hypothèses retenues concernant les évolutions des tarifs prévues dans les offres.

PARAMETRES RETENUS DANS NOS ANALYSES

Taux de cotisation retenus

Le taux de cotisation moyen retenu est de 1,64 %. Il correspond à la souscription de la formule de base et de l'option capital décès / PTIA pour 25 % des agents, de l'option invalidité permanente pour 50 % des agents et de l'option perte de retraite pour 50 % des agents.

Traitement de référence moyen annuel brut

Le traitement de référence retenu dans nos comptes prévisionnels est de 23 560 €, déterminé en fonction des caractéristiques quantitatives et qualitatives communiquées dans votre cahier des charges.

Evolution de la masse salariale

Pour prendre en compte l'évolution moyenne des revalorisations catégorielles, de l'évolution de la valeur du point d'indice, de la variation quantitative des effectifs et du « glissement vieillesse technicité » (GVT), nous appliquons une indexation annuelle moyenne de 2 %.

Taux de taxes appliqués

- **Pour la garantie incapacité** : Application de la TSA à 7 %. Du fait de son caractère « solidaire », le contrat proposé accède à une TSA minorée, notamment au regard des conditions d'adhésion, de l'absence de questionnaire médical, et de délai de carence, et du tarif unique quel que soit l'âge de l'agent.
- **Pour la garantie invalidité** : application de la TSCA à 9 %
- **Pour la garantie décès** : exonération de TSCA.
  Les contrats d'assurance sur la vie et assimilés, y compris les garanties de rentes viagères ne sont pas assujettis à la TSCA.

Définition de la cotisation nette

Il s'agit de l'ensemble des primes versées par le souscripteur au titre de l'exercice considéré, hors chargements du contrat, en contrepartie de l'ensemble des garanties assurées.

Prestations

Les prestations représentent l'ensemble des indemnisations réglées par l'assureur dans le cadre de la mise en œuvre des garanties souscrites :

- Les capitaux versés en cas de décès,
- Les rentes réglées au agent en cas d'invalidité ou à son conjoint et / ou à ses enfants à charge en cas de décès,
- Les indemnités journalières complémentaires en relais des obligations statutaires et / ou conventionnelles.

Provisions techniques

La Loi Evin impose aux assureurs un provisionnement des prestations, afin de répondre à leurs engagements présents et futurs à l'égard des assurés et des bénéficiaires des garanties.

- Provisions mathématiques concernant les capitaux constitutifs des rentes d'éducation et de conjoint. Ces provisions sont calculées à partir des tables TGHO5 et TGF05 (article A 335-1 du Code des Assurances modifié par l'arrêté du 1er août 2006).

- Provisions mathématiques concernant les invalidités et les incapacités de travail en cours. Ces provisions sont calculées sur la base de la prestation versée à l'assuré, de son âge et de son ancienneté dans le risque au moment de l'arrêté des comptes (loi de maintien en incapacité, loi de passage en invalidité et loi de maintien en invalidité).

Le montant des diverses provisions varie à chaque date de clôture au gré des sinistres restant à payer.

Prévisions d'adhésion

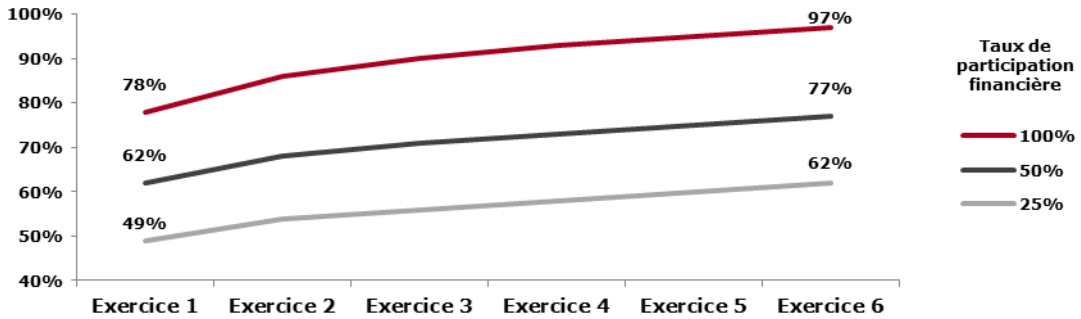
Dans le cadre d'un contrat facultatif, le taux d'adhésion dépend de nombreux facteurs, notamment la participation financière de l'employeur et le contexte local (préexistence d'un contrat groupe ou non).

En raison du caractère facultatif du régime, il convient également **prendre en compte le taux d'anti-sélection du dispositif** – phénomène selon lequel la population la plus à risque adhère en masse et en priorité - ainsi que son impact sur la sinistralité.

Notre prévision de maîtrise financière s'attache à reproduire les fluctuations de sinistralité de faible intensité naturellement observées ainsi que les pics de sinistralité, sans qu'il nous soit possible d'en prédire l'année de survenance ni leur intensité exacte. Toutefois, ces pics de sinistralité sont prévus par l'organisme assureur à grande échelle et absorbés par la mutualisation de l'ensemble de son portefeuille voire le prélèvement sur fonds propres constitués à cet effet en dernier recours.

C'est pourquoi Collecteam s'engage à vous proposer un organisme assureur présentant une solidité financière éprouvée.

L'étude de notre portefeuille et notre expérience montrent que les taux d'adhésion sont favorisés par le financement employeur :



En outre, nous constatons que **la première année est déterminante en matière d'adhésion**. Il est donc nécessaire de combiner une communication active et un financement employeur significatif pour maximiser les taux d'adhésion.

- **Prévisions d'adhésion pour votre collectivité sur la base d'une participation financière de 10 € / mois / agent**

Ainsi, au regard des éléments communiqués dans le cadre de votre cahier des charges, et de votre financement employeur, nous pouvons prévoir les taux d'adhésion suivants :

Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3	Exercice 4	Exercice 5	Exercice 6
65%	67%	69%	71%	73%	75%

COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

Hypothèse selon laquelle l'ensemble de la population éligible adhère au dispositif

Nous attirons votre attention sur le caractère indicatif de cette projection qui intègre l'ensemble de la population éligible.
Nous nous sommes basés sur les statistiques moyennes observées au sein des collectivités locales clientes de Collecteam, ainsi que sur les informations communiquées dans votre cahier des charges.

	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
CREDIT						
Cotisations nettes	**264 973 €**	**270 272 €**	**275 677 €**	**281 191 €**	**286 815 €**	**1 378 928 €**
DEBIT						
Prestations payées	**137 583 €**	**136 729 €**	**138 824 €**	**150 851 €**	**147 727 €**	**711 714 €**
Incapacité	137 583 €	136 729 €	138 824 €	145 515 €	147 727 €	**706 378 €**
Invalidité	- €	- €	- €	5 336 €	- €	**5 336 €**
Décès	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**
						- €
Provisions pour sinistres à payer et non connus au 31/12	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
						- €
Provisions mathématiques	**117 312 €**	**117 570 €**	**124 516 €**	**124 148 €**	**127 057 €**	**610 603 €**
Incapacité	11 529 €	10 819 €	14 234 €	12 806 €	13 312 €	**62 700 €**
Invalidité	91 808 €	93 089 €	95 860 €	97 128 €	98 787 €	**476 672 €**
Décès	13 975 €	13 662 €	14 422 €	14 214 €	14 958 €	**71 231 €**
						- €
Total Débit	**254 895 €**	**254 299 €**	**263 339 €**	**275 000 €**	**274 783 €**	**1 322 317 €**
SOLDE						
	10 077 €	**15 973 €**	**12 338 €**	**6 191 €**	**12 031 €**	**56 611 €**
RAPPORT SINISTRES / COTISATIONS						
	0.96	**0.94**	**0.96**	**0.98**	**0.96**	**0.96**

Hypothèse selon laquelle seuls les agents envisagés selon les prévisions adhèrent au dispositif

Pour cette projection, nous nous sommes basés sur nos estimations de taux d'adhésion présentées précédemment.

	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL
CREDIT						
Cotisations nettes	**172 232 €**	**180 947 €**	**190 103 €**	**199 722 €**	**209 828 €**	**952 833 €**
DEBIT						
Prestations payées	**90 428 €**	**93 639 €**	**98 819 €**	**108 692 €**	**109 620 €**	**501 198 €**
Incapacité	90 428 €	93 639 €	98 819 €	103 355 €	109 620 €	**495 862 €**
Invalidité	- €	- €	- €	5 336 €	- €	**5 336 €**
Décès	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**
						- €
Provisions pour sinistres à payer et non connus au 31/12	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
						- €
Provisions mathématiques	**78 422 €**	**80 819 €**	**88 098 €**	**88 646 €**	**95 717 €**	**431 702 €**
Incapacité	7 994 €	7 768 €	10 367 €	8 806 €	10 469 €	**45 404 €**
Invalidité	61 253 €	63 769 €	67 685 €	69 595 €	74 193 €	**336 493 €**
Décès	9 176 €	9 282 €	10 046 €	10 245 €	11 055 €	**49 805 €**
						- €
Total Débit	**168 850 €**	**174 458 €**	**186 917 €**	**197 338 €**	**205 337 €**	**932 901 €**
SOLDE						
	3 382 €	**6 489 €**	**3 186 €**	**2 384 €**	**4 491 €**	**19 932 €**
RAPPORT SINISTRES / COTISATIONS						
	0.98	**0.96**	**0.98**	**0.99**	**0.98**	**0.98**

Projection sur la durée totale de la convention

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
CREDIT							
Cotisations nettes	**172 232 €**	**180 947 €**	**190 103 €**	**199 722 €**	**209 828 €**	**220 445 €**	**1 173 278 €**
DEBIT							
Prestations payées	**90 428 €**	**93 639 €**	**98 819 €**	**108 692 €**	**109 620 €**	**116 100 €**	**617 299 €**
Incapacité	90 428 €	93 639 €	98 819 €	103 355 €	109 620 €	116 100 €	**611 963 €**
Invalidité	- €	- €	- €	5 336 €	- €	- €	**5 336 €**
Décès	- €	- €	- €	- €	- €	- €	**- €**
Provisions pour sinistres à payer et non connus au 31/12	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
Provisions mathématiques	**78 422 €**	**80 819 €**	**88 098 €**	**88 646 €**	**95 717 €**	**100 622 €**	**532 324 €**
Incapacité	7 994 €	7 768 €	10 367 €	8 806 €	10 469 €	10 743 €	**56 147 €**
Invalidité	61 253 €	63 769 €	67 685 €	69 595 €	74 193 €	78 205 €	**414 699 €**
Décès	9 176 €	9 282 €	10 046 €	10 245 €	11 055 €	11 674 €	**61 478 €**
Total Débit	**168 850 €**	**174 458 €**	**186 917 €**	**197 338 €**	**205 337 €**	**216 722 €**	**1 149 623 €**
SOLDE							
	3 382 €	**6 489 €**	**3 186 €**	**2 384 €**	**4 491 €**	**3 723 €**	**23 655 €**
RAPPORT SINISTRES / COTISATIONS							
	0.98	**0.96**	**0.98**	**0.99**	**0.98**	**0.98**	**0.98**

Fait en un seul original, à **La Chapelle Saint Mesmin** le **06/11/2020**

Le candidat
Signature et cachet de l'entreprise

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2 D - AU DOSSIER D'OFFRE

Moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés.

- Une **note** décrivant les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour assurer **la couverture des plus âgés et des plus exposés aux risques :**
  - Thèmes de sensibilisation spécifiques,
  - Prévention adaptée.

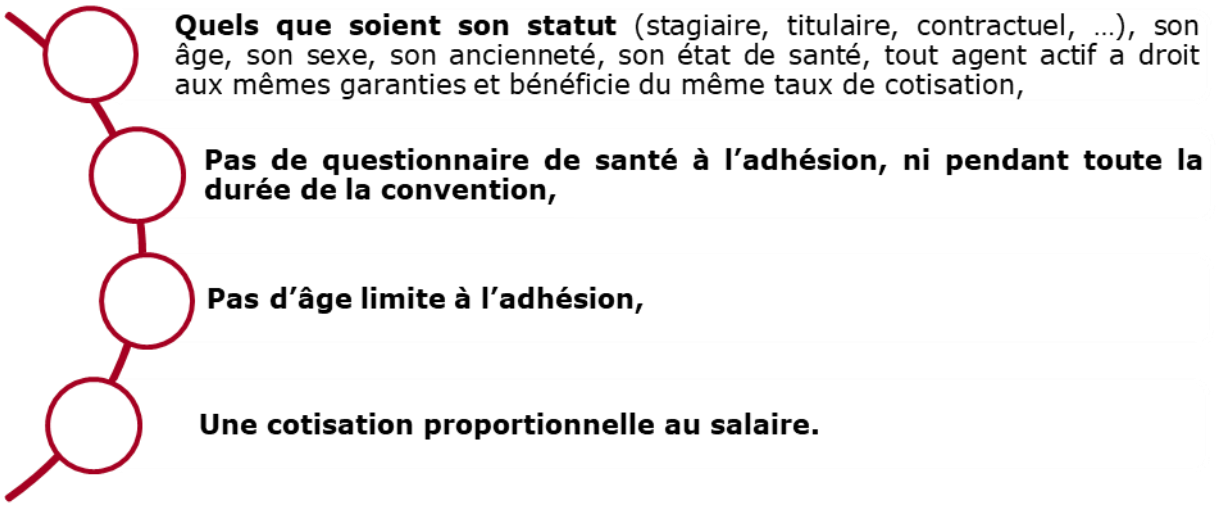
  Important : La note devra être explicite pour cette population en regard des prestations annexes (prévention etc.) sollicitées au titre du mémoire de gestion (annexe 2E)

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 impose que les régimes sociaux complémentaires proposés aux agents de la fonction publique territoriale intègrent des moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques.
C'est pourquoi, nous mettons en œuvre dès l'adhésion des conditions d'admission très souples et non discriminantes, associées à une campagne de communication adaptée à tous les publics, notamment à travers des actions de prévention et un accompagnement fort de nos adhérents, pendant toute la durée de la convention.



DES CONDITIONS D'ADHESION SOUPLES ET NON DISCRIMINANTES

Afin d'assurer une couverture effective des populations les plus exposées aux risques, nous encourageons leur adhésion :



A travers ces différents leviers, notre offre exclut toute discrimination entre les agents.

Ces éléments permettent ainsi aux agents plus âgés, ou en situation de précarité tant en termes de santé que financière, de bénéficier d'une couverture prévoyance à laquelle ils ne pourraient pas avoir accès individuellement

UNE ECOUTE ET UNE INFORMATION PERSONNALISEE

Afin d'assurer le meilleur niveau d'information sur les garanties proposées, nous mettons en place différents canaux de communication en vue de toucher tous les agents et de favoriser au maximum les adhésions, pour assurer une meilleure mutualisation du risque.

Des réunions d'information

A la mise en place du contrat, mais aussi tout le long de la convention de participation, nous organisons des réunions d'information régulières, suivies de permanences, destinées à échanger sur les problématiques individuelles.

C'est pourquoi nous préconisons pour la mise en place de la convention de participation la réalisation d'au moins 10 réunions d'information.

Nous adaptons ces réunions au public rencontré, ainsi **des réunions d'informations spécifiques sont proposées**, notamment en direction des personnels à statut particulier, comme **par exemple, les assistantes familiales**.

Une ligne téléphonique dédiée à vos agents



Dès que la communication auprès de vos agents est initiée, le Centre de relation client met à votre disposition **une ligne téléphonique dédiée**.

Véritable relais de l'équipe commerciale, notre centre de relation client s'engage sur :

- **Une équipe de permanents spécialisés** dans les garanties prévoyance et santé et formée aux spécificités de la Fonction Publique Territoriale,
- **Un numéro qui reste en service pendant toute la durée de la Convention de Participation**,
- Une attente maximale de 2 minutes (un rappel sous 48 h en cas de forte affluence),
- Une expérience forte : **plus de 20 000 appels d'agents territoriaux traités chaque année**.

Nos conseillers sont en liaison permanente avec votre chargé d'affaires et **sont habilités à répondre à toutes les questions** (explications et comparatifs de garanties, simulation de cotisation, accompagnement pour adhérer…). Ils prennent le temps nécessaire à la prise en charge de chaque appel avec pour **seule règle : la satisfaction de vos agents**.

Des permanences sur site

En fonction des métiers, il est parfois difficile de toucher tous les agents lors des réunions d'information. En proposant des permanences sur vos différents sites, nous souhaitons favoriser l'accès de tous au contrat proposé par votre collectivité.
Ces permanences permettent de répondre aux problématiques individuelles de vos agents.

Des campagnes de prévention

Nous éditons régulièrement des documents d'information relatifs à la prévention (lettres d'information, livrets, affiches, etc…) sur des thèmes familiers (TMS, alcool, tabac etc…)

Dans le cadre de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, nous avons développé des outils numériques pour mettre en avant le dispositif prévoyance auprès de vos agents. Nous sommes en capacité de vous proposer des supports vidéo pédagogiques, des visioconférences ou webinaires.

SERVICE DE TELECONSULTATION EN LIGNE

Accédez directement à un médecin 24h/24 et 7j/7 grâce au service de téléconsultation.

Consultation, diagnostic et ordonnance en ligne

Les médecins accompagnent les assurés dans leurs parcours santé. Ils les rassurent, les conseillent, les orientent et si possible peuvent réaliser un diagnostic et délivrer une ordonnance.

La téléconsultation c'est quoi ?

- Un professionnel de santé à votre écoute par chat, audio ou visio.
- Des généralistes et spécialistes basés en France et inscrits à l'ordre des médecins.
- Des spécialités : dentaire, dermatologie, gynéco/grossesse, homéopathie, médecine générale, médecine du sommeil, ophtalmologie, ORL, pédiatrie, psychologie, …
- Une consultation entièrement protégée par le secret médical. Envoi à votre demande d'un rapport complet au médecin traitant.
- Un accès sécurisé au compte-rendu de la consultation et à l'ordonnance.
- La délivrance d'ordonnance avec l'accès à des médicaments remboursables.

Remarque :
Ces médecins ne sont pas habilités à délivrer des certificats médicaux ni des arrêts de travail.



DES ACTIONS DE PREVENTION EN FAVEUR DES PLUS EXPOSES AUX RISQUES

Nos actions sur le terrain sont complétées efficacement par la politique de prévention développée par notre partenaire : **ALLIANZ.**

Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de performance de la collectivité se dégradent (absentéisme, turn-over, problème de santé au travail…) ce qui se traduit par un allongement des délais de congés maladie menant à une augmentation des coûts de prévoyance et santé ainsi qu'à une perturbation du fonctionnement normal de la collectivité.

C'est pourquoi, nous vous proposons trois types d'accompagnement :

ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE DES AGENTS

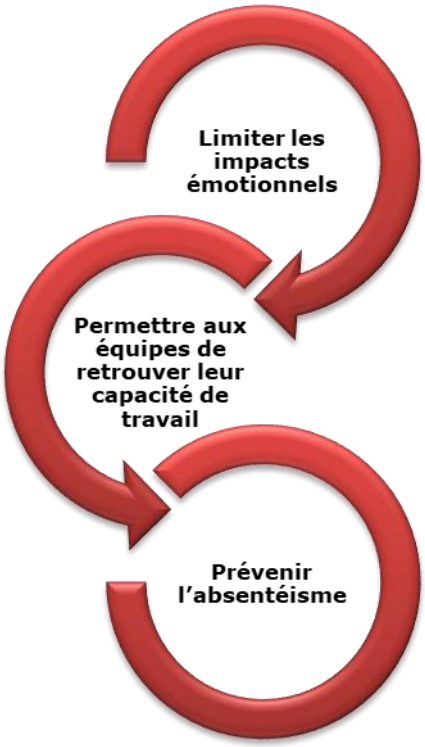
Un individu au cours de sa vie peut avoir besoin d'être écouté et accompagné pour dépasser des situations personnelles ou professionnelles difficiles : nous proposons une plateforme d'accueil d'écoute et de soutien par téléphone (24h/24 et 7j/7) constituée de psychologues à l'écoute des agents (Numéro vert appel gratuit depuis un poste fixe) et des accompagnements en face en face avec des psychologues de proximité de notre réseau.



INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE

Un évènement traumatique (braquage, accident, catastrophe naturelle, décès) peut avoir des répercussions psychologiques sur les agents qui en sont témoins ou victimes, nous accompagnons les managers et leurs équipes dans la gestion de ces situations par un débriefing psychologique individuel ou de groupe.

Les effets recherchés sont :



COACHING DES MANAGERS

Les managers doivent gérer au quotidien des situations relationnelles complexes ou des situations de crise, c'est pourquoi nous les aidons rapidement et de façon confidentielle par téléphone à :



- Prendre de la distance par rapport à l'événement,
- Décrypter la problématique,
- Limiter les impacts émotionnels et permettre aux équipes de retrouver leurs capacités de travail,
- Construire un plan d'action à court terme,
- Prévenir l'absentéisme.

RETOUR A LA SANTE ET A LA VIE ACTIVE

Un agent en arrêt de travail peut avoir besoin d'être soutenu et accompagné pour retrouver un état fonctionnel (psychologique et physique) et réintégrer la vie active dans les meilleures conditions, nous lui proposons, sur la base du volontariat, un service de réadaptation au travers d'un accompagnement :

- Psychosocial,
- Physique,
- Professionnel.

Nous facilitons la reprise d'activité par des actions concertées entre le agent et son milieu professionnel.
Cette prestation fait l'objet d'une tarification spécifique à ajouter au tarif de base.

FORMATIONS

Un management performant repose sur la connaissance de la psychologie humaine et une approche systémique de l'environnement de travail.

Notre gamme de formations vous offre des réponses concrètes aux situations managériales :

- Renforcée par des formations élaborées avec vous et pour vous,
- Complétée par des outils de nouvelle génération de type E-learning.

Quelques exemples de modules de formation :

- Gestion du stress
- Gestion de l'absentéisme
- Risques psychosociaux
- Management
- Accompagnement des seniors



Nous avons conçu des programmes de formation en entreprise pour les agents et managers pour notamment fournir aux responsables d'équipe des outils pratiques et des solutions concrètes dans le but d'améliorer la productivité et de réduire l'absentéisme.

Nos sessions sont axées sur une meilleure pratique managériale permettant d'améliorer le bien-être des agents et l'ambiance de travail.

Cette prestation fait l'objet d'une tarification spécifique à ajouter au tarif de base.

ADPS (Associations De Prévoyance Santé)

Les ADPS sont des associations régionales régies par la loi 1901. Au nombre de 20, elles sont administrées par les assurés santé eux-mêmes.

Créées à l'initiative d'Allianz il y plus de 40 ans, les ADPS regroupent aujourd'hui près d'un million de bénéficiaires de contrats d'assurance complémentaire santé individuelle Allianz.

Elles exercent 3 missions :

- En priorité, elles viennent en aide financièrement à leurs adhérents aux ressources modestes, en difficulté (reste à charge trop important après remboursement des soins par la Sécurité Sociale et par l'assurance santé complémentaire, impossibilité temporaire de régler une partie de leur cotisation d'assurance santé, parfois soins non pris en charge par la Sécurité Sociale...).

- Ensuite elles accompagnent des projets à caractère sanitaire et social, dans leur région en accordant des dons à des associations locales. Ces projets ont pour objectif notamment de faciliter l'accès à des traitements médicaux spécifiques, à aider dans leur quotidien des personnes malades, handicapées, dépendantes et leurs familles.

- Enfin, elles développent l'information et la prévention en matière de santé à travers :
  - **Un journal pour les adhérents santé :** « Echos Santé », qui paraît 3 fois par an,
  - **Un site « Nutrition, Plaisir et Santé »** accessible aux assurés, adhérents ADPS, accessible à travers le site www.allianz.fr,
  - Des **actions ponctuelles de prévention santé.** Par exemple, les ADPS ont adressé un mailing aux assurés santé âgés de plus de 35 ans, pour leur proposer de consulter un cardiologue, la consultation étant prise en charge par Allianz.

Fait en un seul original, à **La Chapelle Saint Mesmin** le **06/11/2020**

Le candidat
Signature et cachet de l'entreprise

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N°2E - AU DOSSIER D'OFFRE

NOTE DE GESTION

Le candidat déclinera impérativement :

Qualité de la gestion administrative et de la communication

ORGANISATION DES LIENS :

- Interlocuteurs dédiés auprès du souscripteur (identité / coordonnées) :
  - Gestion commerciale du contrat :
  - Gestion des prestations/recouvrement :

La réussite de la mise en œuvre du régime prévoyance, synonyme d'un large taux d'adhésion, repose sur une communication adaptée et un rétroplanning efficace.

Seule en capacité de protéger les agents contre le risque de précarisation suite aux accidents de la vie, la prévoyance constitue le pilier fondamental de toute politique sociale. Pourtant, cette dernière reste très souvent insuffisamment valorisée auprès des personnels, donc largement méconnue.

Afin de dynamiser et de renforcer votre action dans ce domaine, Collecteam vous propose un accompagnement complet et permanent dans deux directions : vos équipes RH et vos agents.

Notre objectif commun : maximiser le taux d'adhésion et la mutualisation du risque.

Dans le cadre de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, nous avons développé des outils numériques pour mettre en avant le dispositif prévoyance auprès de vos agents. Nous sommes en capacité de vous proposer des supports vidéo pédagogiques, des visioconférences ou webinaires.

UN ACCOMPAGNEMENT A DESTINATION DES SERVICES RESSOURCES HUMAINES

Une équipe dédiée

Nous accordons une grande importance au fait de proposer à chacun de nos clients une équipe dédiée, compétente et pérenne. Nos échanges sont ainsi facilités par la capitalisation de notre expérience réciproque.

Le suivi commercial

Suivi du dossier, organisation des réunions, interventions sur site, présentations des résultats devant la direction et les partenaires sociaux, etc.



Nom	**Jérôme LABICHE**
Fonction	**Chargé de mission**
Coordonnées	Téléphone : 06 29 35 09 17 Email : jlabiche@Collecteam.fr
Diplôme **Expérience professionnelle**	DESS CAAE Université d'Orléans 26 ans d'expérience en protection sociale complémentaire

Le contact Centre de Relations Clients



Nom	**Rizlaine BOULEGROUNE**
Fonction	**Responsable réception d'appels collectivités**
Coordonnées	Téléphone : 02.36.56.00.02 Email : crc@Collecteam.fr

Le suivi concernant la gestion du contrat

Traitement des cotisations, règlement des prestations, mise en œuvre des prestations complémentaires (contrôle médical, recours contre tiers responsable, statistiques d'absentéisme, etc.)



Nom :	**Julie LANDEROUIN**
Fonction :	**Responsable d'Unité FPT**
Coordonnées :	Téléphone : 02 36 56 00 56 Email : gestion-fpt@Collecteam.fr

Nous nous engageons, pendant toute la durée de la convention de participation, à intervenir dans le cadre de réunions annuelles au sein de la collectivité.

Des formations sur site

Formation sur site de vos équipes à vos couvertures (décryptage des garanties, calcul des prestations, etc.), aux modalités de gestion, à la réglementation concernant le traitement fiscal et social des prestations et des cotisations, ainsi qu'à l'utilisation des outils Internet.

Un guide de gestion détaillé et personnalisé

Création d'un guide de gestion personnalisé et répondant aux spécificités de votre collectivité et comportant les noms et coordonnées de l'équipe de gestion en charge de votre département.

MISE EN PLACE DE LA CONVENTION

Mise en place du régime :

- Détailler les modalités de mise en place (rétroplanning / intervenants / outils de type PowerPoint / présentation des outils informatiques, formation des gestionnaires…) :

Le suivi commercial

Suivi du dossier, organisation des réunions, interventions sur site, présentations des résultats devant la direction et les partenaires sociaux, etc.



Nom	**Jérôme LABICHE**
Fonction	**Chargé de mission**
Coordonnées	Téléphone : 06 29 35 09 17 Email : jlabiche@Collecteam.fr
Diplôme	DESS CAAE Université d'Orléans
Expérience professionnelle	26 ans d'expérience en protection sociale complémentaire

Dans le cadre de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, nous avons développé des outils numériques pour mettre en avant le dispositif prévoyance auprès de vos agents. Nous sommes en capacité de vous proposer des supports vidéo pédagogiques, des visioconférences ou webinaires.

Un retro planning adapté

La priorité dans la mise en place des régimes de protection sociale complémentaire est d'organiser le traitement des affiliations au contrat prévoyance afin que l'ensemble des agents ayant choisi d'adhérer au contrat groupe puisse être couvert au 01/01/2021.



ADHESIONS

- Récupération des fichiers des agents
- Envois dossiers d'affiliation
- Saisie des affiliations

RELATIONS SOCIALES

- Elaboration de la communication personnalisée
- Réunions de présentation
- Envois de courriers aux agents présentant le nouveau régime et les modalités d'adhésion
- Mise à disposition d'un accueil téléphonique pour répondre aux questions des agents (n° dédié)

CONTRAT

- Validation du projet de contrat
- Création des résumés de garanties en attente rédaction définitive du contrat

GESTION

- Mise à disposition d'une équipe dédiée au pilotage de la mise en place de la convention
- Réunion préparatoire avec les services RH
- Validation du Kit d'adhésion
- Elaboration du calendrier de déploiement
- Formation des gestionnaires à l'utilisation de l'extranet

Le levier d'adhésion le plus puissant pour optimiser le taux d'adhésion reste le niveau de financement que votre collectivité sera prête à investir dans cette nouvelle couverture sociale complémentaire.

UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE ET UNE COMMUNICATION A DESTINATION DES AGENTS

Elaboration et envoi du kit d'adhésion

- Courrier d'accompagnement valorisant la mise en place du régime,
- Mise à disposition d'outils pédagogiques destinés à votre intranet : simulateurs de cotisation, foire aux questions, synthèse des garanties, modèle de courrier de résiliation, etc.
- Résumé de garanties simple et clair,
- Bulletin individuel d'adhésion.

Organisation de réunions d'information sur site

- Présentation des garanties,
- Conditions d'adhésion,
- Simulation des cotisations,
- Permanences pour répondre aux problématiques individuelles,
- Accompagnement dans la résiliation de leur contrat individuel.

Mise à disposition d'une ligne téléphonique dédiée aux agents

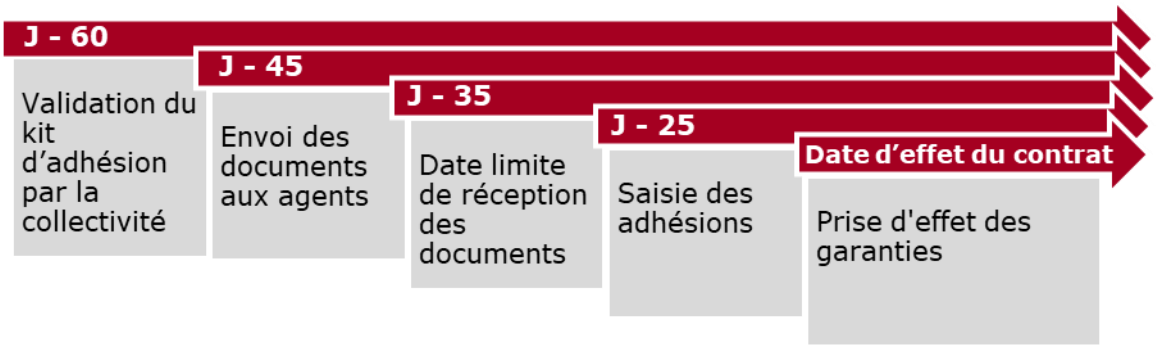
Notre Centre de relation client se chargera de répondre à l'ensemble des questions :

- Simulation / comparaison entre votre contrat collectif et leur contrat individuel,
- Calcul du montant de leur cotisation salariale,
- Explication des garanties par poste,
- Accompagnement dans la résiliation de leur contrat individuel.

Des supports pédagogiques innovants

RETROPLANNING POUR L'ADHESION DES AGENTS

Planning



Procédure d'adhésion

Nous vous proposons plusieurs possibilités pour l'adhésion de vos agents :

Adhésion en ligne

Vos agents reçoivent un lien internet directement sur leur boîte mail avec un bulletin d'adhésion électronique à compléter qui vous est automatiquement transmis après validation de l'agent.
Les délais d'envois et de traitement sont ainsi réduits.
Voici le tuto explicatif :



Adhésion classique par bulletin papier

Vous remettez les bulletins d'adhésion à compléter par vos agents. Une fois renseignés, vous les retournez à notre centre de gestion.

Nous proposons également un accompagnement personnalisé au moment de la mise en place avec une diffusion par nos services de la totalité des documents d'adhésion auprès de votre personnel ainsi qu'un reporting régulier des bulletins réceptionnés.
Cet accompagnement fait l'objet d'une tarification spécifique.

- Le nouveau prestataire prendra-t-il en charge les modalités de résiliation des couvertures existantes des agents (courrier type, frais postaux, etc) :

☒ **OUI** - ☐ **NON**

Si oui préciser les modalités :

Afin de faciliter l'adhésion des agents et ainsi favoriser le taux d'adhésion à la convention de participation à la date de prise d'effet de celle-ci, un exemple de lettre de résiliation des contrats individuels pourra être fourni aux agents dans le cadre des réunions d'information et/ou du kit d'adhésion au régime de prévoyance.

Veuillez trouver en annexe un exemple de lettre de résiliation.

Les conditions de résiliation de la couverture d'assurance individuelle dépendent de la nature juridique du porteur de risques.
Art L113-22 du code assurances *« La durée du contrat et les conditions de résiliation sont fixées par la police. »*
Art L221-10 du Code la Mutualité *« Le membre participant, pour les opérations individuelles, le membre participant ou l'employeur ou la personne morale, pour les opérations collectives à adhésion facultative, la personne morale souscriptrice, pour les opérations collectives à adhésion obligatoire, peut mettre fin à son adhésion ou résilier le contrat collectif tous les ans en envoyant une lettre recommandée à la mutuelle ou à l'union au moins deux mois avant la date d'échéance. »*

Art L932-21-1 du code de la Sécurité Sociale

« Pour les contrats à tacite reconduction relatifs à des opérations individuelles, la date limite d'exercice par le membre participant du droit à dénonciation de l'affiliation ou du contrat doit être rappelée avec chaque avis d'échéance annuelle de cotisation. Lorsque cet avis lui est adressé moins de quinze jours avant cette date, ou lorsqu'il lui est adressé après cette date, le membre participant est informé avec cet avis qu'il dispose d'un délai de vingt jours suivant la date d'envoi de l'avis pour dénoncer la reconduction. Dans ce cas, le délai de dénonciation court à partir de la date figurant sur le cachet de la poste certifiée par un horodatage satisfaisant aux exigences de l'article L. 100 du code des postes et communications électroniques.

Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le membre participant peut, par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique, mettre un terme à l'affiliation ou au contrat, sans pénalités, à tout moment à compter de la date de reconduction. La résiliation prend effet le lendemain de la date figurant sur le cachet de la poste ou de la date d'expédition du recommandé électronique. »

L'assuré peut donc résilier :

- À échéance annuelle, qui peut être soit le 31/12/N ou la date anniversaire de souscription sous réserve du respect d'un préavis, le plus généralement fixé à 2 mois.
- A n'importe quel moment s'il n'a pas reçu l'échéancier annuel

En tout état de cause, la faculté de résiliation d'une couverture individuelle n'est ouverte qu'à l'assuré (sauf cas spécifiques). Le contrat individuel n'étant, par nature, pas souscrit pour le compte de tiers.
Ainsi, le nouvel assureur « prévoyance » n'a pas de légitimité à résilier les couvertures de ses futurs assurés.

En effet, la résiliation par le nouvel assureur (avec preuve de la volonté expresse de l'assuré) n'est possible que dans le cadre d'un dispositif spécifique prévu par les dispositions de la Loi n°2014-344 du 17 mars 2014 dite loi HAMON.
Les contrats concernés sont les contrats d'assurance tacitement reconductibles couvrant les personnes physiques en dehors de leurs activités professionnelles et énumérés limitativement à l'article R113-11 du code des assurances.

- Fourniture de la notice d'information
    - Indiquer le délai de remise à compter de la notification : **15** Jours *(maximum 30jours).*

- Fourniture d'un guide de gestion/utilisation à destination des affiliés (hors notice d'information) :

☒ **OUI** - ☐ **NON**

    - Indiquer le délai de remise à compter de la notification : **8** Jours *(maximum 30 jours).*

Organisation des réunions d'informations :

- Le souscripteur souhaite les réunions de mise en place suivantes :

    - Une réunion de travail sur la mise en place avec le service gestionnaire de chaque membre du groupement sous 10 jours ouvrés après la notification : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

    - L'organisation de 10 réunions de présentation auprès des instances des membres du groupement (les sessions seront organisées sur des créneaux horaires et lieux différents) : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

Préciser OBLIGATOIREMENT les moyens humains durant cette phase :

Nous vous invitons à prendre connaissance des réponses apportées ci-avant.

L'action de votre interlocuteur dédié Monsieur Jérôme LABICHE pourra être complétée par l'intervention des chargés d'affaires de Collecteam.

De plus, nous vous rappelons la mise à disposition d'une ligne téléphonique dédiée aux agents.

Notre Centre de Relation Clients se chargera de répondre à l'ensemble des questions :

- Simulation / comparaison entre votre contrat collectif et leur contrat individuel,
- Calcul du montant de leurs cotisations salariales,
- Explication des garanties par poste,
- Accompagnement dans la résiliation de leur contrat individuel.

Accueil Téléphonique
Du lundi au vendredi de 8h à 18h00
Tél : 02 36 56 00 02 / Fax : 02 36 56 00 01
E-mail : crc@Collecteam.fr

MODALITES DURANT LA CONVENTION :

Processus de gestion (gestion des indemnisations - gestion des affiliations – gestion des précomptes) :

Indemnisation :

Concernant les demandes d'indemnisations, pour les services de chaque membre du groupement, les déclarations seront effectuées par un outil dédié en ligne :

☒ **OUI** - ☐ **NON**

Préciser les modalités de gestion des indemnisations (accès aux différentes informations du dossier de l'agent (date de virement, montant versé, etc…) ; confirmation de prise en charge des pièces ; visualisation de l'ensemble des situations des agents que ce soit en maladie ordinaire, longue maladie, etc ou encore la mesure conservatoire (identité / coordonnées / fréquence) :

UN OUTIL DE GESTION EN LIGNE

Nous vous proposons de bénéficier de notre gestion en ligne CONNECteam, qui a pour but de simplifier et faciliter les démarches administratives de gestion.

En vous connectant sur notre site internet : www.Collecteam.fr, vous accédez à votre espace client en utilisant votre identifiant et votre mot de passe pour un accès totalement sécurisé.

Pour vous accompagner, nous vous invitons à regarder notre tuto explicatif sur la déclaration d'arrêt.



Vous pouvez ainsi :

- **Déclarer vos arrêts en ligne** et ajouter toutes pièces justificatives.
- **Consulter la liste des sinistres déclarés.**
- **Télécharger les bordereaux de règlement.**
- **Contacter nos gestionnaires pour toute question.**
- **Découvrir notre FAQ** qui réunit les questions les plus fréquentes de nos clients sur la prévoyance complémentaire et sur nos modalités de gestion.

Lors de notre première rencontre, un dossier complet comprenant l'ensemble des outils nécessaires à la bonne gestion de vos dossiers vous sera remis.

Vos gestionnaires **bénéficieront d'une large formation** dans vos locaux afin d'assurer une mise œuvre immédiate du traitement des demandes de prestations.

Cotisations :

Concernant la gestion des précomptes sur salaires, pour les services de chaque membre du groupement, un outil dédié en ligne : ☐ **OUI** - ☒ **NON**

Préciser les modalités de gestion des cotisations :

Nous proposons une adhésion simplifiée pour l'agent : seul un bulletin d'adhésion est nécessaire. Aucun bulletin de salaire n'est demandé pour l'adhésion de l'agent, en conséquence, nous ne pouvons vous communiquer un montant forfaitaire pour l'adhésion de l'agent.
Toutefois, nous pouvons vous mettre à disposition le listing des agents adhérents auquel est rattaché le taux de cotisation correspondant à leur choix de garanties.

Affiliation :

Concernant la gestion des affiliations, pour les services de chaque membre du groupement, un outil dédié en ligne : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

Préciser Les modalités de gestion des affiliations :

La collectivité se charge de :

- Remettre à chaque agent le résumé des garanties l'informant des prestations proposées dans le cadre du contrat de prévoyance.
- Faire compléter à chaque agent concerné le bulletin individuel d'adhésion au contrat prévoyance afin qu'il signifie son adhésion et choisisse le cas échéant les options retenues en terme de niveau des garanties.
- Vérifier la conformité des Bulletins Individuels d'Adhésion à l'aide de notre fiche de contrôle
- Vérifier le respect des conditions d'adhésion (ex : l'agent ne doit pas être en situation d'arrêt de travail)
- Adresser chaque mois l'ensemble des nouveaux Bulletins Individuels d'Adhésion complétés et signés par les agents à Collecteam :

Collecteam
Service Adhésions de la Fonction Publique
Territoriale 13 rue Croquechâtaigne
BP 30064
45380 LA CHAPELLE ST MESMIN
Tél : 02 36 56 01 65 - Fax : 02 36 56 00 57
Mail : adhesion-fpt@Collecteam.fr

Un bilan annuel des adhésions sera présenté par Collecteam.

Ce bilan intègre :

- Un état global des adhésions depuis la mise en place du dispositif,
- Une répartition des adhésions par garanties souscrites (Base / Options)

Selon le taux d'adhésion en vigueur, un plan d'action vous est proposé afin de développer le taux d'adhésion au contrat.

Préciser les modalités de gestion :

Gestion internalisée des prestations : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

Si NON préciser (identité / coordonnées du sous-traitant) :

Sans objet.

Le candidat s'engage à régler les prestations dans un délai maximum de (exprimé en jours) (à compter réception dossier complet) :

- Incapacité de travail / invalidité : **5** Jours
- Capitaux décès et garantie obsèques : **10** Jours

Autres modalités de gestion (expertise etc.) :

UNE GESTION DES PRESTATIONS OPTIMISEE ET PERFORMANTE

En matière de protection sociale, les sinistres indemnisés sont de nature très particulière puisqu'ils concernent toujours des personnes confrontées à des situations d'incapacité de travail, d'invalidité ou de décès.

Face à ces situations humaines difficiles, Collecteam s'engage à rembourser **vos prestations en espèces au maximum sous 5 jours**.

Les noms et les coordonnées directes de l'équipe de gestion spécifiquement en charge de votre collectivité figurent dans le guide de gestion qui vous est remis lors de la mise en place.

DELAIS DE TRAITEMENT

- Incapacités temporaires de travail : **5 jours**
- Invalidités dont revalorisation des rentes : **en temps réel**, les règlements étant chainés informatiquement pour 1 an à chaque date anniversaire
- Décès : **5 jours à réception du dossier complet**

UNE GESTION TOTALEMENT DELEGUEE

Fort du poids financier de son actionnaire et de sa spécialisation en prévoyance collective, Collecteam fait l'objet d'une très forte reconnaissance de la part des organismes assureurs qui interviennent dans le domaine de la protection sociale complémentaire (compagnies d'assurance, institutions de prévoyance, mutuelles).

Dans ce cadre, **Collecteam est une des rares sociétés de courtage à bénéficier d'une délégation totale de gestion pour l'ensemble des garanties décès, invalidité et incapacité de travail**.

DES COTISATIONS A TERME ECHU

Les appels de cotisation sont établis à terme échu. Il convient à la collectivité de nous adresser un état récapitulatif des adhésions extrait de son logiciel paie.

DES SOLUTIONS EXCLUSIVES ET INNOVANTES

Collecteam a développé des modalités de gestion exclusives, permettant de réduire les délais de prise en charge des prestations complémentaires et de faciliter vos procédures administratives.

Ces modalités de gestion ont un impact fort sur la satisfaction des agents.

La procédure de recouvrement des indus

La prise en charge des Congés de Longue Maladie et de Longue Durée nécessite un traitement spécifique, dans la mesure où ils interviennent de manière rétroactive et dans le prolongement d'un congé d'une autre nature ayant ouvert le droit au versement d'un demi-traitement.
Il en est de même pour les agents relevant du régime général lorsque rétroactivement le congé de maladie ordinaire est requalifié en congé maladie imputable au service, ou congé de grave maladie.
Le congé précédemment accordé ayant donné lieu à une indemnisation préalable au titre de la prévoyance complémentaire, la requalification donne naissance à un indu.

Ainsi, **nous proposons à l'employeur un protocole spécifique de recouvrement des indus.**
La Collectivité transmet à Collecteam l'avis rendu par le Comité Médical portant placement rétroactif en congé de Longue Maladie ou de Longue Durée et s'engage à rembourser les indus à Collecteam.
Cette procédure comprend également une information claire et précise de l'agent et une régularisation sur sa fiche de paie.

Le recouvrement des dommages financiers

En cas de sinistres importants mettant en cause un tiers responsable, Collecteam vous permet de **récupérer tout ou partie du préjudice financier subi** par votre organisme (maintien de salaire y compris en franchise, charges patronales, etc.) à la suite d'un accident corporel mettant en cause une tierce personne identifiée.

Les sommes ainsi récupérées viennent en déduction des prestations versées au cours de l'exercice, ce qui a pour effet de contribuer à pérenniser les conditions tarifaires de votre contrat.

Le service recours de Collecteam **vous décharge complètement de l'ensemble de ces démarches, souvent longues et complexes.**

Modalités de communication avec les affiliés :

- Accès extranet : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

  Si oui
  - ☒ Accès contenu des garanties et notice d'information ; **L'adhésion de l'agent pourra se faire en ligne.**
  - ☐ Consultations détails des indemnisations ;

- Plateforme téléphonique :
  - ☒ Service interne du prestataire / ☐ service externalisé par le prestataire ;
  - ☐ Appel gratuit / ☒ tarif local ;
  - Amplitude horaire jour ouvrés :

Collecteam
Centre de Gestion Prévoyance
13 rue Croquechâtaigne
BP 30064
45380 LA CHAPELLE SAINT MESMIN
Tél : 02 36 56 00 56 / Fax : 02 36 56 00 57
E-mail : gestion@Collecteam.fr

- Autres (tchat web…) : .

Outils de suivi

Décliner les outils de suivi et de reporting relatifs aux affiliations (*spécimen et note additive peuvent être fournis*).

Mesure périodique des affiliations, campagne de relance etc. :

Un dialogue régulier avec les partenaires sociaux

Toute négociation relative aux régimes de protection sociale complémentaire exige **une véritable concertation avec les partenaires sociaux**.

Plus précisément, le Décret n°2011-1474 vous impose la consultation du comité technique pour le choix de la procédure permettant la participation de la collectivité à la protection sociale de ses agents et dans un second temps lors du choix de l'attributaire de la convention.

Ensuite, le comité technique peut être invité à participer aux réunions de suivi tenues tout au long de la convention. Or, l'expérience montre que la complexité de la matière peut être un obstacle à l'élaboration d'un dialogue constructif.

C'est pourquoi, nous apportons un soin particulier à la réussite de cette étape incontournable en vous assistant dans les relations avec vos partenaires sociaux sur le dossier de la protection sociale complémentaire :

- Mise en place d'un comité de pilotage,
- Préparation et animation des réunions de travail,
- Rédaction de notes de synthèse claires et pédagogiques.

Détailler le compte de résultats et les outils d'analyse de l'absentéisme (*spécimen et note additive peuvent être fournis*).

Afin de vous permettre de suivre très précisément l'évolution de votre contrat sur le plan technique, les comptes de résultats produits seront établis **par exercice de survenance**, c'est-à-dire que sont rattachés à l'exercice considéré les éléments suivants :

- **Cotisations**

Ensemble des primes versées par le souscripteur au titre de l'exercice considéré en contrepartie de l'ensemble des garanties assurées.

- **Prestations**

Ensemble des indemnisations réglées dans le cadre de la mise en œuvre des garanties souscrites comprenant :

- les capitaux versés en cas de décès,
- les rentes réglées au salarié en cas d'invalidité ou à son conjoint et/ou à ses enfants à charge en cas de décès,
- les indemnités journalières complémentaires à celles de la Sécurité Sociale.

- **Provisions pour sinistres à payer (PASP) ou pour sinistres inconnus (PSI)**

- **Prestations dues au titre de l'exercice considéré pour des sinistres :**
  - connus, déclarés et en attente de règlement,
  - inconnus à la date d'arrêté des comptes et estimés par l'assureur en fonction de l'expérience du risque.

- **Provisions mathématiques ou techniques**

Provisions que l'assureur à l'obligation de constituer afin d'être en mesure de faire face à ses engagements futurs à l'égard des assurés et des bénéficiaires des garanties (conjoint, enfants à charges, ayant droits).
Ces provisions sont calculées tête par tête sur la base des sinistres connus et déclarés à la date d'arrêté des comptes et dont le mode de calcul est réglementé.

- **Provisions mathématiques concernant les invalidités et les incapacités de travail en cours.**

Ces provisions sont établies à partir des tables statistiques du BCAC homologuées par l'arrêté du 28 mars 1996 et calculées sur la base de la prestation versée à l'assuré, de son âge et de son ancienneté dans le risque au moment de l'arrêté des comptes (loi de maintien en incapacité, loi de passage en invalidité et loi de maintien en invalidité).

- **Frais de gestion du contrat**

Chargements destinés à couvrir les tâches commerciales, techniques et de gestion liées au contrat.

- **Rapport Sinistres / Primes (S/P)**

Rapport entre les charges du contrat (prestations, provisions) d'une part et les primes nettes de gestion d'autre part.

Ce ratio permet de synthétiser l'économie générale d'un contrat.

Veuillez trouver en annexe un exemple de compte de résultats.

ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE

La protection de vos intérêts vis-à-vis de l'organisme assureur

L'assurance est une matière très technique, encadrée par une réglementation particulièrement dense et complexe qui subit des évolutions constantes et régulières qui ont pour effet de rendre cette matière de moins en moins accessible pour les assurés.

C'est la raison pour laquelle Collecteam **assiste très largement ses clients sur tous les aspects assurantiels des différentes couvertures souscrites** et plus particulièrement dans les domaines suivants :

- La vérification de la conformité de l'ensemble des éléments contractuels par rapport aux termes de votre cahier des charges,
- L'établissement des résultats techniques par régime et le contrôle strict du provisionnement constitué,
- La négociation et la finalisation d'éventuels aménagements souhaités concernant le niveau des garanties, la structure des cotisations, l'évolution des couvertures, etc.

La démarche proposée, **sans surcoût supplémentaire**, couvre les points suivants :

- Information et consultation du Comité Technique.
- Organisation et suivi d'éventuelles réunions.
- Validation des éléments contractuels par rapport au cahier des charges.

Un pilotage personnalisé des régimes

Parce qu'ils sont garants de la bonne protection des agents, les régimes de prévoyance doivent évoluer et prendre en compte les mutations, aussi bien internes qu'externes, auxquelles sont confrontées les collectivités territoriales (démographie des personnels, changement de statut, fusion, évolution de la législation, …).



Il est donc essentiel d'assurer un suivi et une adaptation régulière des contrats en place.

Pour ce faire, Collecteam s'engage à restituer un bilan annuel complet des différentes composantes du contrat, tant auprès des Directions des Ressources Humaines que des Partenaires Sociaux, comprenant notamment :

- **Une analyse précise des adhésions au régime de prévoyance**, pouvant s'accompagner de conseils **en matière d'évolution des couvertures** (typologie des garanties, niveau de garanties, options facultatives, …).
- **La remise de comptes de résultats** permettant d'analyser la sinistralité et l'équilibre du contrat.
- **La vérification systématique des provisions techniques constituées** pour chaque exercice.
- **Une veille juridique** permanente destinée à actualiser et sécuriser vos contrats de prévoyance complémentaire.
- **Des suggestions de prévention** du risque, établies sur la base de nos études et analyses effectuées de façon régulière.
- **La communication d'un bilan global de gestion** permettant de suivre et de vérifier la réalisation de nos objectifs et engagements**.**

- Envoi du compte de résultats détaillé fin mars de chaque année : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

Concernant les statistiques de sinistralité, nous rappelons que la date d'arrêté des comptes de résultats est primordiale pour le calcul des provisions mathématiques. Or, une sortie des comptes au 31/12 de l'exercice en cours, n'est pas possible car tous les sinistres de l'année ne sont pas encore déclarés. Nous rappelons que les sinistres sont déclarés après 90 jours cumulés d'arrêt de travail (période de plein-traitement de l'agent) auquel s'ajoute un délai de déclaration de 90 jours prévu dans le cadre de notre offre.
Ainsi, si nous ne disposons pas d'un recul par rapport aux arrêts de travail en cours, cela aura pour conséquence de maximiser les provisions techniques et dégrader le rapport sinistres/primes.

Nous rappelons que les dispositions de *l'article 4 du décret 90-769 du 30/08/1990 pris pour l'application de l'article 15 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 renforçant les garanties offertes aux personnes assurées contre certains risques (Loi EVIN)*, rappellent que les assureurs doivent présenter leurs comptes avant le 31/08 de l'exercice suivant. Dans ce cadre, les comptes de résultats sont arrêtés au 30/06/N+1 ce qui permet aux assureurs d'appréhender le sort des arrêts en cours au 31/12/N avec 6 mois de recul et réduit le nombre de cas faisant l'objet de provisions techniques.

Cette période est aussi utilisée pour fiabiliser la liste des arrêts en cours.

En conséquence, nous vous conseillons une sortie des comptes au 30 juin de l'année N+1, ceci pour connaître la sinistralité réelle de la Collectivité à partir d'informations vérifiées en amont.

- Déroulement d'une réunion de travail annuelle avec étude qualitative, quantitative et financière du contrat sur une demi-journée avec la direction des membres du groupement + une demi-journée sous forme de permanence à destination des agents sur la même journée (une pour chaque membre du groupement soit 3 jours) :

☒ **OUI** - ☐ **NON**

SERVICES ANNEXES :

Prévention :

Décliner les mesures possibles de maitrise des risques / indiquer les actions envisageables de prévention à destination des affiliés :

Mesures possibles de maitrise des risques : Actions envisageables de prévention :

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Un dialogue régulier avec les partenaires sociaux

Toute négociation relative aux régimes de protection sociale complémentaire exige **une véritable concertation avec les partenaires sociaux**.

Plus précisément, le Décret n°2011-1474 vous impose la consultation du comité technique pour le choix de la procédure permettant la participation de la collectivité à la protection sociale de ses agents et dans un second temps lors du choix de l'attributaire de la convention.

Ensuite, le comité technique peut être invité à participer aux réunions de suivi tenues tout au long de la convention. Or, l'expérience montre que la complexité de la matière peut être un obstacle à l'élaboration d'un dialogue constructif.

C'est pourquoi, nous apportons un soin particulier à la réussite de cette étape incontournable en vous assistant dans les relations avec vos partenaires sociaux sur le dossier de la protection sociale complémentaire :

- Mise en place d'un comité de pilotage,
- Préparation et animation des réunions de travail,
- Rédaction de notes de synthèse claires et pédagogiques.

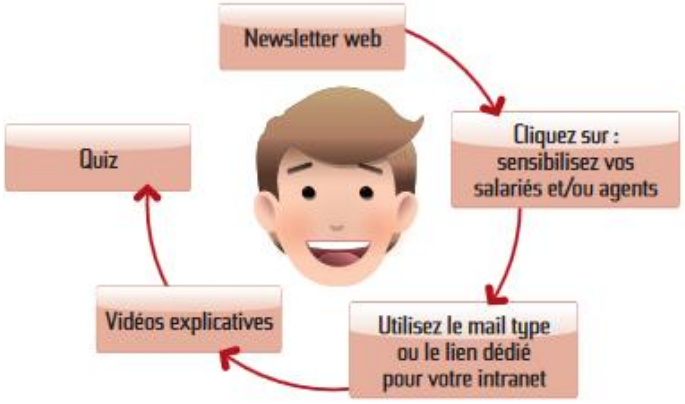
Des outils de prévention

La prévention est un élément indispensable de notre accompagnement.
Nous avons créé un support en format numérique destiné à mieux communiquer sur la prévention. Ce support est biannuel et l'information de sa publication vous est transmise par mail.

Vous pouvez y retrouver des actualités, un volet juridique sur vos obligations employeur liée au sujet abordé ainsi que des astuces pour guider vos agents dans leur quotidien.

Ces supports dématérialisés sont conçus pour faciliter la transmission d'informations.

Ainsi vous pouvez utiliser nos supports pour les mettre à disposition de vos agents si vous le souhaitez, via un intranet ou directement par mail.



Nous menons systématiquement une enquête de satisfaction pour savoir si le dernier numéro vous a intéressé et si vous souhaitez suggérer un sujet qui sera détaillé dans un prochain numéro.

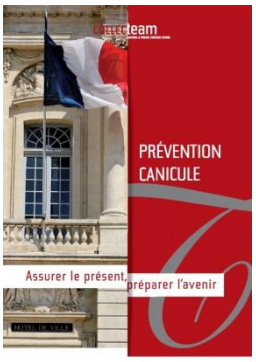
Des campagnes de prévention

Nous éditons régulièrement des documents d'information relatifs à la prévention (lettres d'information, livrets, affiches, etc…) sur des thèmes familiers (TMS, alcool, tabac etc…)









SERVICE DE TELECONSULTATION EN LIGNE

Accédez directement à un médecin 24h/24 et 7j/7 grâce au service de téléconsultation.

Les médecins accompagnent les assurés dans leurs parcours santé. Ils les rassurent, les conseillent, les orientent et si possible peuvent réaliser un diagnostic et délivrer une ordonnance.

Consultation, diagnostic et ordonnance en ligne

La téléconsultation c'est quoi ?

- Un professionnel de santé à votre écoute par chat, audio ou visio.
- Des généralistes et spécialistes basés en France et inscrits à l'ordre des médecins.
- Des spécialités : dentaire, dermatologie, gynéco/grossesse, homéopathie, médecine générale, médecine du sommeil, ophtalmologie, ORL, pédiatrie, psychologie, …
- Une consultation entièrement protégée par le secret médical. Envoi à votre demande d'un rapport complet au médecin traitant.
- Un accès sécurisé au compte-rendu de la consultation et à l'ordonnance.
- La délivrance d'ordonnance avec l'accès à des médicaments remboursables.

Remarque :

Ces médecins ne sont pas habilités à délivrer des certificats médicaux ni des arrêts de travail.



Information juridique et sociale : ☒ **OUI** - ◘ **NON**

Dans l'affirmative indiquez le nom du service ou de la filiale ? : Précisez la compétence des gestionnaires de ces dossiers :



Nom	**Angeline LANCIAUX**
Fonction	**Juriste Droit Public**
Coordonnées	Téléphone : 02 36 56 00 00 Email : alanciaux@Collecteam.fr
Diplôme **Expérience professionnelle**	Master 2 Droit Administrations Publiques et Territoriales (Université d'Orléans) 6 ans d'expérience en protection sociale complémentaire

Collecteam vous propose un accompagnement complet pour piloter et sécuriser votre convention de participation.

- **Le respect du statut des agents de la Fonction Publique Territoriale**

La protection sociale des agents de la Fonction Publique Territoriale s'organise autour de dispositions spécifiques selon leur statut.

Une parfaite connaissance des règles statutaires est alors indispensable afin que le régime de prévoyance soit en adéquation avec les droits de chaque agent.

Collecteam, fort de son expérience, a développé **une offre prévoyance respectant parfaitement les particularités statutaires de l'ensemble des agents employés** par des collectivités ou établissements publics qu'ils soient fonctionnaires affiliés ou non à la CNRACL, agents contractuels de droit public ou de droit privé.

- **Le respect du cadre législatif et réglementaire**

La mise en place et le suivi d'une convention de participation nécessitent, pour tout employeur public, l'analyse et l'imbrication d'un ensemble de textes particulièrement denses.

Par ailleurs, des problématiques d'exécution de la convention de participation liées à cette matière complexe qu'est la prévoyance, exigent une parfaite connaissance des règles qui la régissent.

Ces particularités, relevant à la fois du droit public et du droit privé, **nécessitent une double compétence** que peu d'intervenants maîtrisent dans le domaine des assurances collectives et que possède Collecteam du fait de sa spécialisation dans le secteur public et de sa présence historique sur la marché de la prévoyance collective.

La veille juridique



Par ailleurs, **Collecteam vous propose une veille juridique** permettant de vous informer de toutes modifications législatives ou règlementaires ayant des effets sur la protection sociale de vos agents.

Exemple : *modifications liées aux lois de finances ou de financement de la Sécurité Sociale publiées chaque fin d'année.*

Assistance aux personnes : ☐ **OUI** - ☒ **NON**

Dans l'affirmative indiquez le nom de l'organisme d'assistance ? : Décliner les prestations essentielles accordées 24/24h et 7/7 jours : *(Une documentation descriptive peut être fournie)*

Sans objet, s'agissant de la garantie Prévoyance.

Fonds social : ☒ **OUI** - ☐ **NON**

Dans l'affirmative précisez les conditions permettant la prise en charge d'un dossier ?

Chaque demande sera étudiée et fera l'objet d'une décision en commission sociale.

Fait à **La Chapelle Saint Mesmin** le **10/11/2020**

Cachet / signature et qualité

Mise en place de trois conventions de participation « prévoyance » pour le groupement de commande (Ville de Cavaillon / Centre Communal d'Action Sociale de Cavaillon / Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse) porté par la Ville de Cavaillon.

ANNEXE N° 3 AU DOSSIER D'OFFRE

Titulaire : .....

- ***Prestations sous-traitées***

Nature de la prestation	Montant HT
.....	.....

- ***Sous-traitant***

Raison sociale : .....

Adresse : .....

.....

Code postal bureau distributeur : .....

Téléphone / fax : .....

Courriel : .....

Numéro SIRET : .....

Registre du commerce/ rép.métiers : .....

Code NAF : .....

- ***Compte à créditer***

Titulaire	Etablissement	Agence	Compte	Banque	Guichet	RIB
.....	.....	.....	.....	.....	.....	....

- ***Conditions de paiement : .....***

- ***Autres renseignements***

Ordonnateur :	
Comptable assignataire des paiements :	

- ***Acceptation des sous-traitants (signature)***

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

Le titulaire responsable, A ..... , le .....

Le représentant du pouvoir adjudicateur, A ..... , le .....

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-168-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

2020/ ....

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

N° 2020 – 168

Objet : RESSOURCES HUMAINES – PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE *RISQUE PREVOYANCE* : DETERMINATION DU MONTANT DE PARTICIPATION EMPLOYEUR.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;*

- *Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;*
- *Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*
- *Vu la circulaire N° RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la décision du Président n°2020-52 du 24 septembre 2020 portant approbation de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la conclusion de convention de participation pour le risque « prévoyance » des agents ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du comité technique du 3 décembre 2020 ;*
- *Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire risque prévoyance pour prémunir les agents de la collectivité.*

Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent participer financièrement, à hauteur du montant qu'elles décident au contrat de prévoyance (*incapacité, invalidité, décès*) de leurs agents. C'est un véritable outil d'attractivité et de fidélisation des agents territoriaux.

Cette faculté est prévue par l'article 88-2, II de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui stipule que « *pour l'un ou l'autre ou pour l'ensemble des risques en matière de santé et prévoyance, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ont la faculté de conclure avec un des organismes mentionnés au I, à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire permettant de vérifier que la condition de solidarité prévue à l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée est satisfaite, une convention de participation au titre d'un contrat ou règlement à adhésion individuelle et facultative réservée à leurs agents. Dans ce cas, les collectivités et leurs établissements publics ne peuvent verser d'aide qu'au bénéfice des agents ayant adhéré à ce contrat ou règlement*».

La santé étant un point phare de la politique RH menée depuis 2018, le Président de LMV Agglomération a, dans sa décision n°2020-52, approuvé la constitution d'un groupement de commandes entre LMV, la Ville et le CCAS de Cavaillon, pour la conclusion d'une convention de participation pour le risque "prévoyance" des agents, conformément aux dispositions visées par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence et après avoir recueilli l'avis du Comité Technique, le groupement COLLECTEAM et ALLIANZ Vie a été retenu.

Dans ce cadre, il est proposé de fixer le montant mensuel de la participation versée par la collectivité en fonction des revenus, comme suit :

Assiette de revenus	Montant participation employeur
Traitement brut>2 900€	5 €
2900<traitement brut<2400€	8 €
Traitement brut<2400€	10 €

La participation sera versée directement au prestataire. Elle ne pourra excéder le montant total de la cotisation mensuelle due par l'agent.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le montant de la participation employeur à 5 €, 8 € ou 10 € net par agent selon l'échelle de traitement brut susvisée ;
- INSCRIT au budget 2021 les crédits correspondants ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-169-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

2020/ ....

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 169

Objet : RESSOURCES HUMAINES – PARTENARIAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALISEE ENTRE LE CNFPT DELEGATION PACA, LUBERON MONTS DE VAUCLUSE, LA VILLE ET LE CCAS DE CAVAILLON.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant statut de la fonction publique territoriale ;*

- *Vu la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;*
- *Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du Comité technique du 3 décembre 2020.*

La formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

→ pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie,
→ pour les agents : d'être pleinement acteur de leur formation et de leur évolution professionnelle,
→ pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Dans le cadre de ce partenariat, les actions engagées en union par LMV, la commune et le CCAS de Cavaillon faciliteront :

→ l'accès à la formation d'une majorité d'agents par le rapprochement du lieu de formation sur un même territoire,
→ l'émergence d'une identité partagée,
→ le développement de démarches transversales inter-collectivités.

Au travers de l'élaboration des lignes directrices de gestion, véritable schéma directeur des ressources humaines, quatre axes majeurs sont partagés par LMV, la commune et le CCAS de Cavaillon :

→ Poursuivre et élargir les actions engagées en matière de santé au travail.
→ Profiter de la crise sanitaire pour accélérer la transition managériale.
→ Renforcer l'attractivité des trois collectivités.
→ Initier une logique de deuxième carrière sur le bassin élargi des trois collectivités.

En parallèle, LMV Agglomération s'engage sur trois objectifs spécifiques :

→ Optimiser les emplois et les effectifs en travaillant la logique emploi et Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences.
→ Insuffler une culture gestionnaire en contexte budgétaire contraint.
→ Faire des managers les premiers acteurs et relais de la politique des ressources humaines (RH), en renforçant le partage de la fonction RH.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- AUTORISE Monsieur le Président à signer la convention avec le CNFPT, la commune et le CCAS de Cavaillon ainsi que tous documents s'y rapportant ;

- DEPLOIE ce partenariat de formation professionnelle territorialisée sur la durée du mandat, à compter de 2021 ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-169-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Logo CT

PARTENARIAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALISÉE ENTRE LA DELEGATION PACA DU CNFPT

ET LA COLLECTIVITÉ / L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL (A COMPLETER)

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
Délégation Paca
Chemin de la Planquette
CS 90578
83041 Toulon Cedex 9

Représenté par son délégué régional Monsieur Gérard CHENOZ et ci-après désignée par « le CNFPT », dûment habilité aux fins des présentes,

d'une part,

Et

DESIGNATION DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC
Adresse

Représenté par, XXXXX, dûment habilité aux fins des présentes

d'autre part,

Ci-après conjointement désignés « les parties »

Vu la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 et notamment son article 7 relatif au plan de formation ; (Loi n°84-594 relative à la formation des agents de la FPT) faisant obligation aux collectivités territoriales et aux EPCI d'établir un plan de formation et de l'adresser au CNFPT.
Vu les délibérations n° 2014 – 174 du 05 novembre 2014 et n° 2015 – 104 du 24 juin 2015, du Conseil d'Administration du CNFPT relatives à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière.
Vu la délibération du conseil d'administration n° 2019-009 du 16 janvier 2019 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires,

PROJET

Vu la décision n° 2019/DEC/007 du 05 Février 2019 fixant le niveau de participation financière des employeurs pour certaines formations et interventions du CNFPT.

Il est exposé ce qui suit :

Introduction sous forme de présentation de la collectivité et du contexte qui conduit à mettre en place un partenariat de formation professionnelle territorialisée avec le CNFPT.

Dans ce contexte, la collectivité (nom de la collectivité / établissement public) a souhaité, dans le cadre de la présente convention de partenariat, bénéficier de l'expertise et du savoir-faire du CNFPT.

En effet, la formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie ;

- pour les agents : d'être pleinement acteur de leur formation et de leur évolution professionnelle ;

- pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les modalités de cette relation que la délégation Paca et la collectivité entendent s'engager dans le présent partenariat pour développer la culture de la formation et son bon usage comme levier de la qualité du service public.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir le contenu du partenariat pluriannuel entre le CNFPT et la collectivité dans les domaines de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité et de l'accompagnement de ses projets, dès lors qu'ils ont un lien avec la

PROJET

formation de ses agents.

La délégation Paca et la collectivité conviennent, afin de développer les compétences des agents concernés, de mettre en œuvre des actions de formation à partir des orientations et des objectifs définis par les parties et présentés à l'article 2.

Trois finalités principales sont assignées au présent partenariat :

- favoriser l'exercice du droit à la formation des agents territoriaux ;
- définir des axes de progrès partagés ;
- constituer un outil de communication, permettant de valoriser l'investissement des deux parties.

ARTICLE 2 - LES AXES STRATEGIQUES DU PARTENARIAT

2.1 Les axes stratégiques de développement des compétences de la collectivité / l'établissement public territorial

La collectivité / l'établissement public définit ses axes stratégiques de développement des compétences de ses agents ou dans le cadre de l'accompagnement des politiques publiques qu'elle / il met en œuvre, ainsi qu'il suit :

- (à compléter)
- (à compléter)
- (à compléter)
- (à compléter)
- /…/

2.2 Les orientations de formation du CNFPT

Le CNFPT a défini, dans son projet d'établissement 2016-2021 des ambitions et des orientations nationales de formation :

1. **Accompagner les évolutions propres à l'action publique locale**
   - Accompagner encore mieux les évolutions statutaires des agents territoriaux ;
   - Contribuer à donner du sens à l'action publique ;
   - Accompagner par le développement des compétences des agents territoriaux les projets institutionnels et les projets de territoire ;
   - Former à l'innovation publique locale comme démarche de recherche adaptée aux mutations.

2. **Développer une offre de service public de qualité**
   - Créer une dynamique de formation élargie ;
   - Proposer des contenus de formation toujours plus pertinents ;
   - Développer les usages pédagogiques rendant les stagiaires acteurs de leur formation ;
   - Améliorer le niveau d'accueil des stagiaires.

La délégation Paca a pour mission de mettre en œuvre et d'adapter aux réalités locales l'ensemble de ces orientations.

PROJET

Pour ce faire, le plan d'actions de la délégation Paca du CNFPT a défini les principales orientations suivantes en matière de formation des agents publics locaux :

- Favoriser la gestion dynamique des compétences professionnelles par les employeurs territoriaux ;
- Créer des ressources pour une prise en compte de ces thématiques notamment celles relevant des grandes causes nationales et des grandes mutations de l'action publique ;
- Accompagner les évolutions de compétences professionnelles liées aux projets des collectivités territoriales ;
- Aider les collectivités dans le développement des compétences de leurs agents ;
- Renforcer la territorialisation de l'offre de service ;
- Améliorer le niveau d'accueil des stagiaires ;
- Améliorer le niveau de qualité de la communication ;
- Déployer des démarches favorisant l'innovation publique locale ;
- Se doter de lieux d'accompagnement de l'innovation publique locale : laboratoires d'apprentissage et salles de co-conception d'action publique ;
- Mettre en œuvre une stratégie de développement des usages pédagogiques reposant sur une pédagogie active, interactive et enrichie ;
- Développer des évènements et des ressources en prise avec l'actualité de l'action publique territoriale.

ARTICLE 3 - TRADUCTION DES AXES STRATEGIQUES EN PROJETS, OBJECTIFS ET ACTIONS

Sur la base des axes énoncés à l'article précédent, les parties s'accordent sur la mise en œuvre d'actions, de projets contractualisés et priorisés qui feront l'objet de l'établissement de fiches actions,

Il pourra s'agir **d'actions relevant de l'accompagnement RH des collectivités territoriales comme par exemple :**

- accompagner la collectivité dans sa démarche d'élaboration du plan de formation ;
- favoriser l'accompagnement des collectivités (pour les petites communes, les communes rurales et les intercommunalités) dans une démarche groupée d'élaboration d'un plan de formation mutualisé ;
- accompagner les politiques publiques menées par la collectivité en contribuant au déploiement de formations de perfectionnement à destination des agents conformément au plan de formation adopté par la collectivité.

Il pourra également s'agir d'actions d'accompagnement de projets de la collectivité par la formation.

ARTICLE 4 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

4.1 Définition du programme d'actions

PROJET

La délégation Paca et la collectivité s'accordent chaque année, avant le 31 décembre de l'année N-1, sur le programme des actions mises en œuvre l'année suivante, conformément au modèle joint en **annexe n°1** (fiche des actions programmées).

Ce programme sera décliné au travers de fiches actions reprenant les objectifs communs, le contenu, le public, la programmation annuelle, les modalités d'organisation et de gestion, les indicateurs de résultats ainsi que les éventuels moyens financiers mis en œuvre à cet effet.

Les parties s'engagent à créer les conditions de réussite des actions de formation réalisées en intra.

Dans ce cadre, le CNFPT :

- définira les contenus des formations en lien avec la collectivité ;
- organisera les actions de formation ;
- désignera les intervenants nécessaires ;
- communiquera les programmes à la collectivité ;
- évaluera spécifiquement les formations à visée stratégique ou complexe ;
- fournira aux stagiaires les supports de formation, sous format dématérialisé.

La collectivité :

- s'assurera de la participation d'un nombre suffisant de stagiaires pour garantir la qualité des formations ;
- informera les agents sur l'objectif des formations ;
- assurera l'inscription et la convocation aux actions de formation via la plateforme « IEL »
- organisera les moyens techniques dédiés à la formation (salle de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc…) ;
- communiquera au CNFPT les feuilles d'émargement des formations dispensées **(proposition annexe n°6**) ;
- s'assurera de l'accueil des agents de la collectivité en formation.

4.2 Modalités de financement

Conformément à l'article 8 de la loi du 12 juillet 1984, chaque action définie dans le présent partenariat sera organisée dans le cadre de la cotisation obligatoire de la collectivité, ou avec participation financière de celle-ci en application des modalités financières fixées par le conseil d'administration du CNFPT relatives aux activités payantes en vigueur au moment de sa réalisation (voir **annexe n°2**).

Dans l'hypothèse d'une formation avec participation financière, le CNFPT et la collectivité s'accorderont sur une proposition pour engagement, conformément au modèle joint en **annexe n°4** aux présentes.

De la même manière, les frais de déplacement (transport, hébergement et restauration) seront pris en charge selon les modalités définies par le conseil d'administration du CNFPT pour la période de réalisation de l'action concernée.

PROJET

4.3 Mutualisation des ressources

4.3.1 Les ressources matérielles et humaines

La collectivité et le CNFPT s'accordent à :

- favoriser toutes actions visant à optimiser les ressources que constituent moyens matériels et techniques dans la réalisation des actions de formation ;
- contribuer et participer à un réseau d'échanges au niveau régional, interdépartemental ou départemental des responsables des ressources humaines et responsables de service formation, organisé par le CNFPT.

De manière optionnelle, la collectivité pourra mettre à disposition du CNFPT à titre gracieux, des salles, sous réserve d'une communication en amont des demandes de réservation, à hauteur de X salles par an. Cette mise à disposition sera réalisée sur la base de la fiche placée en annexe 8.

4.3.2 Les ressources formatives

Le CNFPT s'engage à proposer des formations de formateurs à la collectivité afin de l'accompagner dans la structuration d'un réseau de formateurs internes labellisés susceptibles de participer au programme d'actions intra et de devenir intervenants occasionnels auprès du CNFPT.

4.4 - Evaluation des actions

Afin de réaliser chaque année l'évaluation des actions de formation, le comité de suivi tel que défini à l'article 6 des présentes s'appuiera notamment sur les indicateurs suivants :

- nombre de participants ;
- nombre de jours de formation stagiaires réalisés ;
- bilans « à chaud » réalisés par les stagiaires ;
- bilans « a posteriori » ;
- atteinte des objectifs fixés par la collectivité et le CNFPT ;

En outre, de manière optionnelle et à titre expérimental, la collectivité et le CNFPT pourront s'engager dans une évaluation des effets des actions de formation professionnelle découlant du présent partenariat sur la qualité du service public délivré aux usagers. Dans ce cadre, les parties conviendront d'un dispositif spécifique d'évaluation sur la base d'indicateurs et d'objectifs qualitatifs définis conjointement.

L'évaluation des actions de formation menées au cours de l'année précédente permettra le cas échéant d'apporter des ajustements au présent partenariat.

4.5 - Prévention et lutte contre l'absentéisme des stagiaires

PROJET

Afin de favoriser une organisation efficiente des formations objet des présentes, la programmation des actions de formation en intra sur cotisation est conditionnée par la présence moyenne annuelle d'un nombre minimum de 15 stagiaires.

Pour des raisons notamment liées à des aspects pédagogiques et/ou d'effectifs spécifiques à former, les parties pourront convenir ponctuellement d'un autre seuil qui sera fixé préalablement dans le programme d'actions annuel.

4.6 - Responsabilisation de la collectivité en cas d'annulation d'actions de formations en intra sans participation financière

Si l'annulation d'une action de formation en INTRA programme intervient du fait de la collectivité sans motif valable (cas de force majeur), une participation financière sera demandée, conformément aux délibérations du conseil d'administration du CNFPT et selon les modalités suivantes :

- à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date) ;

- à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date) ;

Pour les INTRA hors programme, le montant de participation financière est fixé au terme de l'**annexe 4.**

4.7 - Modalités de facturation des :

- formations avec participation financière :
Dès réception du titre de recettes que lui adressera le CNFPT à l'issue des actions de formations avec participation financière, la collectivité s'acquittera du montant considéré en créditant le compte ouvert par l'Agence comptable du CNFPT auprès de la Recette Générale des Finances de Paris :

Code établissement : 10071
Code guichet : 75000
N° de compte : 00001005162
Clé : 17

Le titre de recettes sera accompagné d'une proposition de décompte (**annexe 5**) précisant le thème, la durée de formation prise en compte et le montant de la facturation.

-des frais d'annulation tardive :
Le titre de recettes sera accompagné d'un état liquidatif (**annexe 7**) précisant les modalités de calcul de la participation financière due par la collectivité en application des dispositions de l'article 4.6 des présentes.

PROJET

Dans le respect des grands principes budgétaires qui incombe aux deux parties, le CNFPT et la collectivité conviennent que la facturation et le titre de recettes y afférent seront émis après service fait, au plus tard au 15 décembre de l'année de la formation.

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à promouvoir, par tout support approprié, en privilégiant le recours aux supports numériques, les actions prévues et mises en œuvre dans le cadre du présent partenariat.

La délégation PACA procède chaque année à la présentation de l'ensemble des partenariats signés auprès des membres de son Conseil régional d'orientation.

Les partenariats et toutes les actions qui en découlent peuvent être déployés dans le plan de communication interne de la délégation et de la collectivité.

ARTICLE 6 - PILOTAGE ET SUIVI DU PARTENARIAT

Un comité de suivi est institué entre la délégation Paca et la collectivité. Il est composé de la façon suivante :

- pour la collectivité :
  (à compléter)
- pour le CNFPT :
  Le directeur de la délégation de PACA ou son représentant,
  le responsable d'antenne ou son représentant
  (à compléter)

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- assurer la mise en œuvre des actions prévues au présent partenariat ;
- définir le programme des actions annuel et rédiger les fiches action ;
- définir les modalités d'évaluation des actions de formation objet des présentes ;
- examiner chaque année le bilan des actions menées ;
- définir d'un commun accord les ajustements à apporter au présent partenariat ;
- régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions.

Il se réunit au minimum une fois par an pour réaliser le bilan quantitatif et qualitatif de l'année écoulée et identifier le programme d'actions de l'année à venir.

La réunion du comité de suivi sera, si nécessaire, précédée de réunions préparatoires destinées notamment à dresser un tableau de bord des actions réalisées, en cours ou en projet, assorti des fiches actions correspondantes.

ARTICLE 7 - DUREE

Le présent partenariat est conclu pour une durée de trois ans et prendra effet à compter de sa signature. Les parties conviennent de se rencontrer six mois avant son échéance, afin

PROJET

d'étudier la possibilité de renouveler le partenariat.

Chacune des parties peut résilier le présent partenariat en le justifiant, en cours d'exécution, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception et après clôture des actions engagées à la date du préavis, et le cas échéant, paiement des participations financières dues au CNFPT.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS / AVENANTS

Les parties peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions du présent partenariat.

Fait à (à compléter)

Le

en 4 exemplaires

Pour le Centre National de la Fonction Publique Territoriale
Délégation PACA

Le délégué régional,

Monsieur Gérard CHENOZ

Pour la collectivité

A compléter

A compléter

PROJET

ANNEXE 1

FICHE DES ACTIONS PROGRAMMEES

Identité de la COLLECTIVITE

Intitulé de la formation	Code spécialité/sous spécialité	Année de programmation	Effectif minimum convenu	Nombre de jours/ groupe	Nombre de groupes	Nombre total de jours

Fait à , le La collectivité	Fait à, le Pour le Président et par délégation, le directeur

PROJET

ANNEXE 2

ACTIONS DE FORMATION AVEC PARTICIPATION FINANCIERE

Tarifs 2019 (effectif à compter de la décision du 5 février 2019)

ACTIONS DE FORMATIONS « INTRA » HORS PROGRAMME

L'intra est une action de formation qui regroupe plusieurs agents d'une même collectivité. L'action de formation INTRA hors programme nécessite un travail de création de toutes pièces (notamment la rédaction d'un cahier des charges) et totalement inédit ou totalement nouveau sans aucun lien avec des actions déjà conçues dans l'ensemble de l'établissement.

Le niveau de la participation financière est fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations en marchés publics.

Catégorie de formation INTRA hors programme	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour par groupe
Niveau 2	600 € par jour par groupe
Niveau 3	800 € par jour par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour par groupe

Actions en « INTRA » d'accompagnement de projets
Hormis les actions relatives à l'élaboration d'un plan de formation

S'ajoute le cas échéant à la participation financière prévue ci-dessus (pour une action de formation INTRA hors programme totalement nouvelle), une participation pour l'appui à la conception et à la mise en œuvre de projets en lien avec la formation

Catégorie d'accompagnements de projets	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée

PROJET

Action de remise à niveau individuelle pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels	
Participation financière de la collectivité au-delà de 20 jours par stagiaires de catégorie C (hors DOM TOM)	50 € par jour et par stagiaire
Participation financière de la collectivité au-delà de 10 jours par stagiaire de catégorie A et B	50 € par jour et par stagiaire

Action de remise à niveau en groupe pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie C, au-delà de 20 jours par stagiaire (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Action de remise à niveau en groupe pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie A et B, au-delà de 10 jours par stagiaire (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Les formations du domaine des langues (hormis les formations à l'anglais professionnel pour les sapeurs-pompiers professionnels, hormis les formations en langues régionales s'il existe une charte prévoyant la formation des agents)	
Par groupe par jour	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marché, ou au coût de l'intervention en régie.
Par stagiaire par jour	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus, divisé par huit.

Actions d'accompagnement individuel (bilan professionnel, accompagnement personnalisé…) Participation financière (hormis la VAE qui ne donne pas lieu à participation financière)	
Accompagnement individuel	100 € par heure et par stagiaire

PROJET

Agents externes à la fonction publique territoriale* Personnes qui ne relèvent pas de la compétence du CNFPT (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Préparation aux concours	80€ par jour et par stagiaire
Formation continue (tous stages)	150 € par jour et par stagiaire
Par groupe	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

*par exemple les services civiques.

Actions de formation du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail et sécurité			
Formation règlementaire des agents territoriaux membres du CHSCT			
	Module 1 (3 jours : 2 jours présentiel et 1 jour distanciel)	Module 2 (2 jours : 1 jour présentiel et 1 jour distanciel)	Modules 1 et 2
INTRA	2 500 € par groupe	1500 € par groupe	3 000 € par groupe
UNION et INTER	180 € par stagiaire	150 € par stagiaire	300 € par stagiaire

Les autres formations du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail	
1 Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité CACES (individuel) **2 Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice**	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au coût TTC facturé par le prestataire retenu sur marché ou au coût de l'intervention en régie (y compris dans ce cas les frais de location de matériel engagés par le CNFPT) divisé par 8
Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité CACES et FIMO (en groupe) (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Actions de formations diplômantes ou conduisant à une certification (hormis pour les formations permettant d'accéder à un titre délivré par le CNFPT)	
Par groupe	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marchés ou au coût de l'intervention en régie
Par stagiaire	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus divisé par 8

Tests et formations préalables à la délivrance du certificat individuel pour l'activité « Utilisation à titre professionnel des produits phytopharmaceutiques » dans les catégories « Applicateur en collectivités territoriales » et « Applicateur opérationnel en collectivités territoriales »		
	TEST (QCM)	Formation (2 jours)
Par personne	60 €	220 €
Par groupe	300 €	1 200 €

Autres formations diverses relevant des activités de l'établissement avec participation financière :		
Catégorie de formation du domaine payant	Participation financière par groupe	Participation financière par stagiaire
Niveau 1	400 € par jour et par groupe	50 € par jour et par stagiaire
Niveau 2	600 € par jour et par groupe	75 € par jour et par stagiaire
Niveau 3	800 € par jour et par groupe	100 € par jour et par stagiaire
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe	125 € par jour et par stagiaire
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe	150 € par jour et par stagiaire

Police municipale	
Formation continue dispensée en cours de carrière (FCO)	125 € /jour/stagiaire

Formation préalable à l'armement

Cas 1 : dispositif national avec localisation des formations dans une école de la Police nationale et une prise en charge de la restauration et de l'hébergement des stagiaires
par le CNFPT en fonction de la durée de la formation
Cas 2 : dispositif régional mis en place pour une ou plusieurs collectivités quand il existe une structure agréée par la Police nationale à proximité de la ou des collectivités. Le
CNFPT prend en charge uniquement la restauration des stagiaires
Cas 3 : dispositif local mis en place pour une collectivité disposant des ressources et moyens nécessaires pour organiser ces formations en intra (2 moniteurs en maniement des armes au moins, un stand de tir aux normes)

	Cas 1	Cas 2	Cas 3
Environnement juridique (tronc commun)	468 € /stagiaire	390 € /stagiaire	126 € / stagiaire
Lanceur de balles de défense	60 € /stagiaire	60 € /stagiaire	
4ème catégorie	1237.50 € / stagiaire	1012.50 € / stagiaire	

PROJET

Pistolet à impulsion électrique	288 € /stagiaire	240 € /stagiaire
Option TONFA	468 € /stagiaire	378 € /stagiaire

Séances d'entraînement

Cas 1 : entraînement pour une commune ne disposant pas de moniteur en maniement des armes
Cas 2 : entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource et ayant un stand de tir avec lequel existe une convention d'utilisation
Cas 3 entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource mais ne disposant pas d'un stand de tir
Cas 4 entraînement pour les communes ne disposant pas d'un moniteur en maniement des armes et lié par convention avec un stand de tir

Cas 1	180 € /stagiaire/séance
Cas 2	10 € /stagiaire/séance
Cas 3	120 € /stagiaire/séance
Cas 4	60 € / stagiaire/séance

PROJET

ANNEXE 3

PROPOSITION POUR ENGAGEMENT
En cas d'annulation, du fait de la collectivité, d'une formation intra programme

Demande (année d'exercice) : Numéro : Code service :	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tel personne à contacter :

Identification de la participation financière de la collectivité en cas d'annulation sans motif valable par la collectivité :
La participation financière sera établie en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations.

- Cas 1 : à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date)
- Cas 2 : à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date)

Intitulés des actions programmées	Dates		CODE ACTION	Cas 1* Montant en Euros	Cas 2* Montant en Euros
	Du	Au			

Fait à La Garde, le

Pour le délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
du CNFPT

Fait à le
Bon pour accord et engagement,

Nom et fonction de l'autorité territoriale

PROJET

ANNEXE 4

PROPOSITION POUR ENGAGEMENT
En cas de réalisation d'interventions hors programma

Demande (année d'exercice) : Numéro : Code service :	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tel personne à contacter :

1 / Formation INTRA HORS PROGRAMME

Le montant de participation est fixé dans la convention, par application de l'un des montants suivants :

Formation INTRA hors programme	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

Intitulé	Dates		CODE ACTION	Nombre de jours	Nombre d'agents	Participation Financière « groupe »	Montant de la Participation financière
	Du	Au					

2 / Actions en INTRA d'accompagnement de projets

Participation pour l'appui à la conception et la mise en œuvre de projets en lien avec la formation

Catégorie d'accompagnement de projets	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée

PROJET

Durée de l'accompagnement en ½ journée	Catégories accompagnement de projet	Dates	CODE ACTION	Nombre d'agents prévus	Montant de la participation financière
	☐ 250 € ☐ 400 € ☐ 600 €				

3 / Montant total de la participation financière de la collectivité

Rubrique	Montant
INTRA HORS PROGRAMME	
Action en INTRA d'accompagnement de projets	
TOTAL	

Fait à La Garde, le

Pour le délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
du CNFPT

Fait à le
Bon pour accord et engagement,

Nom et fonction de l'autorité territoriale

PROJET

ANNEXE 5

DECOMPTE DE LA PARTICIPATION FINANCIERE
DES ACTIONS DE FORMATION

Structure émettrice DELEGATION PACA	Collectivité(s) concernée(s) : Numéro de Siret :

Responsable : Suivi par : Tél : Mail :	N° de la proposition pour engagement : Date d'émission : Type d'organisme payeur :

Code Action	Libellé de l'action	Montant de la participation

Montant global de la participation :

Ce document n'est pas une facture
Il convient d'attendre la réception du titre de recettes pour procéder au paiement

Fait à

Le

Pour le délégué empêché

Laurent BASSO
Directeur de la délégation de PACA

PROJET

ANNEXE 6

Intitulé de l'action de formation :

LISTE D'EMARGEMENT

Collectivité :
Session :
Code action :

Date :

NOM PRENOM	EMARGEMENT	
	MATIN	APRES MIDI

PROJET

ANNEXE 7

ETAT LIQUIDATIF

relatif à l'annulation tardive d'une action de formation à l'initiative de la collectivité

Données de référence :

Nom de la collectivité concernée	
Date de signature du PFPT	
Intitulé de l'action de formation	
Durée de la formation (*en jours*)	

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 2014/174 du 5 novembre 2014 et n° 2015/104 du 24 juin 2015 du Conseil d'Administration du CNFPT relatives à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière.
Vu la délibération du conseil d'administration n° 2019-009 du 16 janvier 2019 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires,
Vu la décision n° 2019/DEC/007 du 05 Février 2019 fixant le niveau de participation financière des employeurs pour certaines formations et interventions du CNFPT
VU le PFPT signé avec la collectivité.

L'action de formation intra, sans participation financière de la collectivité concernée, et dont l'intitulé figure dans les « Données de référence », n'a pu être mise en œuvre en raison de l'annulation par la collectivité.

Cette annulation est intervenue tardivement, à savoir :

- Date prévue du premier jour de formation :
- Date d'annulation par la collectivité :

Cette annulation est donc intervenue _____ jours avant la date du premier jour de la formation, soit moins d'un(e) _____[1] avant la date du premier jour de la formation.
En conséquence il convient d'émettre un titre de recettes à l'encontre de la collectivité concernée du montant prévu à l'article 4.6 du PFPT, conclu avec la collectivité, à savoir : _____[2] €

Pour le Délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur de la délégation de PACA

[1] *Semaine* ou *mois*
[2] *à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date) ;à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date) ;*

PROJET

Annexe 8

CONVENTION SIMPLE DE LOGISTIQUE

N° de la convention	1	5	0	3				

ENTRE d'une part,

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE désigné ci-après par le sigle CNFPT représenté par **Monsieur Laurent BASSO, Directeur de la délégation de PACA.**

Agissant en application des dispositions visées dans le Règlement Général des conventions.

ET d'autre part,

Désignation du co-contractant (ex : ville de…) désigné ci-après par le terme "le cocontractant", représenté par Monsieur **Qualité du représentant (ex : Monsieur le Maire).**

Adresse : xxxxxxxxxxxxxx

Code Postal : xxxxxxxxxxxxxx Ville : xxxxxxxxxxxxxx

Entre les deux parties signataires de la présente convention, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire, **à titre gratuit**, de locaux par le cocontractant au profit de la Délégation Paca du CNFPT pour la réalisation d'actions de formation ou l'organisation de réunions.

La mise à disposition de ces locaux interviendra dans les conditions suivantes :

Dates et objet de la mise à disposition des locaux :

- Préciser l'intitulé de la (des) formation(s) ou de la (des) réunion(s)
- Détailler les dates concernées

Description des locaux mis à disposition :

- Préciser le lieu de la formation
- Détailler les locaux mis à disposition + si besoin les matériels

ARTICLE 2 : ASSURANCES

PROJET

En signant la présente convention, le cocontractant atteste que les locaux mis à disposition sont assurés et répondent à la réglementation sur les établissements recevant du public (ERP). Il s'engage à fournir, le cas échéant, au CNFPT les documents administratifs.

L'ensemble des dommages pouvant résulter de l'utilisation temporaire par le CNFPT des locaux susmentionnés à l'occasion des actions susmentionnées est couvert par un contrat d'assurance souscrit par le CNFPT, comme indiqué dans l'attestation annexée à la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les actions de formation sont animées par des intervenants sélectionnés par le CNFPT et placés sous sa responsabilité.

Les personnels du CNFPT ou les intervenants précités sont amenés à être présents dans les locaux mis à disposition avant le stage ou la réunion pour préparer l'arrivée des participants, ainsi qu'après la clôture dudit stage ou de ladite réunion.

Les personnels du CNFPT ou les intervenants peuvent également être amenés à installer une logistique pédagogique du type rétro-projecteur, écran, paperboard, documentation, etc. Une clé de la salle pourra être demandée pour que la salle soit fermée pendant la formation ou la réunion afin de laisser le matériel pédagogique sur place.

Le cocontractant n'est pas responsable de ces éléments qui devront être désinstallés à l'issue de la session de formation ou de la réunion par les personnels du CNFPT ou par les intervenants.

ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT

Les locaux précités sont mis à la disposition du CNFPT **à titre gratuit**.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

5.1. A l'initiative du CNFPT :

↳ En cas de nécessité de reporter une formation ou une réunion, la Délégation Paca du CNFPT en informera le cocontractant dans les meilleurs délais possibles.

De nouvelles dates seront déterminées par tout moyen d'échange (téléphone, courriel, etc.) entre la Délégation Paca du CNFPT et le cocontractant.

Les nouvelles dates retenues pour la mise à disposition par le cocontractant de ses locaux donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

↳ En cas d'annulation d'une formation ou d'une réunion, la Délégation Paca du CNFPT en informera le cocontractant dans les meilleurs délais possibles par téléphone, puis par tout moyen écrit (courrier, courriel, fax).

5.2. A l'initiative du cocontractant :

PROJET

↳ En cas d'impossibilité fortuite par le cocontractant d'assurer la mise à disposition de ses locaux aux dates et dans les conditions prévues par la présente convention, le cocontractant en informera la Délégation Paca du CNFPT dans les meilleurs délais possibles par téléphone, puis par tout moyen écrit (courrier, courriel, fax).

Si l'action de formation ou la réunion concernée peut être reportée, de nouvelles dates seront déterminées par tout moyen d'échange (téléphone, courriel, etc.) entre la Délégation Paca du CNFPT et le cocontractant.

Les nouvelles dates retenues pour la mise à disposition par le cocontractant de ses locaux donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la (les) période(s) indiquée(s) à l'article 1.

ARTICLE 7 : LITIGES

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif compétent.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Ville, Le Cachet et signature du cocontractant	Fait à La Garde, Le Le Directeur de la délégation de PACA Laurent BASSO

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-169-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Logo CT

PARTENARIAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERRITORIALISÉE ENTRE LA DELEGATION PACA DU CNFPT

ET LA COLLECTIVITÉ / L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL (A COMPLETER)

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
Délégation Paca
Chemin de la Planquette
CS 90578
83041 Toulon Cedex 9

Représenté par son délégué régional Monsieur Gérard CHENOZ et ci-après désignée par « le CNFPT », dûment habilité aux fins des présentes,

d'une part,

Et

DESIGNATION DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC
Adresse

Représenté par, XXXXX, dûment habilité aux fins des présentes

d'autre part,

Ci-après conjointement désignés « les parties »

Vu la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 et notamment son article 7 relatif au plan de formation ; (Loi n°84-594 relative à la formation des agents de la FPT) faisant obligation aux collectivités territoriales et aux EPCI d'établir un plan de formation et de l'adresser au CNFPT.
Vu les délibérations n° 2014 – 174 du 05 novembre 2014 et n° 2015 – 104 du 24 juin 2015, du Conseil d'Administration du CNFPT relatives à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière.
Vu la délibération du conseil d'administration n° 2019-009 du 16 janvier 2019 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires,

PROJET

Vu la décision n° 2019/DEC/007 du 05 Février 2019 fixant le niveau de participation financière des employeurs pour certaines formations et interventions du CNFPT.

Il est exposé ce qui suit :

Introduction sous forme de présentation de la collectivité et du contexte qui conduit à mettre en place un partenariat de formation professionnelle territorialisée avec le CNFPT.

Dans ce contexte, la collectivité (nom de la collectivité / établissement public) a souhaité, dans le cadre de la présente convention de partenariat, bénéficier de l'expertise et du savoir-faire du CNFPT.

En effet, la formation professionnelle tout au long de la vie représente l'un des principaux leviers de la gestion des compétences et constitue l'outil privilégié de la stratégie de développement qualitatif des services publics locaux.

Le dispositif issu de la loi du 19 février 2007 a renforcé les droits individuels et collectifs à la formation des agents territoriaux qui s'exercent selon un jeu de responsabilités croisées entre les agents, les employeurs et le CNFPT.

Ce dispositif implique :

- pour les collectivités : de mettre en place les conditions nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de formation professionnelle tout au long de la vie ;

- pour les agents : d'être pleinement acteur de leur formation et de leur évolution professionnelle ;

- pour le CNFPT : de répondre au mieux aux besoins de formation résultant tant des parcours individuels des agents que des dynamiques collectives impulsées par les collectivités.

Dans ce cadre, l'exercice du droit à la formation, résulte d'une part, d'une relation indispensable entre l'agent territorial et son employeur et d'autre part, relève autant de l'engagement des autorités territoriales que de l'offre de service du CNFPT.

C'est pour définir les modalités de cette relation que la délégation Paca et la collectivité entendent s'engager dans le présent partenariat pour développer la culture de la formation et son bon usage comme levier de la qualité du service public.

Ceci étant exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir le contenu du partenariat pluriannuel entre le CNFPT et la collectivité dans les domaines de la formation des agents territoriaux employés par la collectivité et de l'accompagnement de ses projets, dès lors qu'ils ont un lien avec la

PROJET

formation de ses agents.

La délégation Paca et la collectivité conviennent, afin de développer les compétences des agents concernés, de mettre en œuvre des actions de formation à partir des orientations et des objectifs définis par les parties et présentés à l'article 2.

Trois finalités principales sont assignées au présent partenariat :

- favoriser l'exercice du droit à la formation des agents territoriaux ;
- définir des axes de progrès partagés ;
- constituer un outil de communication, permettant de valoriser l'investissement des deux parties.

ARTICLE 2 - LES AXES STRATEGIQUES DU PARTENARIAT

2.1 Les axes stratégiques de développement des compétences de la collectivité / l'établissement public territorial

La collectivité / l'établissement public définit ses axes stratégiques de développement des compétences de ses agents ou dans le cadre de l'accompagnement des politiques publiques qu'elle / il met en œuvre, ainsi qu'il suit :

- (à compléter)
- (à compléter)
- (à compléter)
- (à compléter)
- /…/

2.2 Les orientations de formation du CNFPT

Le CNFPT a défini, dans son projet d'établissement 2016-2021 des ambitions et des orientations nationales de formation :

1. **Accompagner les évolutions propres à l'action publique locale**
   - Accompagner encore mieux les évolutions statutaires des agents territoriaux ;
   - Contribuer à donner du sens à l'action publique ;
   - Accompagner par le développement des compétences des agents territoriaux les projets institutionnels et les projets de territoire ;
   - Former à l'innovation publique locale comme démarche de recherche adaptée aux mutations.

2. **Développer une offre de service public de qualité**
   - Créer une dynamique de formation élargie ;
   - Proposer des contenus de formation toujours plus pertinents ;
   - Développer les usages pédagogiques rendant les stagiaires acteurs de leur formation ;
   - Améliorer le niveau d'accueil des stagiaires.

La délégation Paca a pour mission de mettre en œuvre et d'adapter aux réalités locales l'ensemble de ces orientations.

PROJET

Pour ce faire, le plan d'actions de la délégation Paca du CNFPT a défini les principales orientations suivantes en matière de formation des agents publics locaux :

- Favoriser la gestion dynamique des compétences professionnelles par les employeurs territoriaux ;
- Créer des ressources pour une prise en compte de ces thématiques notamment celles relevant des grandes causes nationales et des grandes mutations de l'action publique ;
- Accompagner les évolutions de compétences professionnelles liées aux projets des collectivités territoriales ;
- Aider les collectivités dans le développement des compétences de leurs agents ;
- Renforcer la territorialisation de l'offre de service ;
- Améliorer le niveau d'accueil des stagiaires ;
- Améliorer le niveau de qualité de la communication ;
- Déployer des démarches favorisant l'innovation publique locale ;
- Se doter de lieux d'accompagnement de l'innovation publique locale : laboratoires d'apprentissage et salles de co-conception d'action publique ;
- Mettre en œuvre une stratégie de développement des usages pédagogiques reposant sur une pédagogie active, interactive et enrichie ;
- Développer des évènements et des ressources en prise avec l'actualité de l'action publique territoriale.

ARTICLE 3 - TRADUCTION DES AXES STRATEGIQUES EN PROJETS, OBJECTIFS ET ACTIONS

Sur la base des axes énoncés à l'article précédent, les parties s'accordent sur la mise en œuvre d'actions, de projets contractualisés et priorisés qui feront l'objet de l'établissement de fiches actions,

Il pourra s'agir **d'actions relevant de l'accompagnement RH des collectivités territoriales comme par exemple :**

- accompagner la collectivité dans sa démarche d'élaboration du plan de formation ;
- favoriser l'accompagnement des collectivités (pour les petites communes, les communes rurales et les intercommunalités) dans une démarche groupée d'élaboration d'un plan de formation mutualisé ;
- accompagner les politiques publiques menées par la collectivité en contribuant au déploiement de formations de perfectionnement à destination des agents conformément au plan de formation adopté par la collectivité.

Il pourra également s'agir d'actions d'accompagnement de projets de la collectivité par la formation.

ARTICLE 4 - MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS

4.1 Définition du programme d'actions

PROJET

La délégation Paca et la collectivité s'accordent chaque année, avant le 31 décembre de l'année N-1, sur le programme des actions mises en œuvre l'année suivante, conformément au modèle joint en **annexe n°1** (fiche des actions programmées).

Ce programme sera décliné au travers de fiches actions reprenant les objectifs communs, le contenu, le public, la programmation annuelle, les modalités d'organisation et de gestion, les indicateurs de résultats ainsi que les éventuels moyens financiers mis en œuvre à cet effet.

Les parties s'engagent à créer les conditions de réussite des actions de formation réalisées en intra.

Dans ce cadre, le CNFPT :

- définira les contenus des formations en lien avec la collectivité ;
- organisera les actions de formation ;
- désignera les intervenants nécessaires ;
- communiquera les programmes à la collectivité ;
- évaluera spécifiquement les formations à visée stratégique ou complexe ;
- fournira aux stagiaires les supports de formation, sous format dématérialisé.

La collectivité :

- s'assurera de la participation d'un nombre suffisant de stagiaires pour garantir la qualité des formations ;
- informera les agents sur l'objectif des formations ;
- assurera l'inscription et la convocation aux actions de formation via la plateforme « IEL »
- organisera les moyens techniques dédiés à la formation (salle de formation, équipements, matériels informatiques et audiovisuels, etc…) ;
- communiquera au CNFPT les feuilles d'émargement des formations dispensées **(proposition annexe n°6**) ;
- s'assurera de l'accueil des agents de la collectivité en formation.

4.2 Modalités de financement

Conformément à l'article 8 de la loi du 12 juillet 1984, chaque action définie dans le présent partenariat sera organisée dans le cadre de la cotisation obligatoire de la collectivité, ou avec participation financière de celle-ci en application des modalités financières fixées par le conseil d'administration du CNFPT relatives aux activités payantes en vigueur au moment de sa réalisation (voir **annexe n°2**).

Dans l'hypothèse d'une formation avec participation financière, le CNFPT et la collectivité s'accorderont sur une proposition pour engagement, conformément au modèle joint en **annexe n°4** aux présentes.

De la même manière, les frais de déplacement (transport, hébergement et restauration) seront pris en charge selon les modalités définies par le conseil d'administration du CNFPT pour la période de réalisation de l'action concernée.

PROJET

4.3 Mutualisation des ressources

4.3.1 Les ressources matérielles et humaines

La collectivité et le CNFPT s'accordent à :

- favoriser toutes actions visant à optimiser les ressources que constituent moyens matériels et techniques dans la réalisation des actions de formation ;
- contribuer et participer à un réseau d'échanges au niveau régional, interdépartemental ou départemental des responsables des ressources humaines et responsables de service formation, organisé par le CNFPT.

De manière optionnelle, la collectivité pourra mettre à disposition du CNFPT à titre gracieux, des salles, sous réserve d'une communication en amont des demandes de réservation, à hauteur de X salles par an. Cette mise à disposition sera réalisée sur la base de la fiche placée en annexe 8.

4.3.2 Les ressources formatives

Le CNFPT s'engage à proposer des formations de formateurs à la collectivité afin de l'accompagner dans la structuration d'un réseau de formateurs internes labellisés susceptibles de participer au programme d'actions intra et de devenir intervenants occasionnels auprès du CNFPT.

4.4 - Evaluation des actions

Afin de réaliser chaque année l'évaluation des actions de formation, le comité de suivi tel que défini à l'article 6 des présentes s'appuiera notamment sur les indicateurs suivants :

- nombre de participants ;
- nombre de jours de formation stagiaires réalisés ;
- bilans « à chaud » réalisés par les stagiaires ;
- bilans « a posteriori » ;
- atteinte des objectifs fixés par la collectivité et le CNFPT ;

En outre, de manière optionnelle et à titre expérimental, la collectivité et le CNFPT pourront s'engager dans une évaluation des effets des actions de formation professionnelle découlant du présent partenariat sur la qualité du service public délivré aux usagers. Dans ce cadre, les parties conviendront d'un dispositif spécifique d'évaluation sur la base d'indicateurs et d'objectifs qualitatifs définis conjointement.

L'évaluation des actions de formation menées au cours de l'année précédente permettra le cas échéant d'apporter des ajustements au présent partenariat.

4.5 - Prévention et lutte contre l'absentéisme des stagiaires

PROJET

Afin de favoriser une organisation efficiente des formations objet des présentes, la programmation des actions de formation en intra sur cotisation est conditionnée par la présence moyenne annuelle d'un nombre minimum de 15 stagiaires.

Pour des raisons notamment liées à des aspects pédagogiques et/ou d'effectifs spécifiques à former, les parties pourront convenir ponctuellement d'un autre seuil qui sera fixé préalablement dans le programme d'actions annuel.

4.6 - Responsabilisation de la collectivité en cas d'annulation d'actions de formations en intra sans participation financière

Si l'annulation d'une action de formation en INTRA programme intervient du fait de la collectivité sans motif valable (cas de force majeur), une participation financière sera demandée, conformément aux délibérations du conseil d'administration du CNFPT et selon les modalités suivantes :

- à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date) ;

- à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date) ;

Pour les INTRA hors programme, le montant de participation financière est fixé au terme de l'**annexe 4.**

4.7 - Modalités de facturation des :

- formations avec participation financière :
Dès réception du titre de recettes que lui adressera le CNFPT à l'issue des actions de formations avec participation financière, la collectivité s'acquittera du montant considéré en créditant le compte ouvert par l'Agence comptable du CNFPT auprès de la Recette Générale des Finances de Paris :

Code établissement : 10071
Code guichet : 75000
N° de compte : 00001005162
Clé : 17

Le titre de recettes sera accompagné d'une proposition de décompte (**annexe 5**) précisant le thème, la durée de formation prise en compte et le montant de la facturation.

-des frais d'annulation tardive :
Le titre de recettes sera accompagné d'un état liquidatif (**annexe 7**) précisant les modalités de calcul de la participation financière due par la collectivité en application des dispositions de l'article 4.6 des présentes.

PROJET

Dans le respect des grands principes budgétaires qui incombe aux deux parties, le CNFPT et la collectivité conviennent que la facturation et le titre de recettes y afférent seront émis après service fait, au plus tard au 15 décembre de l'année de la formation.

ARTICLE 5 - COMMUNICATION

Les parties s'engagent à promouvoir, par tout support approprié, en privilégiant le recours aux supports numériques, les actions prévues et mises en œuvre dans le cadre du présent partenariat.

La délégation PACA procède chaque année à la présentation de l'ensemble des partenariats signés auprès des membres de son Conseil régional d'orientation.

Les partenariats et toutes les actions qui en découlent peuvent être déployés dans le plan de communication interne de la délégation et de la collectivité.

ARTICLE 6 - PILOTAGE ET SUIVI DU PARTENARIAT

Un comité de suivi est institué entre la délégation Paca et la collectivité. Il est composé de la façon suivante :

- pour la collectivité :
  (à compléter)
- pour le CNFPT :
  Le directeur de la délégation de PACA ou son représentant,
  le responsable d'antenne ou son représentant
  (à compléter)

Les missions du comité de suivi sont les suivantes :

- assurer la mise en œuvre des actions prévues au présent partenariat ;
- définir le programme des actions annuel et rédiger les fiches action ;
- définir les modalités d'évaluation des actions de formation objet des présentes ;
- examiner chaque année le bilan des actions menées ;
- définir d'un commun accord les ajustements à apporter au présent partenariat ;
- régler en concertation les éventuelles difficultés de mise en œuvre des actions.

Il se réunit au minimum une fois par an pour réaliser le bilan quantitatif et qualitatif de l'année écoulée et identifier le programme d'actions de l'année à venir.

La réunion du comité de suivi sera, si nécessaire, précédée de réunions préparatoires destinées notamment à dresser un tableau de bord des actions réalisées, en cours ou en projet, assorti des fiches actions correspondantes.

ARTICLE 7 - DUREE

Le présent partenariat est conclu pour une durée de trois ans et prendra effet à compter de sa signature. Les parties conviennent de se rencontrer six mois avant son échéance, afin

PROJET

d'étudier la possibilité de renouveler le partenariat.

Chacune des parties peut résilier le présent partenariat en le justifiant, en cours d'exécution, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception et après clôture des actions engagées à la date du préavis, et le cas échéant, paiement des participations financières dues au CNFPT.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS / AVENANTS

Les parties peuvent modifier, d'un commun accord et par voie d'avenant, les dispositions du présent partenariat.

Fait à (à compléter)

Le

en 4 exemplaires

Pour le Centre National de la Fonction Publique Territoriale
Délégation PACA

Le délégué régional,

Monsieur Gérard CHENOZ

Pour la collectivité

A compléter

A compléter

PROJET

ANNEXE 1

FICHE DES ACTIONS PROGRAMMEES

Identité de la COLLECTIVITE

Intitulé de la formation	Code spécialité/sous spécialité	Année de programmation	Effectif minimum convenu	Nombre de jours/ groupe	Nombre de groupes	Nombre total de jours

Fait à , le La collectivité	Fait à, le Pour le Président et par délégation, le directeur

PROJET

ANNEXE 2

ACTIONS DE FORMATION AVEC PARTICIPATION FINANCIERE

Tarifs 2019 (effectif à compter de la décision du 5 février 2019)

ACTIONS DE FORMATIONS « INTRA » HORS PROGRAMME

L'intra est une action de formation qui regroupe plusieurs agents d'une même collectivité. L'action de formation INTRA hors programme nécessite un travail de création de toutes pièces (notamment la rédaction d'un cahier des charges) et totalement inédit ou totalement nouveau sans aucun lien avec des actions déjà conçues dans l'ensemble de l'établissement.

Le niveau de la participation financière est fixé en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations en marchés publics.

Catégorie de formation INTRA hors programme	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour par groupe
Niveau 2	600 € par jour par groupe
Niveau 3	800 € par jour par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour par groupe

Actions en « INTRA » d'accompagnement de projets
Hormis les actions relatives à l'élaboration d'un plan de formation

S'ajoute le cas échéant à la participation financière prévue ci-dessus (pour une action de formation INTRA hors programme totalement nouvelle), une participation pour l'appui à la conception et à la mise en œuvre de projets en lien avec la formation

Catégorie d'accompagnements de projets	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée

PROJET

Action de remise à niveau individuelle pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels	
Participation financière de la collectivité au-delà de 20 jours par stagiaires de catégorie C (hors DOM TOM)	50 € par jour et par stagiaire
Participation financière de la collectivité au-delà de 10 jours par stagiaire de catégorie A et B	50 € par jour et par stagiaire

Action de remise à niveau en groupe pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie C, au-delà de 20 jours par stagiaire (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Action de remise à niveau en groupe pouvant être préalables aux préparations aux concours et examens professionnels de catégorie A et B, au-delà de 10 jours par stagiaire (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Les formations du domaine des langues (hormis les formations à l'anglais professionnel pour les sapeurs-pompiers professionnels, hormis les formations en langues régionales s'il existe une charte prévoyant la formation des agents)	
Par groupe par jour	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marché, ou au coût de l'intervention en régie.
Par stagiaire par jour	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus, divisé par huit.

Actions d'accompagnement individuel (bilan professionnel, accompagnement personnalisé…) Participation financière (hormis la VAE qui ne donne pas lieu à participation financière)	
Accompagnement individuel	100 € par heure et par stagiaire

PROJET

Agents externes à la fonction publique territoriale* Personnes qui ne relèvent pas de la compétence du CNFPT (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Préparation aux concours	80€ par jour et par stagiaire
Formation continue (tous stages)	150 € par jour et par stagiaire
Par groupe	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

*par exemple les services civiques.

Actions de formation du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail et sécurité			
Formation règlementaire des agents territoriaux membres du CHSCT			
	Module 1 (3 jours : 2 jours présentiel et 1 jour distanciel)	Module 2 (2 jours : 1 jour présentiel et 1 jour distanciel)	Modules 1 et 2
INTRA	2 500 € par groupe	1500 € par groupe	3 000 € par groupe
UNION et INTER	180 € par stagiaire	150 € par stagiaire	300 € par stagiaire

Les autres formations du domaine de l'hygiène, la sécurité et la santé au travail	
1 Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité CACES (individuel) **2 Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice**	Le tarif appliqué par stagiaire correspond au coût TTC facturé par le prestataire retenu sur marché ou au coût de l'intervention en régie (y compris dans ce cas les frais de location de matériel engagés par le CNFPT) divisé par 8
Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité CACES et FIMO (en groupe) (le niveau de participation financière est fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations)	
Niveau 1	400 € par jour et par groupe
Niveau 2	600 € par jour et par groupe
Niveau 3	800 € par jour et par groupe
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe

Actions de formations diplômantes ou conduisant à une certification (hormis pour les formations permettant d'accéder à un titre délivré par le CNFPT)	
Par groupe	Le tarif appliqué correspond au coût TTC de la prestation achetée par marchés ou au coût de l'intervention en régie
Par stagiaire	Le tarif appliqué correspond au tarif groupe tel que déterminé ci-dessus divisé par 8

Tests et formations préalables à la délivrance du certificat individuel pour l'activité « Utilisation à titre professionnel des produits phytopharmaceutiques » dans les catégories « Applicateur en collectivités territoriales » et « Applicateur opérationnel en collectivités territoriales »		
	TEST (QCM)	Formation (2 jours)
Par personne	60 €	220 €
Par groupe	300 €	1 200 €

Autres formations diverses relevant des activités de l'établissement avec participation financière :		
Catégorie de formation du domaine payant	Participation financière par groupe	Participation financière par stagiaire
Niveau 1	400 € par jour et par groupe	50 € par jour et par stagiaire
Niveau 2	600 € par jour et par groupe	75 € par jour et par stagiaire
Niveau 3	800 € par jour et par groupe	100 € par jour et par stagiaire
Niveau 4	1 000 € par jour et par groupe	125 € par jour et par stagiaire
Niveau 5	1 200 € par jour et par groupe	150 € par jour et par stagiaire

Police municipale	
Formation continue dispensée en cours de carrière (FCO)	125 € /jour/stagiaire

Formation préalable à l'armement

Cas 1 : dispositif national avec localisation des formations dans une école de la Police nationale et une prise en charge de la restauration et de l'hébergement des stagiaires
par le CNFPT en fonction de la durée de la formation
Cas 2 : dispositif régional mis en place pour une ou plusieurs collectivités quand il existe une structure agréée par la Police nationale à proximité de la ou des collectivités. Le
CNFPT prend en charge uniquement la restauration des stagiaires
Cas 3 : dispositif local mis en place pour une collectivité disposant des ressources et moyens nécessaires pour organiser ces formations en intra (2 moniteurs en maniement des armes au moins, un stand de tir aux normes)

	Cas 1	Cas 2	Cas 3
Environnement juridique (tronc commun)	468 € /stagiaire	390 € /stagiaire	126 € / stagiaire
Lanceur de balles de défense	60 € /stagiaire	60 € /stagiaire	
4ème catégorie	1237.50 € / stagiaire	1012.50 € / stagiaire	

PROJET

Pistolet à impulsion électrique	288 € /stagiaire	240 € /stagiaire
Option TONFA	468 € /stagiaire	378 € /stagiaire

Séances d'entraînement

Cas 1 : entraînement pour une commune ne disposant pas de moniteur en maniement des armes
Cas 2 : entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource et ayant un stand de tir avec lequel existe une convention d'utilisation
Cas 3 entraînement pour les communes disposant d'un moniteur en maniement des armes ou mutualisant cette ressource mais ne disposant pas d'un stand de tir
Cas 4 entraînement pour les communes ne disposant pas d'un moniteur en maniement des armes et lié par convention avec un stand de tir

Cas 1	180 € /stagiaire/séance
Cas 2	10 € /stagiaire/séance
Cas 3	120 € /stagiaire/séance
Cas 4	60 € / stagiaire/séance

PROJET

ANNEXE 3

PROPOSITION POUR ENGAGEMENT
En cas d'annulation, du fait de la collectivité, d'une formation intra programme

Demande (année d'exercice) : Numéro : Code service :	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tel personne à contacter :

Identification de la participation financière de la collectivité en cas d'annulation sans motif valable par la collectivité :
La participation financière sera établie en fonction de la complexité du montage de l'action et de la rémunération des intervenants ou du coût d'achat des prestations.

- Cas 1 : à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date)
- Cas 2 : à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date)

Intitulés des actions programmées	Dates		CODE ACTION	Cas 1* Montant en Euros	Cas 2* Montant en Euros
	Du	Au			

Fait à La Garde, le

Pour le délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
du CNFPT

Fait à le
Bon pour accord et engagement,

Nom et fonction de l'autorité territoriale

PROJET

ANNEXE 4

PROPOSITION POUR ENGAGEMENT
En cas de réalisation d'interventions hors programma

Demande (année d'exercice) : Numéro : Code service :	Collectivité(s) concernée(s) : Mail et tel personne à contacter :

1 / Formation INTRA HORS PROGRAMME

Le montant de participation est fixé dans la convention, par application de l'un des montants suivants :

Formation INTRA hors programme	Participation financière
Niveau 1	400 € par jour pour un groupe
Niveau 2	600 € par jour pour un groupe
Niveau 3	800 € par jour pour un groupe
Niveau 4	1 000 € par jour pour un groupe
Niveau 5	1 200 € par jour pour un groupe

Intitulé	Dates		CODE ACTION	Nombre de jours	Nombre d'agents	Participation Financière « groupe »	Montant de la Participation financière
	Du	Au					

2 / Actions en INTRA d'accompagnement de projets

Participation pour l'appui à la conception et la mise en œuvre de projets en lien avec la formation

Catégorie d'accompagnement de projets	Participation financière
Accompagnement	250 € la ½ journée
Accompagnement de haute expertise	400 € la ½ journée
Accompagnement de très haute expertise	600 € la ½ journée

PROJET

Durée de l'accompagnement en ½ journée	Catégories accompagnement de projet	Dates	CODE ACTION	Nombre d'agents prévus	Montant de la participation financière
	☐ 250 € ☐ 400 € ☐ 600 €				

3 / Montant total de la participation financière de la collectivité

Rubrique	Montant
INTRA HORS PROGRAMME	
Action en INTRA d'accompagnement de projets	
TOTAL	

Fait à La Garde, le

Pour le délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur
du CNFPT

Fait à le
Bon pour accord et engagement,

Nom et fonction de l'autorité territoriale

PROJET

ANNEXE 5

DECOMPTE DE LA PARTICIPATION FINANCIERE
DES ACTIONS DE FORMATION

Structure émettrice DELEGATION PACA	Collectivité(s) concernée(s) : Numéro de Siret :

Responsable : Suivi par : Tél : Mail :	N° de la proposition pour engagement : Date d'émission : Type d'organisme payeur :

Code Action	Libellé de l'action	Montant de la participation

Montant global de la participation :

Ce document n'est pas une facture
Il convient d'attendre la réception du titre de recettes pour procéder au paiement

Fait à

Le

Pour le délégué empêché

Laurent BASSO
Directeur de la délégation de PACA

PROJET

ANNEXE 6

Intitulé de l'action de formation :

LISTE D'EMARGEMENT

Collectivité :
Session :
Code action :

Date :

NOM PRENOM	EMARGEMENT	
	MATIN	APRES MIDI

PROJET

ANNEXE 7

ETAT LIQUIDATIF

relatif à l'annulation tardive d'une action de formation à l'initiative de la collectivité

Données de référence :

Nom de la collectivité concernée	
Date de signature du PFPT	
Intitulé de l'action de formation	
Durée de la formation (*en jours*)	

Vu la délibération du Conseil d'administration n° 2014/174 du 5 novembre 2014 et n° 2015/104 du 24 juin 2015 du Conseil d'Administration du CNFPT relatives à l'évolution des activités du CNFPT soumises à participation financière.
Vu la délibération du conseil d'administration n° 2019-009 du 16 janvier 2019 relative à l'abrogation de la facturation pour absentéisme des stagiaires,
Vu la décision n° 2019/DEC/007 du 05 Février 2019 fixant le niveau de participation financière des employeurs pour certaines formations et interventions du CNFPT
VU le PFPT signé avec la collectivité.

L'action de formation intra, sans participation financière de la collectivité concernée, et dont l'intitulé figure dans les « Données de référence », n'a pu être mise en œuvre en raison de l'annulation par la collectivité.

Cette annulation est intervenue tardivement, à savoir :

- Date prévue du premier jour de formation :
- Date d'annulation par la collectivité :

Cette annulation est donc intervenue _____ jours avant la date du premier jour de la formation, soit moins d'un(e) _____[1] avant la date du premier jour de la formation.
En conséquence il convient d'émettre un titre de recettes à l'encontre de la collectivité concernée du montant prévu à l'article 4.6 du PFPT, conclu avec la collectivité, à savoir : _____[2] €

Pour le Délégué empêché
Laurent BASSO
Directeur de la délégation de PACA

[1] *Semaine* ou *mois*
[2] *à hauteur de 50 % du montant fixé dans la convention si l'annulation est connue au plus 1 mois avant la date de la formation (de date à date) ;à hauteur de 100 % du montant fixé par la convention si l'annulation est connue au plus 1 semaine avant la date de la formation (de date à date) ;*

PROJET

Annexe 8

CONVENTION SIMPLE DE LOGISTIQUE

N° de la convention	1	5	0	3				

ENTRE d'une part,

LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE désigné ci-après par le sigle CNFPT représenté par **Monsieur Laurent BASSO, Directeur de la délégation de PACA.**

Agissant en application des dispositions visées dans le Règlement Général des conventions.

ET d'autre part,

Désignation du co-contractant (ex : ville de…) désigné ci-après par le terme "le cocontractant", représenté par Monsieur **Qualité du représentant (ex : Monsieur le Maire).**

Adresse : xxxxxxxxxxxxxx

Code Postal : xxxxxxxxxxxxxx Ville : xxxxxxxxxxxxxx

Entre les deux parties signataires de la présente convention, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire, **à titre gratuit**, de locaux par le cocontractant au profit de la Délégation Paca du CNFPT pour la réalisation d'actions de formation ou l'organisation de réunions.

La mise à disposition de ces locaux interviendra dans les conditions suivantes :

Dates et objet de la mise à disposition des locaux :

- Préciser l'intitulé de la (des) formation(s) ou de la (des) réunion(s)
- Détailler les dates concernées

Description des locaux mis à disposition :

- Préciser le lieu de la formation
- Détailler les locaux mis à disposition + si besoin les matériels

ARTICLE 2 : ASSURANCES

PROJET

En signant la présente convention, le cocontractant atteste que les locaux mis à disposition sont assurés et répondent à la réglementation sur les établissements recevant du public (ERP). Il s'engage à fournir, le cas échéant, au CNFPT les documents administratifs.

L'ensemble des dommages pouvant résulter de l'utilisation temporaire par le CNFPT des locaux susmentionnés à l'occasion des actions susmentionnées est couvert par un contrat d'assurance souscrit par le CNFPT, comme indiqué dans l'attestation annexée à la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les actions de formation sont animées par des intervenants sélectionnés par le CNFPT et placés sous sa responsabilité.

Les personnels du CNFPT ou les intervenants précités sont amenés à être présents dans les locaux mis à disposition avant le stage ou la réunion pour préparer l'arrivée des participants, ainsi qu'après la clôture dudit stage ou de ladite réunion.

Les personnels du CNFPT ou les intervenants peuvent également être amenés à installer une logistique pédagogique du type rétro-projecteur, écran, paperboard, documentation, etc. Une clé de la salle pourra être demandée pour que la salle soit fermée pendant la formation ou la réunion afin de laisser le matériel pédagogique sur place.

Le cocontractant n'est pas responsable de ces éléments qui devront être désinstallés à l'issue de la session de formation ou de la réunion par les personnels du CNFPT ou par les intervenants.

ARTICLE 4 : MODALITES DE PAIEMENT

Les locaux précités sont mis à la disposition du CNFPT **à titre gratuit**.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

5.1. A l'initiative du CNFPT :

↳ En cas de nécessité de reporter une formation ou une réunion, la Délégation Paca du CNFPT en informera le cocontractant dans les meilleurs délais possibles.

De nouvelles dates seront déterminées par tout moyen d'échange (téléphone, courriel, etc.) entre la Délégation Paca du CNFPT et le cocontractant.

Les nouvelles dates retenues pour la mise à disposition par le cocontractant de ses locaux donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

↳ En cas d'annulation d'une formation ou d'une réunion, la Délégation Paca du CNFPT en informera le cocontractant dans les meilleurs délais possibles par téléphone, puis par tout moyen écrit (courrier, courriel, fax).

5.2. A l'initiative du cocontractant :

PROJET

↳ En cas d'impossibilité fortuite par le cocontractant d'assurer la mise à disposition de ses locaux aux dates et dans les conditions prévues par la présente convention, le cocontractant en informera la Délégation Paca du CNFPT dans les meilleurs délais possibles par téléphone, puis par tout moyen écrit (courrier, courriel, fax).

Si l'action de formation ou la réunion concernée peut être reportée, de nouvelles dates seront déterminées par tout moyen d'échange (téléphone, courriel, etc.) entre la Délégation Paca du CNFPT et le cocontractant.

Les nouvelles dates retenues pour la mise à disposition par le cocontractant de ses locaux donneront lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la (les) période(s) indiquée(s) à l'article 1.

ARTICLE 7 : LITIGES

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif compétent.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Ville, Le Cachet et signature du cocontractant	Fait à La Garde, Le Le Directeur de la délégation de PACA Laurent BASSO

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-170-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 170

Objet : RESSOURCES HUMAINES – DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS – FONDS SOCIAL EUROPEEN 2014-2020.

- *Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu le règlement UE 460/2020 lancé par L'Union Européenne le 13 mars 2020, modifiant le règlement initial du CRII (Coronavirus response investment initiative) et entré en vigueur le 24 avril 2020 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'appel à projets lancé dans le cadre du Programme Opérationnel du Fonds Social Européen pour participer à la prise en charge général de l'achat de matériel de protection lié à la crise sanitaire ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Dans le cadre de la crise sanitaire et confrontée aux besoins d'équipement de protections individuelles et collectives, Luberon Monts de Vaucluse s'est très largement mobilisée pour protéger agents et usagers en vue d'assurer la continuité des services publics qualifiés d'essentiels par le législateur.

Consciente des enjeux, notamment financiers pour les collectivités territoriales et les acteurs locaux, la Commission Européenne a établi une série de mesures pouvant être mobilisées afin de contribuer à la gestion de la crise sanitaire.

Un appel à projets a donc été lancé dans le cadre de l'axe 3 du FSE « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » qui vise à soutenir la mise en œuvre de mesures de lutte et de protection contre l'épidémie et ainsi compenser l'impact social.

Luberon Monts de Vaucluse a donc décidé de candidater à cet appel à projets pour soutenir les acquisitions effectuées et à venir dans le cadre de la gestion de cette crise sanitaire.

Le dispositif précise que seuls les projets représentant 60 000 euros de dépenses par tranche de 12 mois sont éligibles, étant précisé que le FSE intervient à hauteur de 50 % maximum des frais éligibles.

Les dépenses éligibles sont rétroactives et peuvent être prises en compte dès leur engagement à compter du 01.02.2020. La date de fin des actions est fixée au 31/12/2021.

Pour cet appel à projets, la participation minimum du FSE est fixée à 30 000 euros par année civile.

Le plan de financement pour l'achat et l'acquisition de matériels divers se décompose ainsi comme suit :

Année 2020	90 000 €
Année 2021	90 000 €
TOTAL 2020 / 2021	180 000 €

Financement Année 2020	Autofinancement LMV 50 % : 45 000 €	Financement FSE 50 % : 45 000 €
Financement Année 2021	Autofinancement LMV 50 % : 45 000 €	Financement FSE 50 % : 45 000 €
TOTAL 2020 / 2021	Autofinancement LMV 50 % : 90 000 €	Financement FSE 50 % : 90 000 €

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- **APPROUVE** le dépôt du dossier suite à l'appel à projet lancé par le FSE et son plan de financement ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-171-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 171

Objet : PISCINES – MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA PISCINE ALPHONSE ROUDIERE.

- *Vu le Code général des collectivités territoriales ;*
- *Vu le Code du Sport ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*

- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019/147 en date du 26 septembre 2019 portant approbation du règlement intérieur de la piscine Alphonse Roudière ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Conformément à l'article A.332-6 du Code du Sport, Luberon Monts de Vaucluse a adopté par délibération du conseil communautaire n°2019/147 en date du 26 septembre 2019, le règlement de la piscine intercommunale Alphonse Roudière.

Pour rappel, le règlement intérieur détermine, pour l'ensemble des usagers, les conditions d'accès et d'utilisation de la piscine communautaire gérée par LMV, tant pour le public, les visiteurs, les accompagnateurs que pour les établissements scolaires, les associations sportives, et autres groupes ou associations.

Il s'applique également pour les animations, compétitions et manifestations susceptibles d'être organisées à la piscine.

Compte-tenu du retour d'expériences lié à son application, il est apparu nécessaire d'apporter certaines précisions et modifications.
Ces dernières concernent d'une part, l'application du règlement dans le temps, et d'autre part, l'accueil des mineurs non accompagnés.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE le règlement intérieur de la piscine Alphonse Roudière, ci-annexé, qui en fixe les conditions d'accès et d'utilisation ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-171-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
PISCINES

ANNEXE N°2

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA PISCINE ALPHONSE ROUDIERE

PROJET

RÈGLEMENT INTERIEUR

Par délibération du conseil communautaire n°2019/147 en date du 26 septembre 2019 et conformément à l'article A332-6 du Code du sport, Luberon Monts de Vaucluse a adopté le règlement intérieur de la piscine intercommunale Alphonse Roudière. Celui-ci détermine, pour l'ensemble des usagers, les conditions d'accès et d'utilisation de la piscine Alphonse Roudière exploitée par LMV, tant pour le public, les visiteurs, les accompagnateurs que pour les établissements scolaires, les associations sportives, et autres groupes ou associations.
Il s'applique également pour les animations, compétitions et manifestations susceptibles d'être organisées à la piscine.

Par délibération n°2020/XXX en date du 10 décembre 2020, une précision est apportée quant à son application. Les dispositions ci-dessous s'entendent en période normale. En cas de circonstances exceptionnelles, quelle qu'en soit la cause, le présent règlement pourra être complété ou suppléé par tout autre protocole imposé par la législation et / ou la gestion liée(s) aux circonstances exceptionnelles.

➢ ARTICLE 1 : Dispositions générales

1.1 Portée du règlement intérieur :

Le fait d'avoir acquitté un droit d'entrée ou d'être admis à quelque titre que ce soit, vaut acceptation du présent règlement.

L'ensemble du personnel de l'établissement est habilité à faire respecter les règles et les interdictions en vigueur dans le présent règlement.

La non observation du règlement ou le refus de suivre les consignes et injonctions données par le personnel de l'établissement peut entraîner une sanction allant jusqu'à l'exclusion de l'établissement et l'engagement de la responsabilité du contrevenant.

1.2 Droit d'entrée et tarification :

Toute personne souhaitant utiliser l'établissement aux heures d'accès du public doit s'acquitter d'un droit d'entrée.

Les tarifs et conditions sont fixés par délibération du conseil communautaire et ouvrent droit à l'occupation et l'utilisation des lieux conformément à l'objet et aux activités envisagés.
La tarification de l'équipement fait l'objet d'un affichage public. Il est fonction de chaque type d'usager (carte, abonnement, adhésion à une association, ...).

Le personnel est habilité à demander tous justificatifs donnant droit à des conditions d'accès particulières (réduction tarifaire, enfants mineurs, adhérents associations, etc.).

La F.M.I. (Fréquentation Maximale Instantanée) est de :
250 usagers en TYPE X 4ème catégorie

PROJET

En cas de forte affluence ou pour toute autre raison de sécurité, la direction se réserve le droit de limiter les entrées en fonction de la FMI ou de la spécificité de certaines activités (bébé nageurs, manifestation spécifique, etc.).

En cas d'évacuation de l'établissement pour incidents techniques, il ne sera procédé à aucun remboursement du droit d'entrée.

1.3 Horaires d'ouverture au public :

L'amplitude horaire maximale d'ouverture au public (hors scolaires et associations) est la suivante (horaires de sortie de l'eau) :
Du lundi au samedi : 8h-21h
Le dimanche : 9h-13h

Les horaires d'ouverture et de fermeture font l'objet d'un affichage public.

L'Agglomération se réserve le droit de modifier les horaires d'ouverture au public ainsi que les créneaux réservés aux groupes et associations, en fonction :

- De l'organisation des manifestations ou de formations professionnelles,
- D'une fermeture technique,
- De conditions de sécurité insuffisantes,
- De la mise en œuvre d'une mission de service public identifiée comme prioritaire (Plan Vigipirate).

La caisse ferme 45 minutes avant la fermeture au public.

L'évacuation des bassins est programmée, selon l'affluence, entre 15 et 20 minutes, avant la fermeture de l'établissement. Les usagers disposent de 15 minutes après la fermeture des bassins pour sortir de l'établissement.

1.4 Conditions d'accès :

Le passage par les tripodes d'entrée est obligatoire.

Pour chaque type d'usager, les conditions d'accès sont définies dans le présent règlement :

- Les enfants de moins de 14 ans n'auront accès aux bassins qu'accompagnés d'un adulte (personne de plus de 18 ans) sachant nager et en tenue de bain. Cet accompagnement est permanent dans l'ensemble des zones de baignade ou de circulation.
- Les adolescents entre 14 et 17 ans inclus n'auront accès aux bassins non accompagnés d'un adulte que sur présentation d'un justificatif d'identité et d'une attestation nominative de réussite au test du savoir nager.

Une attestation pourra être délivrée sur place par un maître-nageur de l'établissement sur 25 m nage libre. Outre l'attestation du 25 m nage libre ou l'attestation nominative de réussite au test du savoir nager, les coordonnées téléphoniques d'un représentant légal de l'adolescent seront requises par l'agent d'accueil.

- Concernant les activités « école de natation », la prise en charge des enfants commence et se termine aux heures précises des séances, les parents doivent s'assurer en déposant les enfants que la séance est maintenue et qu'ils franchissent bien le tripode d'entrée.

PROJET

Ne peuvent accéder ou demeurer dans l'établissement les personnes :

- dont le comportement peut nuire à l'ordre public,
- en état d'ivresse ou l'emprise de drogues,
- ayant déjà causé des troubles dans l'établissement,
- en état de malpropreté évidente,
- qui présenteraient des lésions cutanées suspectes et non munies d'un certificat de non contagion,
- non munies d'une tenue de bain règlementaire ou décente,
- accompagnées d'un animal même tenu en laisse (sauf chien d'aveugle),
- non munies des documents requis pour les conditions d'accès des mineurs de 14 à 17 ans inclus.

Les personnes handicapées auront accès à la piscine aux heures d'ouverture public. Afin de garantir une sécurité maximale, Il est vivement conseillé que ces personnes se signalent auprès des MNS et soient accompagnées d'une autre personne lors de la mise dans l'eau par le biais des moyens mis à disposition au bord des bassins afin d'évoluer en toute sécurité dans l'eau.

Un cahier de remarques sera tenu à disposition des utilisateurs. Les observations seront prises en considération uniquement si elles sont datées, signées et mentionnent les coordonnées du signataire pour permettre à la direction de lui répondre.

1.5 Vestiaires :

L'accès aux bassins impose le respect des zones pieds nus.
Toutefois, la circulation des personnes avec des chaussures adaptées (claquettes à usage exclusif piscine) est autorisée, le passage dans les pédiluves devra s'effectuer les chaussures aux pieds.

Les usagers doivent utiliser les cabines pour se dévêtir et les casiers pour ranger leurs effets personnels avant de pouvoir accéder aux bassins. Les cabines ne peuvent être utilisées que par une seule personne. Toutefois un père ou une mère peut utiliser une cabine en même temps que son enfant de moins de 8 ans.

L'attention de chacun est portée sur la nécessité de rester vigilant quant à l'utilisation des cabines, vestiaires et casiers en veillant tout particulièrement à ne rien oublier dans l'enceinte de l'établissement qui ne pourra être tenu responsable en cas d'oubli, de perte ou de vol.

Il est interdit de circuler nu dans les douches et les vestiaires.

Il est interdit de se déshabiller en dehors des cabines et des vestiaires collectifs.

L'accès aux vestiaires collectifs se fera 10 minutes avant le début de la séance, l'évacuation devra être effective 20 minutes après la fin de la séance.

Les adultes chargés de l'encadrement d'un groupe devront veiller à la fermeture du vestiaire pendant la durée de la séance, et à la discipline du groupe. Ils devront également s'assurer de l'entrée et du départ de la totalité des membres du groupe et vérifier qu'il n'y a pas d'oubli d'effets personnels.

L'utilisation des casiers mis à disposition du public s'effectue sous la responsabilité exclusive de l'usager. Il est impératif de respecter la procédure de fermeture des casiers par un bon verrouillage. En cas d'impossibilité d'ouverture du casier, l'ouverture et la remise des effets personnels ne pourront être effectuées par le personnel

PROJET

de la piscine qu'en présence d'un témoin et seulement si l'intéressé peut indiquer de manière précise les objets entreposés.

LMV Agglomération se réserve le droit d'exiger réparation en cas de dégradation volontaire sur le bâtiment ou les matériels.

LMV Agglomération décline toute responsabilité en cas de dommages, pertes, vols, y compris dans les casiers consignes et détérioration de biens ou d'effets personnels.

Sans préjudice d'un éventuel recours judiciaire, l'autorité territoriale jugera des suites à donner à tous cas non prévus par le présent règlement.

1.6 Accès aux bassins, hygiène :

La qualité des eaux de baignade est contrôlée par l'ARS (agence régionale de la santé) et affichée dans le hall d'accueil.

Le passage à la douche savonnée en tenue de bain et le franchissement des pédiluves sont obligatoires avant l'accès aux bassins.

Une tenue décente est exigée et une attitude correcte est de rigueur. Toute personne qui ne satisfait pas à ces conditions peut être exclue immédiatement, sans pouvoir prétendre à remboursement du droit d'entrée.

L'accès aux bassins ne peut se faire qu'avec le port d'un **maillot de bain adapté à la pratique sportive en piscine** :

- Pour des raisons d'hygiène et de salubrité, la tenue de bain obligatoire pour tous dans l'établissement est le maillot de bain une ou deux pièces propre et uniquement réservé à l'usage de la baignade[1].
- Les tee-shirts de bain en lycra moulant sont tolérés pour les enfants de moins de 10 ans ou sur présentation d'un certificat médical,
- Pour les très jeunes enfants, le port d'un maillot spécifique ou d'une couche adaptée à la baignade est obligatoire,
- La combinaison intégrale est autorisée dans le cadre exclusif d'entrainement sportif : Triathlon, plongée, et sur présentation de la licence sportive.

Sont interdits :

- Les sous-vêtements,
- Les shorts de plage, bermudas, pantalons, maillot de bain jupes ou robes, paréos…
- Les combinaisons intégrales même vendues pour la baignade, hors dérogations prévues ci-avant.

En l'absence de bonnet de bain, les cheveux doivent être intégralement mouillés et attachés (cheveux longs).

Seuls les agents et personnes intervenant à titre professionnel (agents techniques et d'entretien) sont habilités à porter des vêtements de travail dans l'enceinte de l'établissement y compris autour des bassins.

[1] Le maillot doit être en lycra, moulant près du corps, recouvrant au minimum la partie située en haut des cuisses et la ceinture (soit un maillot deux pièces), au maximum du dessus du genou et au-dessus du coude (soit un maillot une pièce)

PROJET

➢ ARTICLE 2 : Règles et interdictions.

2.1 Règles :

Pour l'ensemble des usagers une attitude correcte est de rigueur : toute personne qui ne satisferait pas aux règles de correction et de bienséance élémentaires pourra être expulsée de l'établissement sans pouvoir prétendre au remboursement de son droit d'entrée.

Les maîtres-nageurs chargés de la surveillance des bassins veillent à la sécurité des usagers et au respect des règles de discipline générale :

- Leurs consignes et injonctions sont à respecter par tous en toutes circonstances : en cas de mesures d'urgence auxquelles les usagers doivent se conformer, notamment lors de l'évacuation des bassins pour appel aux services de secours extérieurs ou aide à une personne en détresse, premiers soins...
- Dans les cas graves, tel qu'atteinte à une personne représentante de l'ordre public, vols, agressions verbales ou physiques, il sera fait appel aux forces de l'ordre.

Les personnes nécessitant une surveillance particulière pour raisons médicales doivent le signaler auprès des maîtres-nageurs.

La pratique de l'apnée statique ou dynamique est subordonnée à l'autorisation des maîtres-nageurs de surveillance. Elle ne pourra en aucun cas être pratiquée sans un accompagnement constant.

Pendant les heures d'ouverture du public, les lignes d'eau sont réservées aux nageurs désireux de faire des longueurs ainsi qu'aux pratiques sportives avec matériel (Plaquettes, palmes, masques, tubas...). L'usage des plaquettes est interdit en dehors des couloirs de nage prévus à cet effet.

Les lignes d'eau près du bord sont à partager avec les nageurs débutants.

- Le sens de rotation dans les lignes de nage se fait comme sur la route, par la droite.
- Tous les entrainements ou nages sportives de nature à perturber le confort des baigneurs sont proscrits en dehors des lignes de nage et des horaires prévus à cet effet.

2.2 Interdictions :

En complément des règles d'hygiène, il est expressément demandé de respecter la qualité et la destination des lieux. Ainsi, quelques interdictions de bon sens sont rappelées.

A l'intérieur de l'établissement, ne sont pas tolérées les pratiques suivantes :

- fumer ou vapoter, cracher, mâcher du chewing-gum, consommer de l'alcool ou des substances illicites,
- utiliser du savon ou du shampoing en dehors des douches,
- avoir un comportement trop bruyant et de nature à gêner les usagers.

L'affichage de publicité à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement est interdit, sauf autorisation préalable de l'Agglomération.

Sur les bassins, il est interdit :

- De jeter ou pousser à l'eau les personnes qui stationnent sur les plages,
- De courir sur les plages, dans les vestiaires, douches et couloirs,
- De détériorer le matériel et les installations mises à la disposition du public,

PROJET

- De s'accrocher aux lignes d'eau,
- De sauter dans les couloirs de nage et les traverser dans le sens de la largeur,
- De jouer à proximité des grilles de fond du bassin ou de les obstruer,
- De plonger dans les bassins de petite profondeur (inférieur à 1.50 mètres),
- De plonger près des murs ou d'autres usagers,
- De simuler une noyade,
- De pratiquer des jeux violents et plus particulièrement de maintenir de force quelqu'un sous l'eau,
- D'introduire tout objet ou tout produit qui seraient de nature à porter atteinte à la sécurité des usagers et à souiller l'eau des bassins, de jeter des détritus hors des poubelles,
- D'utiliser :
    - Des ballons, balles, ou tout autre matériel sous forme de projectile,
    - Tout appareil émetteur et amplificateur de son (enceinte, téléphone portable...),
    - Tout appareil photographique ou vidéo même intégré à un téléphone portable,
    - Des équipements gonflables tels que matelas, bateaux pneumatiques et grosses bouées.

Le bassin annexe ainsi que le grand bain sont interdits pour les non-nageurs non équipés de matériels de flottaison (brassards, ceintures, gilets de nage...).

2.3 Champs de responsabilité des usagers :

La sécurité des mineurs est obligatoirement assurée par les parents et/ou accompagnateurs majeurs qui demeurent responsable de leurs enfants durant leur présence dans l'établissement nautique.

Chaque usager est civilement responsable des dommages causés aux personnes et aux biens, du fait de sa faute, négligence ou imprudence (cf. code civil).

L'Agglomération se réserve le droit d'exiger réparation en cas de dégradation volontaire sur l'ensemble des installations et du matériel.

Aucun objet de valeur ne peut être confié à la garde d'un membre du personnel de l'établissement.

Article 3 : Règles de sécurité

Conformément aux dispositions du Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS), un extrait des dispositions relatives aux procédures d'alarme est affiché à différents emplacements de l'établissement. Les principales consignes de sécurité sont accessibles et facilement lisibles.

Pour des raisons techniques, d'hygiène ou de sécurité, les responsables du site ou les personnels chargés de la surveillance peuvent décider de la fermeture partielle ou totale des bassins le temps nécessaire au rétablissement des conditions de baignade réglementaires. Le personnel est tenu d'en informer le public à l'accueil ou par annonce sur les bassins.
Ces fermetures ou restrictions de baignade n'ouvrent pas droit à remboursement ou indemnisation.

Le public est invité à prendre connaissance de l'emplacement des issues de secours sur les plans de sécurité affichés dans le hall d'accueil, les vestiaires et les bassins.

La sécurité autour et dans les bassins nécessite que le public se conforme aux recommandations et observations signalées par les MNS.

PROJET

➢ ARTICLE 4 : Scolaires

4.1 Écoles primaires :

LMV Agglomération met à disposition des établissements scolaires du territoire communautaires les 2 piscines dont elle assure la gestion dans le cadre de ses compétences, ainsi que son personnel MNS qualifié dans l'enseignement et la pratique des activités aquatiques.

La natation scolaire est une activité à encadrement renforcé, assurée sous la responsabilité de l'enseignant de la classe ou d'un autre enseignant dans le cadre de l'organisation du service de l'école, et doit respecter les règles établies dans le Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (POSS), ainsi que les règles complémentaires suivantes :

- Pour l'école élémentaire, l'encadrement est défini par un enseignant et un adulte agréé,
- Un encadrant supplémentaire est requis quand le groupe classe est supérieur à 30 élèves,
- Aucun élève ne doit accéder aux bassins ou aux plages tant que les MNS de surveillance ne sont pas en poste,
- La douche et le port du bonnet sont obligatoires,
- A l'entrée de l'établissement, l'enseignant valide et signe le registre de présence (papier ou électronique) en indiquant le nom de l'école, le niveau de sa classe et le nombre d'élèves présents,
- En cas d'absence d'un maître-nageur le chef de bassin prévient l'école,
- En cas d'impossibilité exceptionnelle de la classe à se rendre à la piscine, l'enseignant s'engage à prévenir le responsable de la piscine et le transporteur (annulation du bus).

Dans le cadre d'une animation ou d'une compétition, l'organisateur doit en faire la demande auprès du chef de bassin au moins 3 mois avant la date retenue pour l'évènement.
En cas d'accord pour l'attribution des dits créneaux, l'autorisation prendra la forme d'une lettre ou d'un courriel qui précisera les conditions de mise à disposition.

4.2 Second degré :

Les mêmes dispositions de réservation et d'utilisation des bassins s'appliquent pendant l'année scolaire en cours.
L'enseignement de la natation est assuré par l'enseignant d'EPS responsable de la classe ou du groupe classe comme pour toutes les activités support de l'EPS.
Qu'il y ait ou non ouverture concomitante du bassin à un public scolaire ou non scolaire, les espaces réservés aux élèves doivent être clairement délimités. La surveillance est obligatoire pendant toute la durée de la présence des classes dans les bassins, telle que définie dans le POSS, par un personnel exclusivement réservé à cette tâche.

LMV Agglomération se réserve le droit de revoir l'attribution des créneaux dès lors que la fréquentation (pour un bassin) est régulièrement inférieure à 5 élèves.

Dispositions communes :

- L'utilisation du matériel pédagogique équipant la piscine doit être conforme à sa destination.
- Après chaque utilisation le matériel léger devra être rangé correctement à sa place.
- L'installation et le rangement du matériel lourd sont effectués par les maîtres-nageurs.
- Les goûters se consomment à l'extérieur des vestiaires collectifs.
- Les enseignants, les encadrants doivent respecter les règles d'hygiène de l'établissement.

PROJET

- Ils veillent au déchaussage et rechaussage, au déshabillage et au rhabillage, à la prise d'une douche savonnée et au passage par les sanitaires.
- Interdiction d'accéder aux bassins en tenue de ville ou de sport. A titre exceptionnel, un short et un tee-shirt propres affectés uniquement à cet usage seront tolérés (idem pour les élèves dispensés).

➢ ARTICLE 5 : Associations

5.1 Usagers réguliers, associations conventionnées

Pour rappel, en dehors des heures d'ouverture au public, tout public entrant dans l'établissement doit être encadré.
Les associations dont la fréquentation de l'établissement peut être planifiée pour une saison sportive, établiront en accord avec le chef de bassin l'utilisation des créneaux horaires avant le 15 juin de l'année au cours de laquelle débutera la saison sportive.
L'utilisation des bassins sera formalisée par une convention cadre de mise à disposition.
Les créneaux horaires attribués devront être scrupuleusement respectés.
Les demandes de créneaux complémentaires et de vacances scolaires (stages), feront l'objet d'une demande de réservation par courriel au moins 6 semaines avant la date effective du début du stage.
En cas de non utilisation ou de sous-utilisation fréquente, l'autorité territoriale se réserve le droit de revoir l'attribution des créneaux concernés.

5.2 Usagers occasionnels y compris en accès public payant

La demande de créneaux devra être établie auprès de Luberon Monts de Vaucluse par écrit ou par courriel, 6 semaines avant la date d'utilisation.
Un accord écrit servira de justificatif lors du passage en caisse, l'utilisateur doit respecter les créneaux horaires, la nature des activités, exercice et l'ensemble des dispositions du présent règlement.

5.3 Utilisation des lieux et du matériel

L'occupation de la piscine doit être conforme à l'usage et aux activités pour lesquelles la convention a été signée.

Il est interdit :
- d'utiliser les lieux à d'autres fins que celles définies dans la convention de mise à disposition,
- De céder ou de sous louer à une autre association ou groupe,
- D'y organiser des séances à caractère religieux, culturel, politique sans autorisation de l'agglomération LMV,

Les personnes en charge de l'encadrement et de l'organisation :

- Doivent s'assurer des conditions de sécurité des usagers par une présence constante pendant TOUTE la durée du créneau attribué, en organisant et contrôlant, l'accueil, le cheminement et le départ de chaque adhérent ou participant,
- Organisent l'activité dans son cadre règlementaire concernant les normes d'encadrement, de qualification, de validité des diplômes propre à l'activité développée,
- S'assurent que le personnel d'encadrement a pris connaissance du présent règlement et du POSS,
- Portent à la connaissance de la direction l'identité des personnes qui animent et encadrent le groupe, ainsi que les diplômes correspondants à jour de validité et ainsi que tout changement,
- Veillent à ce que les membres ou les pratiquants n'accèdent pas aux vestiaires et aux bassins en leur absence,

PROJET

- S'assurent que le groupe reste dans la zone qui lui est affectée, zone matérialisée par les lignes d'eau, et qu'aucune dégradation ne soit commise,
- Veillent au bon usage et au rangement du matériel mis à disposition,
- Sollicitent une autorisation pour l'introduction et l'utilisation du matériel propre à l'association, les lieux de stockage éventuels seront précisés, étant bien entendu que LMV agglomération décline toute responsabilité en cas de détérioration ou de vol,
- Sont susceptibles d'organiser en dehors des heures d'ouverture au public payant, la surveillance exclusive et constante des adhérents ou des participants.

Si tel est le cas, le responsable du groupe se verra remettre contre signature une carte d'accès avec obligation de badger en début et en fin de séance. En cas de perte de la carte d'accès, l'édition d'une nouvelle carte sera facturée par référence à la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération.

5.4 Structures médico-sociales, ALSH et autres groupes :

Les groupes ne seront admis que sur réservation écrite ou courriel auprès du responsable de l'établissement un mois avant la date prévue d'utilisation et réception d'un courriel de confirmation au responsable concerné.

LMV agglomération se réserve l'appréciation de la répartition des créneaux entre les différentes structures d'accueil.
Les groupes fréquenteront la piscine conformément à la réglementation qui leur est spécifiquement applicable en matière d'activités de baignades et conformément au présent règlement intérieur,

Les responsables des centres de loisirs, foyers et autres, doivent s'assurer des conditions de sécurité des membres du groupe dont ils ont la charge.
A cet effet, pendant les heures d'ouverture au public, le port d'un signe distinctif (bracelet, bonnet de bain...) sera exigé pour l'ensemble des membres du groupe.

Les moniteurs, accompagnateurs, ou encadrants devront être en tenue de bain,
Ils s'assurent que le groupe reste dans la zone qui leur est affectée et matérialisée par les lignes d'eau,
L'encadrement devra être assuré dans l'eau et hors de l'eau par du personnel titulaire des diplômes requis.

Effectif théorique des enfants :

- Si bassin utilisé par le groupe sans public :
  - 40 enfants de plus de 6 ans
  - 20 enfants de moins de 6 ans
- Si le bassin est partagé avec le public,
  - 24 enfants de plus de 6 ans
  - 20 enfants de moins de 6 ans

Le personnel chargé de l'encadrement est responsable de son groupe durant tout le temps de présence dans l'établissement.
Le responsable de l'établissement se réserve le droit d'ajuster l'effectif des groupes si nécessaire.

Une fiche signée par le responsable (directeur) mentionnera :
- La date de venue.
- l'effectif et la nature du groupe (- 6 ans, + 6 ans)
- Les noms des personnes chargées de l'encadrement du groupe.

PROJET

5.5 Animations, compétitions, manifestations

Les demandes devront être établies 60 jours minimum avant la date de l'évènement,
L'ensemble des dispositions du présent règlement s'appliquent, y compris les règles d'hygiène et de comportement des articles 1 et 2.
Les visiteurs et les encadrants ne peuvent accéder aux plages que nu pied ou chaussé de claquette (usage exclusif piscine) après passage au pédiluve,
L'organisateur se conformera au présent règlement ainsi qu'au POSS dans le but de respecter la législation en vigueur.

Il devra solliciter les autorisations spécifiques pour :

- La tenue d'une buvette.
- La perception et la conservation de recettes recouvrées dans un établissement public.
- La mise en place de publicités.
- La mise en place d'une sonorisation ou d'un éclairage particulier.

Les locaux et matériels devront être restitués dans un état de propreté conforme à leur mise à disposition.

➢ Article 6 : Surveillance du site : la vidéoprotection

La piscine est un établissement public placée sous vidéo protection de jour comme de nuit afin d'assurer la sécurité des agents, des usagers et des biens.
Les images de vidéoprotection seront transmises aux services de la police nationale, de la gendarmerie ou de la police municipale et pourront être utilisées en cas d'infraction au présent règlement à des fins de poursuite.

Toute personne peut accéder aux enregistrements la concernant. La demande doit être adressée à LMV :

Service Juridique - LMV Agglomération
315 avenue St Baldou – 8430 CAVAILLON
Tel : 04.90.78.82.30 /Mail : c.coppin@c-lmv.fr

➢ Art. 7 : Caractère exécutoire du présent règlement

La délibération instituant le précédent règlement des piscines est abrogée.
Le présent règlement, voté par le conseil communautaire de LMV Agglomération en séance du 10 décembre 2020, est exécutoire après transmission en préfecture. Il est affiché bien en évidence dans le hall d'accueil.

En cas de litige sur place, la direction des piscines ou le responsable de l'équipement est chargé d'arbitrer les différends qui peuvent porter sur son interprétation ou application.
Pour toute suggestion, un cahier de communication se tient à la disposition du public à l'entrée de chaque établissement.

Ce règlement peut faire l'objet de modification à tout moment en fonction de nouvelle réglementation régissant les établissements de bain ou par nécessité de service.

Fait à Cavaillon, le XX/XX/2020

Le Président
de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-172-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

2020/ ....

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53
- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :
Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

N° 2020 – 172

Objet : PISCINES – TARIFICATION DES ACTIVITES AQUATIQUES AU SEIN DE LA PISCINE ALPHONSE ROUDIERE.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*

- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019/113 en date du 20 juin 2019 portant tarification des entrées et activités aquatiques à la piscine Roudière ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019/114 en date du 20 juin 2019 portant tarification des lignes d'eau ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire de LMV Agglomération n°2019/146 en date du 26 septembre 2019 portant adoption d'un tarif carte d'accès ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Il est proposé de modifier la délibération du 20 juin 2019 portant sur la tarification des activités aquatiques qui sont, jusqu'à présent, acquittées au trimestre.

En effet, du fait de la fermeture de la piscine suite à l'état d'urgence sanitaire, de nombreux usagers ont « perdu » 6 séances sur les 11 prévues au trimestre.

En passant à un système plus souple via une carte de 10 séances, LMV pourra permettre aux usagers de récupérer ces séances sans procéder à un remboursement (par un système de crédit de 6 séances).

Par ailleurs, ce système permettra :

- De faciliter les inscriptions pour les usagers qui pourront s'inscrire à n'importe quelle activité proposée sans devoir s'engager pour une activité en particulier.
- D'assurer un meilleur taux de remplissage des séances grâce à une inscription en ligne et à l'avance par l'usager.
- D'augmenter le nombre des inscrits aux différentes activités proposées par la piscine.

Il est ainsi proposé de créer de nouvelles tarifications comme suit :

ACTIVITES Aquatiques	TARIF LMV 2020	TARIF hors LMV 2020
Carte de 10 séances[1]	90 €	120 €
Séance d'essai	10 €	10 €

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les nouvelles tarifications visées dans le présent rapport ;

[1] Conditions : 24 heures de délai de rétractation - 3 semaines maxi en possibilité de réservation.

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette décision.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-173-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 173

Objet : COMMANDE PUBLIQUE – APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DE CONSOMMABLES ET DE PRODUITS D'ENTRETIEN EN GROUPEMENT DE COMMANDES : AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES ACCORDS CADRES ISSUS DE LA CONSULTATION.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la convention constitutive de groupements de communes conclue entre LMV et les communes de Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Mérindol et Robion ;*
- *Vu la consultation n°20AFFS02 lancée le 18 septembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis de la commission d'appel d'offres réunie le 3 décembre 2020.*

Un appel d'offres ouvert a été lancé pour le renouvellement du marché lié à l'acquisition de consommables et de produits d'entretien.

Comme la fois précédente, ce marché fait l'objet d'un groupement de commandes ; celui-ci étant constitué des communes de Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Mérindol et Robion.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande sur la base de prix unitaires, sans minimum ni maximum fixé en valeur.

Les prestations ont fait l'objet de l'allotissement suivant :

→ Lot n° 01 – Produits d'entretien de qualité écologique.
→ Lot n° 02 – Produits d'entretien, petits équipements, sacs plastiques et mise à disposition de matériels.

Le montant estimatif annuel prévisionnel déterminé pour chaque pouvoir adjudicateur est de :

	Lot 1	Lot 2	Total en € HT
LMV	15 000	32 000	47 000
Commune de Cabrières d'Avignon	500	8 100	8 600
Commune de Cavaillon	4 000	12 000	16 000
Commune de Cheval-Blanc	400	8 500	8 900
Commune de Gordes	600	7 500	8 100
Commune de Mérindol	500	8 500	9 000
Commune de Robion	2 000	6 000	8 000
Total	**23 000**	**82 600**	**105 600**

Chaque lot du présent accord-cadre court à compter du 1er janvier 2021, jusqu'au 31 décembre 2021.

Il pourra être renouvelé trois fois dans les conditions prévues au marché.

Un avis d'appel public à concurrence a été publié sur les supports suivants :

- Bulletin Officiel des Annonces Marchés Publics - Avis N° 20-114851 publié le 18/09/2020.
- Journal Officiel de l'Union européenne n°2020/S-185-446066 - annonce diffusée le 23/09/2020
- Profil acheteur : http://www.achatpublic.com

Date d'envoi à la publication : 18/09/2020

Date limite de remise des offres : 03/11/2020 – 17h

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, deux offres ont été reçues :

Nom du déposant	Lot n°
SAS CRISTAL DISTRIBUTION 13656 SALON DE PROVENCE CEDEX	1
ORAPI HYGIENE SUD-EST 13742 VITROLLES	1 et 2

Les critères de sélection fixés dans le règlement de consultation sont les suivants :

Prix : apprécié au regard du montant total du DQE (/40) ainsi que d'une sélection de produits pris au hasard dans le BPU (/10).	50 / 100
Valeur technique de l'offre Qualités des produits : appréciée au regard des fiches technique, fiches de données sécurité et des échantillons (/35) Qualité du service : appréciée au regard des informations indiquées sur le cadre de réponse. (/10)	45 / 100
Délai de livraison / exécution : apprécié au regard de la réactivité indiquée à l'article délais de l'acte d'engagement sur l'ensemble des références proposées. Le candidat devra faire une proposition réaliste.	5 / 100

Au vu de l'analyse des offres effectuée par le service, la commission d'appel d'offres a attribué les marchés relatifs à l'acquisition de consommables et de produits d'entretien à :

⇨ Lot 1 : CRISTAL DISTRUBTION.

⇨ Lot 2 : ORAPI Hygiène Sud-Est.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer, dans les conditions du présent rapport, le lot 1 de l'accord cadre n°20AFFS02, avec la société Cristal Distribution dont le siège social est situé à Salon de Provence, ainsi que tout autre document utile à la mise en œuvre de cette délibération ;

- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer, dans les conditions du présent rapport, le lot 2 de l'accord cadre n°20AFFS02, avec la société Orapi Hygiène Sud-Est dont le siège social est situé à Vitrolles, ainsi que tout autre document utile à la mise en œuvre de cette délibération ;

- DIT que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2021 et suivants.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53
- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-174-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Publication : 17/12/2020

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 174

Objet : COMMANDE PUBLIQUE – APPEL D'OFFRES POUR L'ENTRETIEN ET LA GESTION DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE : AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la consultation n°20TEFS04 lancée le 14 septembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis de la commission d'appel d'offres réunie le 3 décembre 2020.*

Un appel d'offres ouvert a été lancé pour le renouvellement du marché lié à la gestion et à l'entretien de l'aire d'accueil des gens du voyage de la communauté d'agglomération.

Le prestataire doit assurer différentes missions :
- Missions d'assistance et de conseil,
- Missions de gestion administrative,
- Missions de secrétariat et comptabilité,
- Missions de gestion technique.

Le montant estimé du marché est de 86 100 € TTC/an.

La durée du marché est fixée à 1 an, reconductible 3 fois, soit 4 années maximum.

Un avis d'appel public à concurrence a été publié sur les supports suivants :

- Bulletin Officiel des Annonces Marchés Publics - Avis N° 20-112091 publié le 18/09/2020
- Journal Officiel de l'Union européenne n° 2020/S 182-438288 - annonce diffusée le 18/09/2020
- Profil acheteur : http://www.achatpublic.com

Date d'envoi à la publication : 14/09/2020

Date limite de remise des offres : 26/10/2020 – 17h00

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, deux offres ont été reçues :

Candidat	Montant mensuel € TTC	Offre € TTC (correspondant à une année)
VAGO 33260 LA TESTE DE BUCH	8 175.50 €	98 106,00
SG2A - L'HACIENDA 69140 Rillieux-la-Pape	6 252 €	75 024,00

Les critères de sélection fixés dans le règlement de consultation sont les suivants :

Prix	50 / 100
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire réponse fourni par le candidat Les sous critères utilisés pour l'appréciation du critère valeur technique sont les suivants : - Pertinence de la méthodologie et des procédures suivies quant à la gestion de l'aire : 30 points - Pertinence des moyens humains affectés au marché et dispositions prises en matière de gestion des ressources humaines affectées à la prestation (formation, gestion de carrière, ...) : 20 points.	50 / 100

Au vu de l'analyse des offres effectuées par le service, la commission d'appel d'offres a attribué le marché relatif à la gestion et l'entretien de l'aire d'accueil des gens du voyage à la société SG2A L'HACIENDA pour un montant annuel des prestations de 75 024.00 € TTC, soit 300 096.00 € TTC sur la durée totale du marché (4 ans).

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer, dans les conditions du présent rapport, le marché n°20TEFS04, avec la société SG2A L'HACIENDA dont le siège social est situé à Rillieux-la-Pape, ainsi que tout autre document utile à la mise en œuvre de cette délibération;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2021 et suivants.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-175-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

2020/ ....

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7
- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53
- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :
Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

N° 2020 – 175

Objet : COMMANDE PUBLIQUE – APPEL D'OFFRES POUR LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES LES JOURS FERIES : AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 ;*

- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la consultation n°20TEFS04 lancée le 14 septembre 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020 ;*
- *Vu l'avis de la commission d'appel d'offres réunie le 3 décembre 2020.*

Un appel d'offres ouvert a été lancé pour le renouvellement du marché lié à la collecte et l'évacuation des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) et des Emballages Ménagers Recyclables (EMR) durant les jours fériés. Les communes concernées par ce marché sont les communes de Cavaillon, Cheval-Blanc, Mérindol et Les Taillades.

L'estimation de l'administration pour la durée totale maximum du marché (soit 4 ans) est de : 264 554.79 € HT, soit 291 010.27 € TTC.

La durée du marché est fixée à 1 an, reconductible 3 fois, soit 4 années maximum.

Un avis d'appel public à concurrence a été publié sur les supports suivants :

- Bulletin Officiel des Annonces Marchés Publics - Avis N° 20-124424 publié le 15/10/2020
- Journal Officiel de l'Union européenne n° 2020/S 202-489507- annonce diffusée le 16/10/2020
- Profil acheteur : http://www.achatpublic.com

Date d'envoi à la publication : 12/10/2020

Date limite de remise des offres : 19/11/2020 – 17h00

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, une offre a été reçue :

Candidat	Montant en € TTC Sur la totalité du marché (4ans)
SILIM Environnement - Marseille (13)	326 419.85 €

Les critères de sélection fixés dans le règlement de consultation sont les suivants :

Prix	70/100
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique	30/100

Au vu de l'analyse de l'offre effectuée par le service, la commission d'appel d'offres a attribué le marché relatif à la collecte et l'évacuation des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) et des Emballages Ménagers Recyclables (EMR) durant les jours fériés à la société SILIM Environnement pour un montant estimatif sur la durée totale du marché (4 ans) fixé à 326 419.85 € TTC.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer, dans les conditions du présent rapport, le marché n°20OMFS06, avec la société SILIM Environnement dont le siège social est situé à Marseille, ainsi que tout autre document utile à la mise en œuvre de cette délibération ;

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2021 et suivants.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-176-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

2020/ ....

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 176

Objet : PETITE ENFANCE – RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION LA MARELLE, GESTIONNAIRE DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT DE LAURIS.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles R 2324-17 et R 2324-29 ;*
- *Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;*

- *Vu la loi 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 59 définissant la subvention ;*
- *Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 2000-321 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;*
- *Vu la circulaire 5811/SG du 29 septembre 2015 définissant les nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens n°2017/03 conclue entre LMV et l'association La Marelle ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

Depuis la création de LMV Agglomération, l'association La Marelle gère la crèche située sur la commune de Lauris selon les modalités définies et actées dans une convention partenariale annuelle, renouvelable trois fois.

Dans ce cadre LMV verse habituellement une subvention annuelle de fonctionnement de 105 000 €. A compter de 2021, ce montant plafond de 105 000 € fera l'objet d'une réévaluation tenant compte de l'évolution des modalités de financement de la CAF liées à la signature d'une convention territoriale globale.

La convention arrivant à son terme au 31/12/2020, l'association sollicite un renouvellement de cette convention pour une durée de trois ans.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la convention ci-annexée avec l'association La Marelle ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-176-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

ANNEXE N°3

CONVENTION N°…….
pluriannuelle d'objectifs et de moyens
entre LMV et l'association La Marelle

PROJET

ENTRE :
L'établissement public de coopération intercommunale Luberon Monts de Vaucluse, représentée par son Président, Monsieur Gérard DAUDET, dûment habilité à cet effet par délibération n°2020/… du conseil communautaire en date du 10/12/2020,
Ci-après désignée « LMV »,

&
L'association « La Marelle » régie par la loi du 1er juillet 1901, représentée par Mr Kévin COHETEUX, Président dûment habilité par son conseil d'administration,
Ci-après désignée « L'association »,

- *Vu les dispositions du Code Général des Collectivités territoriales ;*
- *Vu les dispositions du Code de la santé publique et notamment ses articles R 2324-17 et R 2324-29 ;*
- *Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;*
- *Vu la loi 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 59 définissant la subvention ;*
- *Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi 2000-321 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;*
- *Vu la circulaire 5811/SG du 29 septembre 2015 définissant les nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;*
- *Vu les statuts en vigueur de LMV Agglomération ;*

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de sa compétence relative à la petite enfance, LMV assure la conduite, la coordination et la mise en œuvre de la politique petite enfance ainsi que des politiques contractuelles correspondantes avec les différentes institutions intervenant dans ce secteur, sur le territoire communautaire.

La création, l'extension, la gestion et l'entretien des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) étant déclarés d'intérêt communautaire, LMV souhaite accompagner l'association La Marelle dans la professionnalisation de la structure et la recherche de qualité des services rendus aux familles dans le respect de l'application des réglementations sociales en vigueur.

Considérant que les actions menées par l'association concourent aux objectifs poursuivis par LMV dans les domaines de la petite enfance, LMV et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques avec le double souci :
- de respecter l'autonomie et la liberté d'initiative de l'association,

- de contrôler la bonne gestion des aides publiques par la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'évaluation.

ARTICLE 2 – BUT ET ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association signataire est dénommée « La Marelle » et est régie par les dispositions de la loi du 1er juillet 1901.

A ce titre, l'organe de direction et de gestion est élu par l'assemblée générale des parents.
L'association a pour missions :
- D'organiser et d'animer la structure,
- D'assurer la gestion administrative et financière de la structure,
- De gérer les équipements mis à sa disposition, en s'assurant de leur bonne utilisation,
- D'assurer la gestion des stocks et la préparation des repas,
- De gérer le personnel de l'association, ce qui correspond aux recrutements, plannings, salaires, licenciements. LMV pourra conseiller l'association lors de ces démarches.
- D'agir auprès des enfants indissociablement d'un point de vue éducatif, social et culturel conformément à son projet d'établissement ci-annexé.

Dans le cadre du fonctionnement général de la structure, l'association s'engage à :
- gérer l'établissement d'accueil de jeunes enfants dénommé « La Marelle » conformément aux réglementations en vigueur applicables aux activités menées par l'association, notamment dispositions du code de la santé publique, restauration collective, hygiène, … ;
- respecter les règlements établis par LMV quant aux modalités de préinscription des enfants et d'attribution des places ;
- mettre en place le logiciel de gestion, utilisé par LMV, afin de permettre un meilleur suivi des usagers.
- participer, dans la mesure du possible, aux réunions de coordination menées par l'intercommunalité ainsi qu'aux éventuelles formations afin de contribuer à l'équilibre et à l'évolution de l'offre de service.

De son côté, l'association pourra solliciter les services de la direction petite enfance de LMV pour l'accompagner dans sa réflexion et dans d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE LMV

Article 3.1. Montant de la subvention

LMV s'engage à :

- soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention annuelle de fonctionnement en complément des financements apportés par la CAF et la MSA et par la participation des familles.
Compte tenu de l'évolution des modalités de financement de la CAF liées à la signature d'une convention territoriale globale à compter de 2021, le montant de référence de la subvention fixée à 105 000 € sera un montant plafond pour lequel les aides directes de la CAF seront déduites.

- participer à la vie de l'association en nommant un interlocuteur privilégié au Conseil d'Administration de l'association,

- soutenir l'association en tant que lien avec les autres partenaires (communes, EPCI, Département, Région, CAF, PMI …),

- à mettre à disposition gracieuse de l'association un bâtiment individuel d'une SHON de 415 m2 sur un terrain de 1317 m2, situé 3 avenue Alphonse Daudet à Lauris et à prendre en charge certains frais d'exploitation y afférent dans les conditions prévues à l'annexe 2.

PROJET

Il est à préciser que le bureau RAM d'une superficie de 10 m2 reste sous la jouissance exclusive de LMV.
Concernant la salle « LAEP », celle-ci fera l'objet d'une occupation conjointe par l'association et LMV selon un planning défini entre les parties.

Cette mise à disposition représente un avantage en nature que l'association doit valoriser dans ses documents financiers. Pour l'année 2020, cet avantage est estimé à ……. €.
Les locaux et matériels mis à disposition de l'association sont voués aux activités menées par l'association conformément à son objet social. Telle est la justification des mises à disposition gracieuses, des subventions versées et des apports en nature de la collectivité.

Article 3.2 Modalités de paiement (à compléter par l'association)

L'aide de la collectivité sera créditée au compte de l'Association :

Crédit Agricole Alpes Provence
Code banque : 11306
Code guichet : 00084
N° de compte : 92509479050 clé 68

Tout changement de domiciliation bancaire devra être signalé avant la liquidation de la subvention.

Pour chaque exercice, le montant prévu pour l'année sera versé de la façon suivante :
- un premier acompte de 50 % du montant annuel sera versé dès notification de la convention puis à chaque date anniversaire de la convention après réception de la demande de l'association conformément aux dispositions de l'article 4.
- le solde sera réglé au début du second semestre de l'année en cours au vu des documents suivants :

- relevé mensuel des heures enfants facturés,
- détail des recettes perçues (part familles et partenaires financiers MSA/CAF),
- rapport d'activité portant sur la réalisation du projet pédagogique et sur les actions menées au sein de la structure,
- bilans et comptes de résultats détaillés du dernier exercice certifiés, le cas échéant, par le commissaire aux comptes.

ARTICLE 4 – DEMANDE DE SUBVENTION

Article 4.1.Comptabilité. Présentation des comptes à LMV

L'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, s'engage à tenir une comptabilité conforme aux exigences du plan comptable général et à respecter toutes les obligations légales, notamment en matière fiscale et sociale.

A l'issue de chaque année, l'association doit remettre par écrit à LMV sa demande de subvention pour l'année suivante.

Cette demande comprend les documents suivants :

- la composition du conseil d'Administration et du bureau en exercice, accompagnés, le cas échéant, des modifications intervenues dans la dénomination, l'objet ou le siège social,
- le cas échéant, la copie des statuts s'ils ont fait l'objet d'une modification accompagné de la déclaration en préfecture et de la publication aux bulletins d'annonces légales,
- le rapport annuel qui décrit les activités réalisées pendant l'année écoulée, accompagnée d'éléments statistiques relatifs aux fonctions de l'association et financiers,
- le document prévisionnel sur le futur exercice (budget prévisionnel de l'exercice à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et des ressources propres, programme d'action).

PROJET

L'association s'engage à faciliter le contrôle de LMV, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, sur les plans de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention. Sur simple demande de LMV, l'association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention aux fins de vérification de l'utilisation des subventions reçues.

Article 4.2. Utilisation de la subvention

L'association s'engage à utiliser les subventions conformément à son objet social, aux lois et règlements en vigueur.
LMV se réserve le droit d'exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, en cas de non-respect, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention ou de non-respect des objectifs définis dans la présente convention.
Conformément à l'article 1611-4 du code général des collectivités territoriales, il est interdit à l'association d'employer tout ou partie de la subvention attribuée en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf accord express de LMV.

Article 4.3. Incessibilité des droits

La présente convention est conclue "intuitu personae", l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 4.4. Responsabilités - Assurances

Les activités de l'association se réalisent sous la responsabilité exclusive de l'association.
L'association s'engage à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs contre tous les sinistres dont elle pourrait être tenue pour responsable. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que LMV ne puisse en aucun cas être inquiétée. La preuve d'avoir satisfait à ces exigences sera fournie à LMV par la production d'une attestation du ou des assureurs, laquelle devra être produite à chaque date anniversaire du contrat d'assurance de ladite police.

Article 4.5 Impôts et taxes

L'association se conformera aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet. Elle fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances liées à son activité et constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que LMV ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.
Elle fournira une attestation d'imposition fournie par le centre des impôts.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2021, renouvelable 3 fois par tacite reconduction.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

PROJET

ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de force majeure ou de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, sans indemnité ou dédommagement, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.
La subvention, ou partie de subvention non utilisée sera restituée en cas de dénonciation expresse ou de résiliation de la convention.
Dans tous les cas, y compris ceux définis à l'article 8, la résiliation entraîne la restitution à LMV des matériels, locaux ou installations mis à disposition ainsi que ceux réalisés par l'association avec le concours ou les subventions de la Collectivité conformément à l'inventaire en annexe.

ARTICLE 8 - CADUCITE DE LA CONVENTION

La présente convention sera caduque si l'association est dissoute ou si l'activité de l'association est inexistante du fait de la carence de ses membres.

ARTICLE 9- DIFFUSION-PUBLICITE

L'association s'engage à mentionner le nom et le logo de LMV dans tous les moyens mis en œuvre au titre de la présente convention (plaquettes, documents, etc.…), et lors de toute publicité ou toute manifestation d'information ou de sensibilisation portant sur tout ou partie des activités objets de la présente.

ARTICLE 10- CONTENTIEUX

Tout différend qui naîtrait de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention devra faire l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Cavaillon, le ……en double exemplaire

Le Président de Luberon Monts de Vaucluse Gérard DAUDET	Le Président de l'association Kévin COCHETEUX

Liste des annexes :
- Annexe 1 – Projet d'établissement de l'association
- Annexe 2 - Droits et obligations de l'association occupante
- Annexe 3 – Plans
- Annexe 4 – Inventaire du matériel

PROJET

ANNEXE 2 A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LMV ET LA MARELLE

La présente annexe concerne la mise à disposition du local tel que décrit à l'article 3.1 de la convention. Elle recense les droits et obligations de l'association occupante et du propriétaire LMV.

Objet	L'association	LMV
Délivrance et usage des lieux	➢ L'association déclare reconnaitre les lieux et les accepter en l'état. Elle doit les utiliser conformément à ses statuts et pour l'exercice de l'activité définie à la convention. Elle occupe personnellement les lieux et ne peut ni céder cette mise à disposition ni sous louer les lieux. ➢ Elle est tenue de pourvoir à la bonne tenue des lieux et de leurs abords immédiats, y compris ceux liés à l'évacuation des déchets. ➢ Elle informe LMV de tout sinistre ou dégradations se produisant dans les lieux occupés, même s'il n'en résulte aucun dommage apparent. ➢ Elle informe LMV de toute manifestation particulière et effectue les démarches obligatoires en telles circonstances auprès des autorités compétentes. ➢ Elle prend connaissance du règlement et des consignes de sécurité et s'assure contre tous les risques dont elle doit répondre en sa qualité de locataire (cf. article 4.4 de la convention). ➢ L'association ne peut exercer aucun recours contre le propriétaire en cas de vol et déprédations dans les lieux. ➢ Elle ne peut pas faire de modification ou de transformation sans une autorisation expresse et écrite de LMV qui pourra toutefois s'opposer à des aménagements qui ne constitueraient pas une transformation de la chose louée. En tout état de cause, lesdits aménagements ou travaux autorisés seront acquis en fin de convention au propriétaire sans indemnité, à moins qu'il ne préfère	➢ LMV met à disposition de l'association les lieux, tels qu'ils sont décrits sur la convention, en bon état d'usage ainsi que les équipements suivants en bon état de fonctionnement : chauffage par pompe à chaleur électrique, production d'eau chaude sanitaire : électrique sur ballon de 500 l, alarme intrusion, interphone avec gâche électrique ainsi qu'un digicode ➢ En cas de manquement, LMV peut exiger la remise en état des locaux et leurs équipements au départ de l'association ou conserver les transformations effectuées sans que l'association puisse réclamer une indemnité pour les frais

PROJET

	demander la remise en l'état initial. ➢ Elle ne doit pas déplacer ou supprimer les moyens de sécurité.	engagés. Si les transformations mettent en péril le bon fonctionnement des équipements ou la sécurité du local, LMV pourra exiger aux frais de l'association la remise immédiate des lieux en l'état.
Entretien et travaux à réaliser	➢ L'association prend à sa charge les dépenses de fonctionnement liées à l'exploitation. Elle devra notamment souscrire les abonnements (EDF, Téléphone, internet…) à son nom et en payer les charges afférentes. ➢ Elle prend à sa charge l'entretien courant du local ainsi que l'ensemble des réparations locatives (cf. décret 87/712 du 26/08/1987) sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction ou force majeure. Elle maintiendra les locaux en bon état. ➢ Souscrire un contrat d'entretien auprès d'une entreprise spécialisée pour faire entretenir au moins une fois par an les équipements individuels et délivrer à LMV copie des contrats d'entretien et des attestations de conformité	➢ LMV assure les travaux de grosses réparations (notamment réparations portant sur le gros œuvre, l'étanchéité, …) et toutes les réparations autres que locatives nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des lieux mis à disposition ➢ Elle prend en charge les réparations importantes nécessaires au bon fonctionnement des équipements ainsi que celles dues à la vétusté, à un vice de construction ou à un cas de force majeure. ➢ Elle assure le contrôle de conformité des installations électriques ➢ Elle assure l'installation et le contrôle des extincteurs et contrôle des dispositifs de sécurité.
Restitution des lieux	➢ A l'expiration de la convention, l'association devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens éventuellement mis à dispositions (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté.	

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-177-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 177

Objet : PETITE ENFANCE – CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2020-2022 – SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAF.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

L'avenant proposé par la Caisse d'Allocations Familiales permet d'intégrer de nouvelles actions rattachées à la crèche de Lauris.

Plus précisément, l'avenant comporte le montant prévisionnel de prestation de service Contrat Enfance Jeunesse de 36 195 € à réintégrer, à compter de 2020.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature d'un avenant avec la CAF ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-177-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant 2020-2022

au CEJ Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse n°2019-00264

Année : 2020 – 2020

Partenaire : **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LUBERON MONTS DE VAUCLUSE**

Entre :

La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse
Représentée par Monsieur Gérard DAUDET, Président,
et dont le siège est situé 315,avenue de Saint Baldou 84300 CAVAILLON

Ci-après désignée « le partenaire ».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse

Représentée par Monsieur Christian DELAFOSSE, Directeur
et dont le siège est situé : 6 rue Saint Charles – 84049 AVIGNON CEDEX 9.

Ci-après désignée « la Caf ».

Il est convenu que la convention CEJ 2019-00264 est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1 : Les modalités de financement

Le présent avenant intègre des actions nouvelles dans le champ de l'enfance.

Sous réserve que la Caf dispose au préalable de la délibération du conseil communautaire suite à un transfert ou une restitution de compétence légale, le présent avenant intègre l'action mentionnée ci-après, antérieurement inscrite(s) dans une convention « Contrat enfance et jeunesse » autre que la présente.

- EAJE La MARELLE à LAURIS (action antérieure)

Article 2 : Le suivi des objectifs, des engagements et l'évaluation des actions

2-1 Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles relevant du volet enfance au titre du présent avenant sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1er janvier 2020.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre du contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé. Pour une action nouvelle instaurée dans le cadre de la présente convention du fait du présent avenant, ce montant est déterminé selon les formules ci-après :

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs. Aucun nouveau développement relevant du volet jeunesse ne sera pris en compte dans le cas de ce présent avenant.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- Du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- De la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- Du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- Du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- De la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- D'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- De non-respect d'une clause ;
- De réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej.

Article 3 : Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale, et ses annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 4 : Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31/12/2022

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Avignon, le 15 décembre 2020, en 2 exemplaires

Le président de La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (CALMV)	Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse,
Gérard DAUDET	Christian DELAFOSSE

Annexe : tableau financier

Tableau récapitulatif financier Global
Contrat : 201900264 CA LUBERON MONTS DE VAUCLUSE CEJ N°2
Date d'effet : 01/01/2019
Module : CA LUBERON MONTS DE VAUCLUSE CEJ N°2

				PS CEJ CAF	PS CEJ CAF	PS CEJ CAF	PS CEJ CAF	PS CEJ CAF
Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	Accueil Enfance	Lieux accueil enfants parents	LAEP LA MOSAIQUE	7 087,25 €	7 087,25 €	7 087,25 €	7 087,25 €	28 349,00 €
		Relais assistants maternels	RAM INTERCO CAVAILLON	6 862,90 €	6 862,90 €	6 862,90 €	6 862,90 €	27 451,60 €
			RAM INTERCO COUSTELLET	15 589,26 €	15 589,26 €	15 589,26 €	15 589,26 €	62 357,04 €
		Micro crèche	CREANGE (micro crèche)	30 448,20 €	29 644,95 €	29 969,53 €	29 807,24 €	119 869,92 €
			EAJE LA COMBE	26 744,59 €	- €	- €	- €	26 744,59 €
			LES PETITES GRAINES (micro crèche)	28 277,32 €	27 788,88 €	28 108,71 €	27 948,78 €	112 123,69 €
		Multi accueil	EAJE LA COMBE	- €	37 892,17 €	39 559,38 €	39 373,65 €	116 825,20 €
			EAJE BOURNISSAC	- €	- €	25 131,96 €	99 197,32 €	124 329,28 €
			EAJE CLE DE SOL	57 120,18 €	58 735,76 €	59 381,47 €	59 058,58 €	234 295,99 €
			EAJE François RONOT	57 736,25 €	62 894,69 €	63 689,36 €	63 292,29 €	247 612,59 €
			EAJE LA FARANDOLE	58 224,74 €	215 661,90 €	208 851,31 €	207 879,84 €	690 617,79 €
			EAJE LA MARELLE	1 669,87 €	1 669,87 €	1 669,87 €	1 669,87 €	6 679,48 €
			EAJE LA PEPINIERE	80 939,74 €	104 853,50 €	106 003,16 €	105 428,31 €	397 224,71 €
			EAJE LES MARMOUSETS	12 376,31 €	12 648,07 €	12 951,03 €	12 850,00 €	50 825,41 €
			EAJE PETITS PAS	72 009,11 €	73 538,74 €	74 491,99 €	74 014,40 €	294 054,24 €
			EAJE REPERE DES GALOPINS	61 380,75 €	69 222,07 €	70 095,24 €	69 658,56 €	270 356,62 €
			LI PICHOTS	7 405,04 €	24 471,42 €	25 552,54 €	25 429,01 €	82 858,01 €
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	COORDINATION 0,50 ETP	15 319,92 €	16 049,44 €	16 778,96 €	17 508,48 €	65 656,80 €
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**539 191,43 €**	**764 610,87 €**	**791 773,92 €**	**862 655,74 €**	**2 958 231,96 €**
Action antérieure	Accueil Enfance	Relais assistants maternels	RAM INTERCO CAVAILLON	6 912,40 €	6 912,40 €	6 912,40 €	6 912,40 €	27 649,60 €
		Multi accueil	2 PLACES LES PITCHOUNETS	444,13 €	444,13 €	444,13 €	444,13 €	1 776,52 €
			3 PLACES LES PITCHOUNETS	4 867,23 €	4 867,23 €	4 867,23 €	4 867,23 €	19 468,92 €
			EAJE EUGENE VALENTIN	25 138,90 €	25 138,90 €	25 138,90 €	25 138,90 €	100 555,60 €
			EAJE LA MAISON DES LUTINS	50 503,70 €	- €	- €	- €	50 503,70 €
			EAJE LES MARMOUSETS ROBION	79 048,30 €	79 048,30 €	79 048,30 €	79 048,30 €	316 193,20 €
			EAJE LI PICHOTS LAGNES	47 390,61 €	47 390,61 €	47 390,61 €	47 390,61 €	189 562,44 €
			EAJE LI PITCHOUNETS	31 699,81 €	31 699,81 €	31 699,81 €	31 699,81 €	126 799,24 €
			EAJE REPERE DES GALOPINS	62 842,57 €	62 842,57 €	62 842,57 €	62 842,57 €	251 370,28 €
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	Coordonateur enfance	18 150,00 €	18 150,00 €	18 150,00 €	18 150,00 €	72 600,00 €
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**326 997,65 €**	**276 493,95 €**	**276 493,95 €**	**276 493,95 €**	**1 156 479,50 €**
	TOTAL	**DEGRESSIVITE CONTRAT ANTERIEUR**		**612,74 €**	**411,23 €**	**233,03 €**	**54,83 €**	**1 311,83 €**
Module : AVENANT CA LUBERON MONTS DE VAUCLUSE								
Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action antérieure	Accueil Enfance	Multi accueil	EAJE La Marelle	- €	36 195,45 €	36 195,45 €	36 195,45 €	108 586,35 €
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**- €**	**36 195,45 €**	**36 195,45 €**	**36 195,45 €**	**108 586,35 €**
			TOTAL CEJ	**866 801,82 €**	**1 077 711,50 €**	**1 104 696,35 €**	**1 175 399,97 €**	**4 224 609,64 €**

Le président de La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (CALMV)

Gérard DAUDET

Le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse,

Christian DELAFOSSE

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.
Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-178-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 178

Objet : PETITE ENFANCE – CONTRAT ENFANCE JEUNESSE 2019-2022 - SIGNATURE D'UN AVENANT AVEC LA MSA.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 1er décembre 2020.*

La MSA Alpes Vaucluse est partenaire de la politique Enfance Jeunesse.

En vue de poursuivre son soutien financier, un avenant de prolongation couvrant la période 2019-2022 est proposé.

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE la signature d'un avenant avec la MSA ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-178-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 17/12/2020
Affichage : 17/12/2020

msa
santé
famille
retraite
services
Alpes Vaucluse

Avignon, le 26 octobre 2020.

ACTION SANITAIRE
ET SOCIALE - Site d'Avignon

CC Luberon Monts de Vaucluse
Monsieur DAUDET Gérard
315 Avenue de Baldou
84300 CAVAILLON

Dossier suivi par :
Estelle ARNAUD GAMBA
Agent de Développement Social Local
arnaud-gamba.estelle@alpesvaucluse.msa.fr

Monsieur le Président ,

La MSA Alpes Vaucluse est partenaire de votre collectivité sur la politique Enfance Jeunesse depuis de nombreuses années. Nous sommes signataires du contrat CEJ tripartite 2019-2022 avec votre collectivité. Nos contraintes budgétaires nous ont permis d'engager le financement de la PS CEJ MSA pour l'année 2019.

Nous avons le plaisir de vous informer que nous pouvons poursuivre notre financement de la prestation de service CEJ pour l'année 2020 grâce à la signature d'un avenant avec votre collectivité.

Pour rappel, le financement de la prestation de service CEJ, pour le volet Jeunesse, est calculé en fonction du taux moyen départemental d'enfants agricole 0/17 ans de 5 %, et, pour le volet Petite Enfance, un taux de 2,5% sera appliqué. Cet engagement limité de la MSA est lié à l'évolution de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) et de l'arrêt du Contrat Enfance Jeunesse pour être remplacé par la Convention Territoriale Globale (CTG).

Nous vous remercions de bien vouloir nous retourner 1 exemplaire 2020, dûment daté et signé, accompagné d'un relevé d'identité bancaire **avant le 20 janvier 2021** à l'adresse suivante:

MSA ALPES VAUCLUSE
À l'attention de Mme Estelle ARNAUD-GAMBA
Service ASS - Pôle Enfance Famille Jeunesse
1 Place des Maraîchers –CS 60505 - 84056 AVIGNON CEDEX 9.

Nous espérons que la poursuite de notre partenariat permettra aux familles agricoles de pouvoir bénéficier de l'ensemble de vos services de qualité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

Le Directeur Adjoint,

C.

Christophe VAILLE

santé
famille
retraite
services

L'essentiel & plus encore

Luberon Monts de Vaucluse
AGGLOMÉRATION

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant 2020

à la convention « Contrat Enfance Jeunesse » 2019-2022

Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (CALMV)

Type : CEJ N°4

Entre :

La Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse (CALMV), représentée par Monsieur Gérard DAUDET, Président,
Dont le siège est situé 315 Avenue de Baldou 84300 CAVAILLON

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s) ».

Et :

La MSA Alpes Vaucluse représentée par Madame Corinne GARREAU, Directrice Générale,
Dont le siège est situé 1 Place des Maraîchers CS 60505 84056 AVIGNON cedex 9.

Ci-après désignée « la CMSA ».

Il est convenu que la convention CEJ 4G 2019-2022 signée est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants :

Article 1

Conformément aux orientations de la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) de 2016 à 2020 et des nouvelles instructions budgétaires relatives au dispositif CEJ, la MSA Alpes Vaucluse s'engage à soutenir financièrement ce contrat pour l'année 2020 selon le financement de la CCMSA.
Pour 2021-2022, la MSA Alpes Vaucluse se réserve le droit de poursuivre son engagement financier par la contractualisation d'un avenant d'un an en fonction de l'enveloppe nationale du dispositif CEJ.

Article 2

L'article 5-2 de la convention initiale intitulé « Mode de calcul de la PSEJ » et le point 5-2-2 intitulé « la CMSA » est remplacé par l'article suivant :

« Le mode de calcul de la Psej de la CMSA »

Le financement de la PS CEJ MSA 2020 :
- le volet jeunesse, le calcul est effectué conformément au taux de population moyen agricole familiale sur le département, soit 5 %.
- le volet petite enfance, un abattement de 50% sera appliqué.

Le détail de ces actions figure en annexe1 (tableau financier) du présent avenant.

Un RIB IBAN devra être transmis à la MSA Alpes Vaucluse en précisant le destinataire de paiement de la PS CEJ MSA.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante décrite au titre de la convention initiale ;
- de la réalisation des actions inscrites au présent avenant ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej. »

Article 3 : INCIDENCES DE L'AVENANT SUR LA CONVENTION

Toutes les clauses de la convention initiale, et ses annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 4 : EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 01/01/2020 pour une durée d'un an , soit jusqu'au 31/12/2020.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Avignon, le 12 octobre 2020, en 2 exemplaires.

Le Président de la Communauté d'Agglomération Luberon Monts de Vaucluse

Gérard DAUDET

La Directrice Générale MSA Alpes Vaucluse

Corinne GARREAU

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif MSA 2020.

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	PS CEJ CAF Année 2020	PS CEJ MSA Année 2020
Action nouvelle	Accueil Enfance	Lieux accueil enfants parents	LAEP LA MOSAIQUE	7 087,25 €	177,18 €
		Relais assistants maternels	RAM INTERCO CAVAILLON	6 862,90 €	171,57 €
			RAM INTERCO COUSTELLET	15 589,26 €	389,73 €
		Micro crèche	CREANGE (micro crèche)	29 644,95 €	741,12 €
			EAJE LA COMBE	- €	- €
			LES PETITES GRAINES (micro crèche)	27 788,88 €	694,72 €
		Multi accueil	EAJE LA COMBE	37 892,17 €	947,30 €
			EAJE BOURNISSAC	- €	- €
			EAJE CLE DE SOL	58 735,76 €	1 468,39 €
			EAJE François RONOT	62 894,69 €	1 572,37 €
			EAJE LA FARANDOLE	215 661,90 €	5 391,55 €
			EAJE LA MARELLE	1 669,87 €	41,75 €
			EAJE LA PEPINIERE	104 853,50 €	2 621,34 €
			EAJE LES MARMOUSETS	12 648,07 €	316,20 €
			EAJE PETITS PAS	73 538,74 €	1 838,47 €
			EAJE REPERE DES GALOPINS	69 222,07 €	1 730,55 €
			LI PICHOTS	24 471,42 €	611,79 €
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	COORDINATION 0,50 ETP	16 049,44 €	401,24 €
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**764 610,87 €**	**19 115,27 €**
Action antérieure	Accueil Enfance	Relais assistants maternels	RAM INTERCO CAVAILLON	6 912,40 €	172,81 €
		Multi accueil	2 PLACES LES PITCHOUNETS	444,13 €	11,10 €
			3 PLACES LES PITCHOUNETS	4 867,23 €	121,68 €
			EAJE EUGENE VALENTIN	25 138,90 €	628,47 €
			EAJE LA MAISON DES LUTINS	- €	- €
			EAJE LES MARMOUSETS ROBION	79 048,30 €	1 976,21 €
			EAJE LI PICHOTS LAGNES	47 390,61 €	1 184,77 €
			EAJE LI PITCHOUNETS	31 699,81 €	792,50 €
			EAJE REPERE DES GALOPINS	62 842,57 €	1 571,06 €
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	Coordonateur enfance	18 150,00 €	453,75 €
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**276 493,95 €**	**6 912,35 €**
	TOTAL	**DEGRESSIVITE CONTRAT ANTERIEUR**		**411,23 €**	**10,28 €**
			TOTAL CEJ	**1 041 516,05 €**	**26 037,90 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
084-200040442-20201210-DEL2020-179-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/12/2020
Affichage : 15/12/2020

Luberon Monts de Vaucluse AGGLOMÉRATION

République française *2020/ ....*
Département de Vaucluse – Arrondissement d'Apt

Extrait du registre des délibérations du conseil communautaire
Séance du 10 décembre 2020

L'an deux mille vingt et le 10 décembre, à dix-huit heures, les membres du Conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le 4 décembre deux mille vingt, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, à la salle du Moulin Saint Julien, de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice : 55
Présents : 48
Absents : 7

- Dont suppléés : 0
- Dont représentés : 5

Abstention(s) : 0
Suffrages exprimés : 53

- dont pour : 53
- dont contre : 0

Etaient présents :

Mme ANGELETTI Frédérique – Mme AMOROS Elisabeth – Mme ARAGONES Claire – M. ATTARD Alain — Mme BASSANELLI Magali – M. BATOUX Philippe — M. BOREL Félix – Mme CATALANO LLORDES Gaétane – Mme CLEMENT Marie-Hélène – M. COURTECUISSE Patrick – Mme CRESP Delphine – M. DAUDET Gérard – Mme DAUPHIN Mathilde – Mme DECHER Martine – M. DERRIVE Eric — M. GERAULT Jean-Pierre – Mme GIRARD Nicole – Mme GREGOIRE Sylvie – Mme JEAN Amélie – M. JUNIK Pascal – M. JUSTINESY Gérard – M. LE FAOU Michel – M. LEONARD Christian – M. LIBERATO Fabrice – Mme MACK Marie-Thérèse – M. MASSIP Frédéric – Mme MELANCHON Isabelle – Mme MILESI Véronique – Mme MONFRIN Marie-José – M. MOUNIER Christian – Mme NALLET Christine — Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse – M. NOUVEAU Michel – Mme PAIGNON Laurence – Mme PALACIO Céline — Mme PESQUIES Christine – M. PETTAVINO Jean-Pierre – M PEYRARD Jean-Pierre – Mme PIERI Julia – Mme PONTET Annie – M. RIVET Jean-Philippe – M. ROUSSET André – M. SEBBAH Didier – M. SELLES Jean-Michel – M. SILVESTRE Claude – M. SINTES Patrick – Mme STELLA Aurore – M. VOURET Eric.

Excusés ayant donné pouvoir :
Mme BLANCHET Fabienne ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
Mme DESPLATS Gwenola ayant donné pouvoir à M ROUSSET André
M. KITAEFF Richard ayant donné pouvoir à Mme MACK Marie-Thérèse
Mme PELLET Martine ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme ROUX Isabelle ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth

Absents excusés :
Mme AUZANOT Bénédicte - M. BOURSE Etienne

Secrétaire de séance : Mme JEAN Amélie est désignée secrétaire de séance

---

N° 2020 – 179

Objet : FINANCES – ACTUALISATION DE L'ENVELOPPE CONTRACTUELLE 2020 – DEPARTEMENT DE VAUCLUSE.

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1111-9 et ses articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R2334-35 ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*

- *Vu la stratégie départementale « Vaucluse 2025-2040 » approuvée par délibération n° 2017-392 du 22 septembre 2017 et plus particulièrement les axes 2 et 4 dans lesquels le Conseil départemental s'engage à poursuivre son soutien à la structuration de territoires de proximité et à refonder une gouvernance partenariale ;*
- *Vu la délibération n° 2017-606 du 15 décembre 2017, par laquelle le Conseil départemental a défini les modalités de mise en œuvre d'une contractualisation à destination des territoires intercommunaux, sur la période 2018-2020, sous la forme d'un appel à projets ;*
- *Vu la délibération N° 2018-90 relative à l'actualisation du plan de financement de la piscine Roudière et dépôt des dossiers de demande de subventions ;*
- *Vu le cahier des charges du dispositif contractuel 2018/2020, mis à jour le 17 décembre 2019 ;*
- *Vu la délibération n° 2019-733 relative à l'appel à projets 2018-2020 à destination des territoires intercommunaux - Lancement de la troisième vague ;*
- *Vu la délibération n° 2020-06a relative à la demande de subvention 2020 au Département au titre de la contractualisation 2018-2020.*

Le Département du Vaucluse a voté un dispositif contractuel d'aide aux intercommunalités de son territoire.

Le dispositif acté sous forme d'appel à projets porte sur la période 2018/2020.

Dans ce cadre, trois projets compatibles à la stratégie départementale 2025-2040 peuvent être soumis à la validation du conseil départemental.

Un premier projet relatif à la réhabilitation de la piscine Alphonse Roudière a été soutenu à hauteur de 500 K€.

Au regard de l'avancée des différents projets menés par LMV, il est proposé de soumettre les deux opérations suivantes :

- Opération « Crèche Bournissac » - Cavaillon.

Coût total de l'opération HT : **1 007 115,29 €** HT

Coût total de l'opération TTC : 1 208 538,35 € TTC

PARTICIPATIONS FINANCIERES SOLLICITEES AUPRES DE PERSONNES PUBLIQUES		
Personnes publiques	Montant	Taux
Conseil Départemental de Vaucluse Dispositif à préciser : AAP EPCI 2018-2020	400 000,00 €	65,45%
Autofinancement de l'EPCI (hors TVA)	211 115,29 €	34,55%

TOTAL GENERAL DES FINANCEMENTS PUBLICS	**611 115,29 €**	100,00%
Financements de personnes privées - CAF	396 000,00 €	39,32%

- Opération « travaux de viabilisation des zones sud hors périmètre de la ZAC »

Coût total de l'opération HT : 996 745,14 € HT

Coût total de l'opération TTC : 1 196 094,17 € TTC

PARTICIPATIONS FINANCIERES SOLLICITEES AUPRES DE PERSONNES PUBLIQUES		
Personnes publiques	Montant	Taux
Conseil Départemental de Vaucluse Dispositif à préciser : AAP EPCI 2018-2020	100 000,00 €	10,03%
Autofinancement de l'EPCI (hors TVA)	896 745,14 €	89,97%

TOTAL GENERAL DES FINANCEMENTS PUBLICS	996 745,14 €	100,00%

Le Conseil Communautaire,
Ouï le rapport ci-dessus,
Délibère, et
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE les plans de financement prévisionnels détaillés ci-dessus ;
- AUTORISE Monsieur le Président à déposer les dossiers de demande de subventions subséquents ;
- AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette délibération.

AGGLOMERATION Luberon Monts de Vaucluse LMV

Pour extrait conforme,
Cavaillon, le 11 décembre 2020,
Le Président,

Gérard DAUDET.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté d'agglomération dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage. Elle peut également être contestée par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou affichage ou de la date de la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur le recours gracieux préalable.